



le nouveau

Courrier

UNESCO

MAI 2002

FUTURS POSSIBLES

Dix tendances pour le siècle

**Reva Klein : « Ouvrir l'école
au monde extérieur »** p.8

**Le patrimoine au
service de la paix** p.12

**New York,
ville ou verte ?** p.26

Baromètre 5

Italie, Russie, États-Unis, Antarctique,
Afrique, Afghanistan...



Interview 8

Reva Klein, ou comment renouer
des relations de confiance avec l'école

UNESCO-Actions

Patrimoine 12

Angkor ou la recherche de l'unité perdue

Repère ultime d'un peuple désorienté, symbole d'unité mais aussi source de profits convoités, le site attire chaque année davantage de visiteurs cambodgiens.

Mostar, un pont pour la paix

Le vieux pont du XVI^e siècle, détruit pendant la guerre, est en cours de reconstruction. Ses bâtisseurs, issus des deux communautés hier fratricides, travaillent en harmonie.

Éthique 18

La génétique en question : jusqu'à où peut-on aller trop loin ?

Entre craintes et espoirs, la bioéthique suscite tant de questions...

Communication 23

La renaissance de la Bibliothèque d'Alexandrie

Ce vaste complexe culturel, à l'architecture spectaculaire et symbolique, va favoriser le dialogue entre scientifiques et intellectuels du monde entier.

Sciences 26

New York, ville ou verte ?

La nature au cœur et aux alentours de la mégapole américaine reflète les relations de l'homme avec son environnement.

Éducation 30

Fromage et dessert

En matière d'enseignement, faut-il privilégier la qualité ou la quantité ?
Mais pourquoi pas les deux ?

L'UNESCO en bref 34

- Violence à l'école au Brésil
- Dessiner pour la paix
- L'Université africaine virtuelle
- L'éducation non formelle au Cambodge
- Les journalistes indésirables
- Les médias indépendants en Afghanistan
- Un prix pour la liberté de la presse
- L'érosion du littoral caraïbe
- L'eau en Afghanistan
- Le Cameroun lutte contre le sida
- Culture et démocratie
- Une Journée pour l'Afrique
- Kaboul : un musée à reconstruire
- Les langues en danger



sommaire

2





Grand-angle 38

Futurs possibles : dix tendances à long terme pour le XXI^e siècle

L'essor de la troisième révolution industrielle 39

Une aggravation de la pauvreté et de l'exclusion ? 41

Paix, sécurité, droits de l'homme : de nouvelles menaces ? 43

Changements démographiques 45

L'environnement planétaire en danger 48

L'avancée de la société de l'information 51

Davantage de gouvernance ? 53

Vers l'égalité entre les sexes ? 54

De nouvelles rencontres entre les cultures 56

Les défis éthiques de la technoscience 58

Résonances 60

Revue de presse

Galaxie 64

- Partenaires pour un tourisme culturel durable
- Gorilles sous haute surveillance
- Enfants de la Méditerranée contre la pollution
- Femmes et science
- Discovery Channel et les langues
- Ambassadeurs de bonne volonté

Zoom 68

Patrimoine : matériel et immatériel

Histoire 74

Extraits du *Courrier de l'UNESCO*, 1948-1949

Galerie 76

La maison de l'UNESCO, une modernité emblématique

Coin lecture 78

Aux éditions UNESCO, des titres pour tous les publics sur les thèmes de travail de l'organisation

Bloc-notes 82



SOMMAIRE

3





Mai 2002

Couverture :

Montage d'après
une photo de Reza



message

4

le nouveau Courrier est publié par
l'Organisation des Nations unies pour l'éducation,
la science et la culture.

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France
Tél. : 01.45.68.46.85 / Fax : 01.45.68.56.52
Courrier électronique: unesco.courrier@unesco.org
Internet: <http://www.unesco.org>

Direction de la publication et

rédaction en chef : Michel Barton

Rédaction en chef adjoint:

Sophie Boukhari, Sue Williams,

Rédaction : Roni Amelan, Jens Boel, Peter Coles,
Pierre Gaillard, Serafin Garcia Ibanez, Lucía Iglesias-Kuntz,
Cristina L'Homme, Asbel Lopez, Bassam Mansour,
Amy Otchet, Monique Perrot-Lanaud, Marie Renault,
Liliana Sampedro, Vladimir Sergueev, Jasmina Sopova

Assistants de la rédaction : Gisèle Traiano,

Isabelle Le Fournis

Recherche et documentation : José Banaag

Iconographie : Ariane Bailey, Niamh Burke

Éditions hors Siège : Michiko Tanaka

Direction artistique : Jean-François Cheriez,

Ewa Maruszczyńska

Production : Éric Frogé, Gérard Prosper

Photogravure : Annick Coueffé

Diffusion : Philippe Rey

Impression : Imprimerie Corlet, Condé-sur-Noireau, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du *le nouveau Courrier* de l'UNESCO », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

le nouveau Courrier de l'UNESCO, destiné à l'information, n'est pas un document officiel de l'organisation. Les articles expriment l'opinion de leurs auteurs et pas nécessairement celle de l'UNESCO. Les frontières sur les cartes n'impliquent pas reconnaissance officielle par l'UNESCO ou les Nations unies, de même que les dénominations de pays ou de territoires mentionnés.

ISSN 0304-3118

Un Courrier nouveau

Le magazine que vous tenez entre vos mains est le numéro zéro, le premier test grandeur nature, de la nouvelle formule, semestrielle, du *Courrier de l'UNESCO*. Nous souhaitons que ses lecteurs y retrouvent la rigueur de l'analyse et la liberté de ton qui ont fait, pendant des décennies, la réputation du titre. Mais nous espérons aussi qu'ils en apprécieront les changements.

■ Nouvelle maquette d'abord, plus aérée, plus ludique, se prêtant aussi bien à un survol rapide – des titres, des chapeaux, des photos, des intertitres, des brèves – qu'à une lecture plus approfondie.

■ Nouvelles rubriques – Baromètre, Zoom, Résonances, Galaxie, Livres... – qui reviendront dans chaque numéro, offrant différentes perspectives sur les champs d'action de l'UNESCO.

■ Nouveau système de diffusion d'un magazine désormais gratuit, s'appuyant sur les bureaux hors-siège de l'UNESCO, sur ses Commissions nationales et sur les nombreux autres réseaux dont l'organisation dispose de par le monde. C'est à tous les membres de ces réseaux que ce magazine s'adresse en priorité.

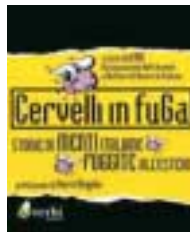
Chaque numéro contiendra une série d'articles traitant de sujets relevant de chacun des secteurs d'activités de l'UNESCO – éducation, culture, communication, sciences de la vie et sciences sociales – composés et signés par des membres du personnel du Bureau de l'information du public, et un dossier central confié à un rédacteur indépendant, spécialiste reconnu du thème choisi : les grands défis du XXI^e siècle dans ce numéro, l'Afghanistan dans l'édition qui sortira en octobre prochain.

Nous vous souhaitons bonne lecture. Et nous remercions d'avance ceux d'entre vous qui prendront le temps de nous faire parvenir leurs commentaires, leurs suggestions et leurs critiques.

Michel Barton

Les cerveaux fuient l'Italie

Les cerveaux italiens, ingénieurs, physiciens, biologistes et médecins, entre autres, quittent leur pays pour pouvoir exercer leur métier aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne essentiellement. Ils y trouvent plus facilement les financements



nécessaires à leurs recherches. C'est ce que dénonce l'Association des doctorants et des chercheurs italiens (ADI) dans le livre *Cervelli in fuga* (« Cerveaux en fuite », Ed. Avverbi 2001). Cet ouvrage raconte l'histoire de 20 scientifiques italiens qui ont pris la route de l'exil à cause du manque d'argent, du règne du copinage ou des obstacles administratifs qui les frustraient dans leur pays.

Moscou, 50 000 enfants sans abri

Un million d'enfants et d'adolescents errent, sans abri, dans les grandes villes russes, selon les autorités. Et 90% d'entre eux ont encore leurs parents. Rien qu'à Moscou, on compte 50 000 petits sans-abri, dont la plupart viendraient des anciennes Républiques soviétiques. Soixante-dix pour cent sont des garçons, mais le nombre de filles ne cesse de croître, révèle le *Moscow Times*. Or, la

capitale ne compte que trois orphelinats dont la capacité est de 250 enfants, depuis qu'une loi, adoptée en 1999, interdit aux ONG de gérer de tels établissements. La mairie de Moscou compte ouvrir sept

orphelinats d'ici 2003 et a pris une série de mesures, parmi lesquelles l'instauration d'un couvre-feu : après 23 heures, si un enfant sans abri se trouve dans la rue, il est interpellé par la police. Puis relâché.



© AP/Sipa, Paris



Baromètre

5



© Manoccher/Webistan

Afghanistan : l'éducation d'abord

Les écoles afghanes ont réouvert leurs portes le 23 mars. Elles ont accueilli 1,7 million d'élèves, dont des filles pour la première fois depuis cinq ans. « Aujourd'hui, les gens ont les larmes aux yeux, mais ce sont des larmes de

joie », a déclaré ce jour-là le chef de l'administration intérimaire afghane, Hamid Karzaï, qui s'est engagé à attribuer la part du lion du budget national à la reconstruction du système scolaire.

États-Unis : petits boulots contre travail scolaire

Aux États-Unis, une étude internationale sur les sciences et les mathématiques montre que les collégiens et, dans une proportion plus importante encore, les lycéens, voient leurs capacités

scolaires décliner brutalement à l'adolescence. L'étude constate que 55% des élèves de terminale de ce pays (âgés en moyenne de 17 ans) consacrent au moins trois heures par jour à un job, alors que ce pourcentage ne dépasse guère 18% dans d'autres pays du monde. Mais, d'après le *New York Times*, l'emploi des jeunes, même s'il comporte des

inconvéniens, est vital pour l'économie et donc impossible à remettre en cause. Car les adolescents ne travaillent ni pour compléter les revenus familiaux ni pour payer leurs études, mais essentiellement pour financer leurs loisirs et l'achat de vêtements, ce qui représente un marché de 150 milliards de dollars par an.



© J.C. Mézières/Rapho, Paris

La mode africaine sort du bois

La troisième édition du Festival international de la mode africaine (FIMA) aura lieu du 7 au 12 août 2002 dans la forêt gabonaise. Plus de 40 créateurs venus des cinq continents présenteront leurs modèles d'inspiration africaine sur les Plateaux du Batéké, à l'est du

pays. Sous la devise « Culture – Paix – Développement », le FIMA réunira sous ses tentes près de 6 000 personnes. Des ateliers sur la paix, le sida, le tourisme et les industries de la mode en Afrique donneront à cette manifestation une dimension qui dépasse largement

le cadre d'un défilé de mode.

En créant le FIMA en 1998 dans le nord du Niger, qui fut longtemps le théâtre de conflits entre l'autorité centrale et les Touaregs, le célèbre créateur nigérien Alphadi a voulu faire de la mode l'emblème de la réconciliation nationale en Afrique.

Pour plus d'informations : alphadi@intnet.ne ou alphadi@club-internet.fr

© Jean Bihard/FIMA 2000



Le mystère du troisième bouddha de Bamiyan

Depuis plusieurs mois, l'idée de reconstruire les bouddhas de Bamiyan, détruits en mars 2001, a fait couler beaucoup d'encre. En revanche, on sait beaucoup moins que les talibans, qui ont voulu anéantir ce haut lieu du bouddhisme, y ont oublié un petit détail... de 350 à 380 mètres de long. En effet, un troisième bouddha géant, dit Bouddha couché, serait encore enfoui dans la vallée de Bamiyan. Attesté par des pèlerins chinois du VII^e siècle, il a été « redécouvert » il y a 25 ans par un archéologue français d'origine afghane, Zémarylalï Tarzi, qui dit

l'avoir localisé. Toutefois, des sondages archéologiques sont nécessaires pour confirmer l'existence de ce mystérieux bouddha, car la statue n'a jamais été mise au jour.



© AP/Sipa, Paris

L'air qui tue

En ville, jusqu'à 20% des décès liés à un cancer du poumon sont dus à la pollution, notamment causée par les gaz d'échappement, selon une récente étude, la plus importante jamais menée sur le sujet. En suivant 500 000 Américains pendant plus de 16 ans, des chercheurs ont étudié l'impact de particules de moins de 2,5 micromètres de diamètre, qui

se logent au fond des poumons. Dans des villes comme Los Angeles ou New York, ces particules représentent de 16 à 20 microgrammes par mètre cube, alors que l'Agence des États-Unis pour la protection de l'environnement fixe la limite à 15. Or, à chaque fois

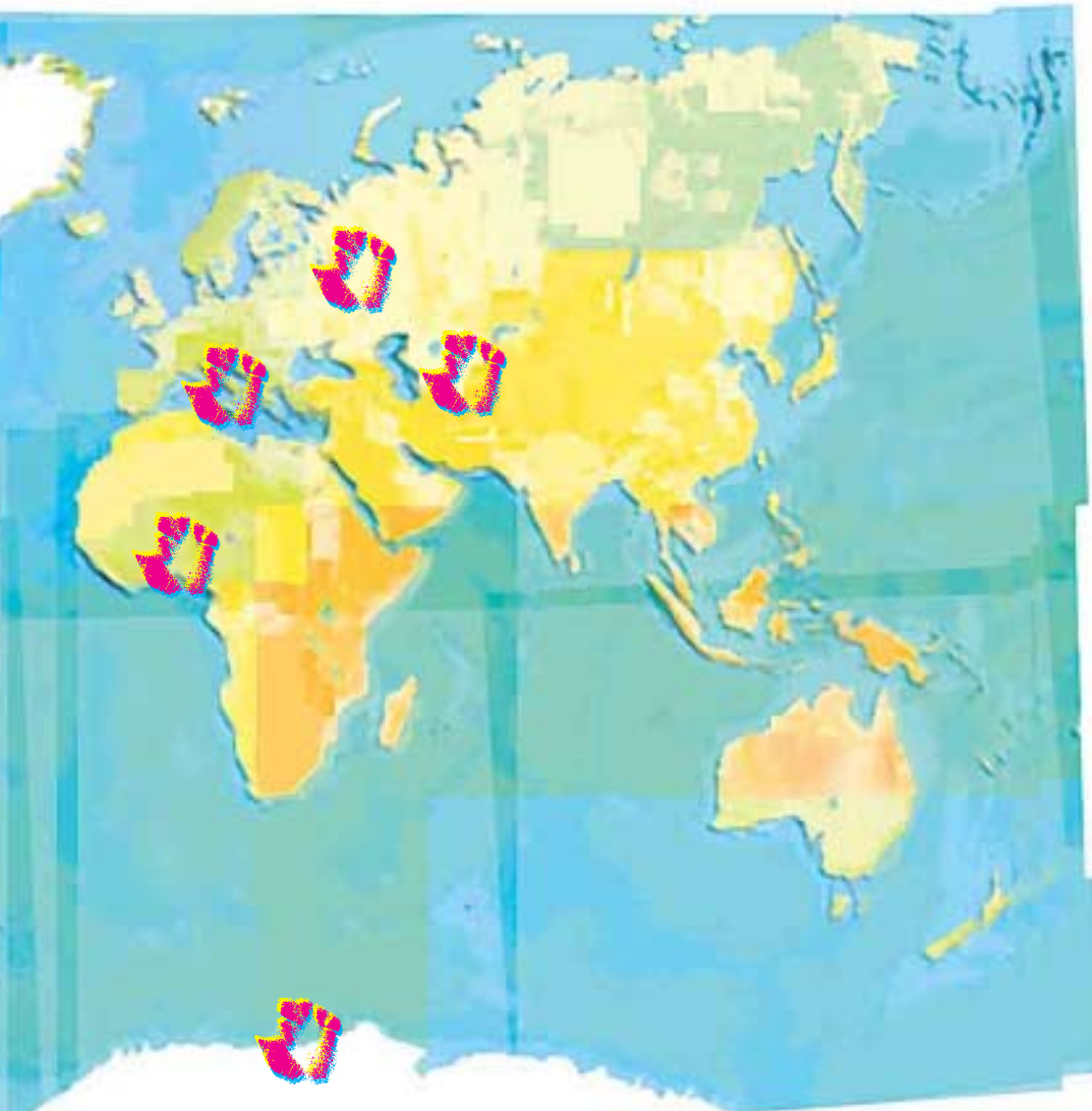
que cette densité augmente de 10 microgrammes, le taux de mortalité par cancer du poumon croît de 8%. Ces chiffres soulignent la gravité de la situation, notamment dans les pays pauvres, où la pollution urbaine atteint des niveaux très élevés.

© UNESCO



baromètre

6



La biodiversité de A à Z

S'inspirant des projets internationaux de décryptage du génome humain, un groupe international de taxinomistes, dirigé par Edward O. Wilson de l'Université de Harvard, a créé la All Species Foundation (Fondation de toutes les espèces). Objectif : dresser une carte intégrale de la biodiversité mondiale d'ici 25 ans, pour trois milliards de dollars.

Un catalogue de toutes les espèces vivantes, des bactéries aux vertébrés, sera réalisé en combinant les résultats des travaux existants et en faisant appel à de nouveaux chercheurs. Il n'y a en effet que quelque 10 000 taxinomistes dans le monde. Moins de deux millions d'espèces ont été identifiées alors qu'il en existe au moins 10 millions, voire

jusqu'à 100 millions. La fondation s'attachera à moderniser les techniques taxinomiques. Au lieu d'envoyer des spécimens et des diapositives d'un centre de recherche à l'autre, les experts pourront employer des techniques d'imagerie



© UNESCO/R. Perry

numérique en 3D pour échanger et vérifier les nouvelles données, à un coût infiniment plus bas qu'aujourd'hui. D'ici 2007, la fondation espère identifier 60 000 nouvelles espèces par an, au lieu de 15 000 à l'heure actuelle.

Frissons

Des scientifiques ont extrait la plus vieille carotte de glace jamais prélevée, suite à un forage d'environ 3 000 mètres dans l'est de l'Antarctique. Envoyés à des laboratoires européens, les échantillons, qui datent de plus de 500 000 ans, permettront de mieux



Baromètre

7



© Gaillarde/Gamma

comprendre l'histoire du climat et de l'atmosphère ainsi que les évolutions à venir. Cette étude se déroule alors qu'en Antarctique, des événements spectaculaires en soulignent l'urgence. À la mi-mars, une plaque glaciaire (Larsen B), d'une épaisseur de 200 mètres et d'une superficie de 3 250 km², s'est disloquée en moins d'un mois. Au même moment, un gigantesque iceberg de 5 500 km² se détachait de la côte ouest de l'Antarctique. Les scientifiques expliquent ces phénomènes par le réchauffement, la température dans la région ayant augmenté de 2,5°C en 50 ans.

Reva Klein

« Il faut ouvrir l'école au monde extérieur »

Dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés, de nombreux enfants ratent leur scolarité. Journaliste et écrivain lauréate de nombreux prix, Reva Klein préside le Consortium international contre la désaffection à l'égard de l'école. Son objectif : rendre l'enseignement plus humain et plus proche des jeunes. Interview.



interview



© Liaison/Gamma, Paris

Que voulez-vous dire quand vous parlez d'élèves « détachés » ?

➤ Ce sont ceux qui jettent l'éponge. Pas seulement en séchant les cours, mais aussi en laissant tomber « moralement ». Certains jeunes se considèrent comme rejetés par l'environnement scolaire. Ils débranchent, ne s'intéressent plus ni aux programmes ni à leur insertion sociale. Ils adoptent alors l'une de ces quatre attitudes : soit ils se font exclure du système, soit ils sèchent constamment les cours, soit ils ratent leurs examens ou encore, abandonnent avant de les passer. Peu importe, car dans tous les cas, leur avenir est hypothéqué. Ils restent marqués à jamais par leur manque de qualifications et par la piètre opinion qu'ils auront désormais d'eux-mêmes.

Vous avez surtout étudié la question au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Qu'en est-il dans ces pays ?

➤ Au Royaume-Uni, selon les chiffres officiels, près de 20% des 14-19 ans quittent l'école sans la moindre qualification. Ils ne reçoivent pas d'enseignement professionnel et ne travaillent pas. Ces jeunes, qui représentent le degré zéro de l'éducation, sont sans doute plus nombreux qu'on ne le dit officiellement.

De plus, le nombre d'enfants rejetés par le système scolaire ne cesse d'augmenter depuis dix ans, même si le gouvernement mène une politique d'intégration sociale. En 1990-1991, 2 910 enfants ont été exclus des écoles anglaises. En 1996-1997, ils étaient 12 700, dont 1 600 se trouvaient encore dans le primaire.

Aux États-Unis, environ 25% des jeunes de 13 ans ne vont pas jusqu'au bout du cycle secondaire. Mais les écarts sont énormes selon les États et les villes. Dans les écoles publiques de New York et de Washington, on arrive à 45%. Au total, un enfant américain sur quatre quitte le système scolaire sans avoir acquis un minimum de connaissances de base.

Qui sont ces jeunes qui abandonnent l'école ?

➤ Il n'y a pas de profil type. Mais on retrouve souvent les mêmes facteurs. L'environnement, le milieu social et l'histoire familiale sont très importants. Le Service américain des examens scolaires rapporte que la moitié des familles vivant de l'aide sociale sont dirigées par des gens qui ont quitté l'école trop tôt.

Repères Reva Klein est née aux États-Unis mais a vécu à Londres la plus grande partie de sa vie. Elle a travaillé comme journaliste pour de nombreux quotidiens et magazines et tient une rubrique régulière dans le supplément sur l'éducation du *Times*. Elle est maîtresse de conférence en journalisme au Goldsmith's College de l'Université de Londres. Elle a gagné par deux fois le prix « Race in the Media », organisé par la Campagne pour l'égalité raciale.



Reva Klein tient une rubrique dans le supplément sur l'éducation du *Times* de Londres.



Interview



L'appartenance ethnique est aussi un point clé. Au Royaume-Uni, un nombre disproportionné d'enfants afro-caraïbes ratent leurs études. De même, les enfants des Gitans et des gens du voyage échouent et abandonnent en grand nombre même si, comme les Afro-Caraïbes, ils entament leur scolarité de façon positive.

Aux États-Unis, bien que la situation des enfants noirs soit loin d'être acceptable, elle s'est réellement améliorée au cours des trois dernières décennies. De nos jours, 13% des élèves noirs abandonnent l'école, contre 40% dans les années 70. Pour les jeunes Latinos, ce taux avoisinait les 30% au milieu des années 90.

La situation varie également selon les sexes. Aux États-Unis, les classes spéciales pour élèves en échec scolaire ou en rupture de banc sont principalement composées de Noirs, d'Hispaniques et de garçons (à 85%). Les jeunes qui vivent dans des familles

d'accueil ou des institutions publiques sont les plus vulnérables. Au Royaume-Uni, plus du quart des 14-16 ans hébergés dans des foyers font régulièrement l'école buissonnière, quand ils ne sont pas exclus. Entre 50% et 75% des adolescents qui quittent la famille d'accueil ou l'institution où ils ont grandi n'ont aucune qualification scolaire.

Ce qui n'est pas vraiment surprenant. Les enfants en situation difficile ont toujours connu des problèmes scolaires...

➤ Oui, mais aujourd'hui, ces jeunes ne sont plus les seuls à échouer à l'école, même si ce sont les plus nombreux. Il y a plein de « fils à papa » qui ratent leur scolarité. Et puis, ce qui est nouveau, c'est que nous nous préoccupons davantage de ces problèmes. Nous comprenons mieux qu'ils nous coûtent très cher. Par exemple, au Royaume-Uni, près

de 95% des garçons mineurs placés dans des maisons de correction ont été exclus de l'école, ont abusé de l'école buissonnière ou ont abandonné leur scolarité avant 16 ans. Or, le maintien de chacun d'entre eux en prison coûte au moins 75 000 livres par an. Par ailleurs, les adolescentes exclues de l'école courent beaucoup plus de risques que les autres de tomber enceinte. Sur ce plan, le Royaume-Uni détient un triste record: avec trente-trois grossesses pour mille adolescentes chez les 15-19 ans, ce pays présente le taux le plus élevé d'Europe de l'Ouest, cinq fois celui des Pays-Bas.

Aujourd'hui, on sait que l'éducation joue un rôle énorme dans le développement de l'individu, mais détermine aussi en partie sa capacité de survie et sa réussite dans les sociétés du savoir. Le savoir est en effet devenu la clé du développement économique et social d'un pays, mais

aussi de la capacité de chaque individu à avoir un travail, un domicile et un mode de vie décents.

Le fait qu'il y ait tant d'abandon scolaire dans des pays supposés capables de fournir une éducation pour tous prouve que la qualité n'y est pas. Les écoles ne sont pas en phase avec les besoins, les désirs des jeunes. Les programmes sont trop rigides et souvent considérés comme inadaptés par les élèves. Les enseignants ne sont pas assez préparés aux problèmes et aux difficultés des jeunes d'aujourd'hui. Bref, l'environnement scolaire ne permet pas aux enfants de devenir des citoyens.



interview

16

Que faire pour que les enfants reprennent confiance dans l'école ?

➤ Il faut changer les politiques, les comportements et les structures. Le système doit fournir une réponse adaptée aux différents besoins, milieux et niveaux des élèves. Sans pour autant compromettre la réussite des éléments les plus doués ou les plus privilégiés. Il faut convenir à tout le monde.

Concrètement, cela signifie qu'il

faut être plus souple, rendre les écoles vraiment démocratiques. Je ne parle pas simplement de créer des conseils d'école, mais plutôt d'ouvrir les écoles à leur environnement extérieur et aux parents. Nous devons aussi accorder plus d'attention à chaque enfant et apporter l'aide appropriée dès que possible. Les enfants en difficulté ont besoin d'être aidés par des gens spécialement formés pour cela. On sait pertinemment qu'un adulte « déterminant » peut complètement changer la vie d'un enfant.

Y a-t-il des modèles à suivre ?

➤ Beaucoup. Le Danemark, par exemple, où le système est fondé sur un respect mutuel entre l'enseignant et l'élève et sur une culture du dialogue : les enseignants ne font pas cours devant les enfants, ils travaillent avec eux. Il n'y a pas de classement, pas d'examens décisifs. Les élèves ont aussi accès à des programmes très complets d'enseignement professionnel. Les résultats sont là. Le taux d'abandon scolaire plafonne à 4,3%.

Aux États-Unis, on trouve le pire mais aussi le meilleur. À New Haven (Connecticut), un « programme d'apprentissage social et émotionnel » permet aux jeunes d'apprendre à peser une décision, interagir avec d'autres enfants de leur âge, résister aux drogues et à l'alcool, gérer leurs angoisses, leurs pulsions violentes et leur sexualité. Les résultats sont étonnants : entre 1992 et 1996, le nombre d'élèves redoublant la sixième a baissé de 10% ; le nombre d'élèves de CM1 obtenant de bons résultats aux tests d'expression orale et écrite a bondi de 41% à 72% ; le nombre d'enfants de 12 ans qui déclaraient avoir eu des relations sexuelles a diminué de 8%. Les taux d'abandon scolaire, de renvois temporaires et d'exclusion ont tous



© Liaison/Gamma, Paris

baissé et les armes à feu à l'école ont diminué de moitié.

En Australie, les écoles travaillent avec des structures d'assistance sociale publiques et privées et avec des ONG pour soutenir les enfants en difficulté. Elles s'ouvrent aussi à des programmes alternatifs.

Le modèle utilisé avec succès aux Pays-Bas repose lui aussi sur la coopération et la cohérence. L'objectif est de vaincre les handicaps économiques et culturels qui empêchent les enfants d'avancer. L'idée est que plus l'école colle à la réalité de ce qu'ils vivent chez eux et dans leur quartier, plus vite ils progressent. Comme les écoles disposent d'énormes ressources, c'est là qu'il faut agir pour les jeunes.

Mais ces solutions ne sont-elles pas ponctuelles, alors que le problème devient de plus en plus complexe et vraiment mondial ?

➤ Concernant l'abandon scolaire, ne voyons pas tout en noir. Il y a tant d'initiatives intéressantes dans le

Trois ouvrages de Reva Klein

Reva Klein est l'auteur de trois ouvrages : *Defying Disaffection : how schools are winning the hearts and minds of reluctant learners* (Vaincre la désaffection à l'égard de l'école : comment gagner le cœur et l'esprit des élèves qui n'ont pas envie d'apprendre) ; *Citizens by right : citizenship education in primary schools* (Citoyens en droit : l'éducation civique dans les écoles primaires) et, à paraître, *We want our say : children as active partners in their education* (Nous avons notre mot à dire : les enfants partenaires de leur éducation)



Aux États-Unis, les jeunes en situation difficile ne sont plus les seuls à échouer à l'école. Il y a aussi plein de « fils à papa » qui ratent leur scolarité.

monde, sur le plan pédagogique et psychologique, que personne ne prétend qu'il faut réinventer la roue. Les solutions sont là, à nous de les trouver et de les adapter à nos besoins particuliers.

Dans un monde idéal, Taiwan, par exemple, admettrait que son système éducatif produit d'excellents résultats en mathématique et en science, mais a pour cela sacrifié l'expression créative des enfants. Toujours dans un monde idéal, ce pays s'intéresserait à une école du Tennessee (États-Unis), où le modèle du Centre Leonard Bernstein permet d'enseigner à travers l'art, et emprunterait certaines de ses méthodes. De même, les éducateurs des maternelles du Royaume-Uni remettraient en question le fait d'apprendre à lire et à compter à des enfants de quatre ans s'ils s'intéressaient à ce qui se fait en Hongrie. Dans ce pays, les jeunes enfants ont un très bon niveau alors qu'ils ne commencent la lecture et le calcul que vers six-sept ans. Autre

exemple, les écoles secondaires de Caracas (Venezuela) qui enregistrent des taux élevés d'école buissonnière, d'échec et d'abandon regarderaient vers l'Australie occidentale, où les systèmes de soutien scolaire impliquent de multiples acteurs.

Les enfants de demain, comme ceux d'aujourd'hui, auront besoin de savoir communiquer, interagir avec d'autres de manière très complexe, faire preuve de créativité, d'ouverture et d'imagination. Pour cela, il faut que les écoles les voient et les traitent comme des individus, qu'elles les aident à se débrouiller avec le bagage qu'ils ont, qu'elles leur donnent l'envie d'apprendre. Car si l'école n'est pas perçue comme la partie d'un tout, à savoir la vie de chaque enfant, elle restera figée dans le XIX^e siècle, comme elle l'a été pendant la majeure partie du XX^e siècle.

*Propos recueillis par
Sue Williams*

Un forum d'échanges mondial

Le Consortium international contre la désaffection à l'égard de l'école, que Reva Klein préside, a été créé en octobre 2001 sous l'égide du Centre national de prévention de l'abandon scolaire basé à Clemson, en Caroline du Sud (États-Unis). Ce consortium regroupe des universitaires de diverses disciplines, des psychologues, des chercheurs et des praticiens qui travaillent aux États-Unis, en Europe, en Asie, dans les Caraïbes et en Afrique.

Bien qu'ils représentent un large éventail de philosophies et de systèmes éducatifs et qu'ils travaillent dans des environnements politiques et économiques très divers, ils constatent que la désaffection à l'égard de l'école fait fi de toutes ces différences et sévit partout. Le consortium n'est pas seulement un lieu de débats, même si les réunions et les flux d'informations sont nombreux. Il cherche également à encourager les échanges d'expériences en permettant à des experts de l'éducation de voyager. Ces experts observent comment les problèmes qu'ils rencontrent chez eux sont résolus ailleurs et adaptent les solutions à leurs propres écoles.

Au cours de sa conférence annuelle, qui se tiendra à San Diego en septembre 2002, le consortium annoncera le lancement du Journal international de la désaffection à l'égard de l'école, une première du genre dans le monde.

Le consortium est ouvert à toute personne travaillant dans le domaine de la prévention de l'abandon scolaire.

E-mail : ndpc@clemson.edu

Web : www.dropoutprevention.org



Interview

11



UNITED NATIONS YEAR FOR CULTURAL HERITAGE
ANNÉE DES NATIONS UNIES POUR LE PATRIMOINE CULTUREL
AÑO DE LAS NACIONES UNIDAS DEL PATRIMONIO CULTURAL
سنة الأمم المتحدة للتراث الثقافي
ГОД КУЛЬТУРНОГО НАСЛЕДИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ
联合国文化遗产年

La destruction des bouddhas de Bamiyan, en mars 2001, a été qualifiée par l'UNESCO de « crime contre la culture ». Dans les semaines qui avaient précédé l'anéantissement à coups d'explosifs des deux statues géantes, des voix s'étaient élevées, partout dans le monde, pour arrêter les talibans. Et depuis la destruction des bouddhas, la presse se fait régulièrement l'écho d'initiatives visant à les reconstruire.

Aucune décision ferme sur ce point précis n'a encore été arrêtée. Mais il est une chose certaine : aucun peuple ne peut vivre sans mémoire. Or, le patrimoine culturel, qu'il soit matériel ou immatériel, joue un rôle fondamental dans la manière qu'ont les hommes de se construire une histoire, une identité, un projet communs. À ce titre, il mérite toute l'attention des artisans de la paix, en Afghanistan comme ailleurs.



© AP/Sipa, Paris

Au Cambodge par exemple, Angkor a toujours porté un rêve d'unité, notamment dans les périodes les plus sombres. Loin d'anéantir la mémoire de l'ancien empire, l'Angkar (l'Organisation, organe suprême) des Khmers rouges l'utilisait pour alimenter sa propagande nationaliste. Mais depuis une dizaine d'années, la charge symbolique d'Angkor aide surtout les Cambodgiens à se réconcilier, entre eux et avec eux-mêmes.



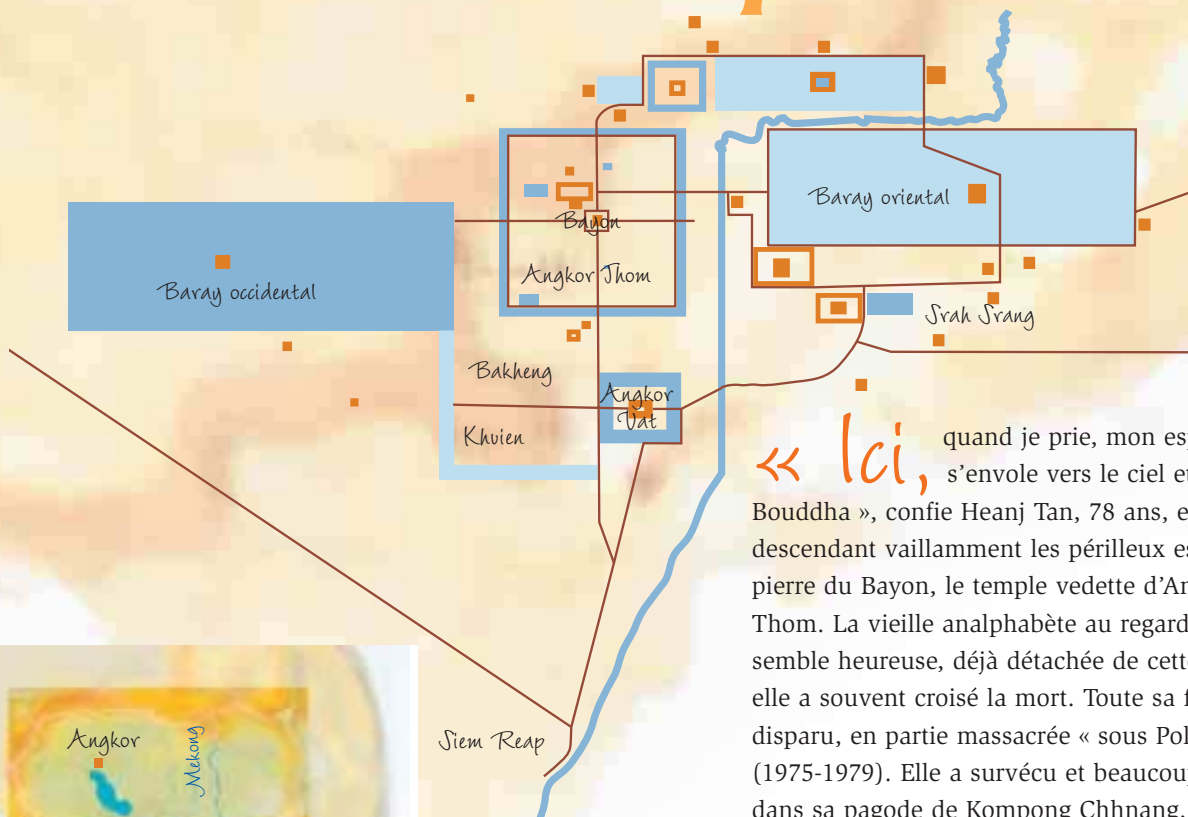
En Bosnie, la destruction systématique du patrimoine culturel pendant la guerre répondait au désir d'éliminer toute trace d'un passé commun à diverses communautés – serbe, croate et bosniaque. Aujourd'hui, l'UNESCO et la Banque mondiale coordonnent le travail d'équipes multiculturelles en vue de reconstruire le pont de Mostar. Mais pour qu'il devienne réellement un « symbole de paix et de réconciliation », encore faudra-t-il que les habitants des deux rives de la Neretva aient envie de le traverser.



© Robert Cheriez, Paris



Angkor ou la recherche de l'unité perdue



UNESCO
patrimoine

13

« Ici, quand je prie, mon esprit s'envole vers le ciel et je vois Bouddha », confie Heanj Tan, 78 ans, en descendant vaillamment les périlleux escaliers de pierre du Bayon, le temple vedette d'Angkor Thom. La vieille analphabète au regard opaque semble heureuse, déjà détachée de cette Terre, où elle a souvent croisé la mort. Toute sa famille a disparu, en partie massacrée « sous Pol Pot » (1975-1979). Elle a survécu et beaucoup prié dans sa pagode de Kompong Chhnang. Jusqu'au jour où Angkor Vat lui est apparu en songe. « C'était il y a deux ans. J'ai vu le *vat* (pagode, en khmer) très clairement, dans mes yeux et dans mon cœur, dit-elle, et je suis venue ».

La dévotion d'Heanj Tan n'est pas forcément partagée par tous les Cambodgiens qui se pressent sur les traces des bâtisseurs d'Angkor, aux côtés des touristes étrangers. Hormis de nombreux moines, on y croise une serveuse venue de Phnom Penh « pour visiter », un jeune juriste « fier de sa culture » ou un père de famille aisée, conscient que le voyage d'Angkor est devenu un signe extérieur de prestige social. Le nombre de visiteurs nationaux a dépassé les 120 000 en 2000 et ne cesse de croître.

Pourquoi une telle affluence ? Bien sûr, la paix, consolidée depuis 1998, l'aménagement et le déminage du site permettent enfin aux Cambodgiens de s'y rendre. Mais dans un pays qui se relève à peine de plusieurs décennies de cauchemars et d'humiliations (guerre civile, génocide, occupation vietnamienne), la mémoire d'Angkor sert surtout de baume à une nation

Le Cambodge

Population : 12,8 millions

PIB par habitant :

1 361 dollars

Classement selon l'IDH :

121^e rang (sur 162)

Taux d'analphabétisme des adultes : 31,8%

Population en deçà du seuil de pauvreté monétaire

(un dollar par jour) : 36,1%

Espérance de vie à

la naissance : 56,4 ans

Source : PNUD.



© UNESCO/Sophie Boukhari

La nonne Heanj Tan, venue à Angkor Vat après l'avoir vu en songe.

brisée. « Les 25 dernières années ont été pour les Cambodgiens une période d'intense réflexion philosophique, explique Azzedine Beschaouch, conseiller scientifique de l'UNESCO pour Angkor. Ils se sont demandés si le déclin de l'empire d'Angkor (IX^e-XIV^e siècle) ne marquait pas la fin d'un certain Cambodge, pacifique et de grande culture, alors qu'eux-mêmes seraient un autre Cambodge, destructeur et barbare. Angkor leur sert avant tout à se réconcilier avec leur propre histoire : se rattacher à cette grande civilisation, c'est mettre entre parenthèses les moments de barbarie. »

« Angkor, c'est l'âme des Khmers, ajoute Ang Chouléan, anthropologue et directeur de la culture au sein de l'Apsara, l'agence nationale chargée du développement du site (voir encadré). Dans les périodes de désespoir, Angkor est le seul repère » : symbole religieux, mythe fondateur de la « nation khmère » et donc emblème national. Depuis l'indépendance, en 1953, Angkor Vat a toujours figuré sur le drapeau. Le Cambodge est ainsi le seul pays du monde à envoyer flotter au vent, aux quatre coins de la planète, la fine fleur de son patrimoine monumental.



© Patrick Aventureur/Camma, Paris

Des milliers de Cambodgiens viennent prier à Angkor Vat qui, selon la légende, est la réplique terrestre de l'étable d'un palais céleste. Pendant le nouvel an khmer, le site peut accueillir jusqu'à 15 000 personnes.

En 1991, rappelle Ang Chouléan, quand les quatre parties en conflit ont créé le Conseil national suprême afin de réunifier le pays, « la première chose que ce Conseil a faite a été d'appeler la communauté internationale à sauvegarder Angkor ». En décembre 1992, le site a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, acte qui a scellé « le début du processus de réconciliation nationale », selon Ang Chouléan. Ensuite, la référence angkorienne n'a cessé de resurgir chaque fois que la paix avait besoin de renfort. En 1993, lorsqu'il est remonté sur le trône, le roi Norodom Sihanouk a signé son premier décret, le NS 001, pour réglementer la protection du site archéologique. Après les « événements de juillet 1997 », alors que le pays menaçait de nouveau de sombrer dans le chaos, rappelle l'anthropologue américaine Ashley Thompson, c'est encore à Angkor que le roi s'est rendu pour « rendre hommage aux statues » et appeler à la réconciliation.

UNE MANNE TOURISTIQUE TRÈS CONVOITÉE

Pourtant, le contrôle de l'ancienne capitale et de la manne touristique qu'elle représente aujourd'hui n'est pas sans susciter des dissensions. « D'un côté, le site d'Angkor a montré aux Cambodgiens qu'ils pouvaient gagner beaucoup d'argent en travaillant ensemble mais, de l'autre côté, il a généré de nombreuses tensions », souligne Tamara Teneishvili, du Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh.

Des opérateurs immobiliers freinent la mise en place de règles d'urbanisme visant à protéger les abords du site et la ville voisine de Siem Reap, qui a quasiment doublé en dix ans. D'autre part, les populations des 75 villages du parc archéologique et les vieux habitants de Siem Reap voient débarquer dans la région de



14

L'UNESCO à Angkor

Symbole d'unité nationale, Angkor est aussi un exemple de « solidarité internationale », estime Étienne Clément, directeur du Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh. « Angkor a bénéficié d'une coopération internationale unique dans l'histoire de la préservation du patrimoine », dit-il.

Depuis l'inscription du site sur la Liste du patrimoine mondial il y a dix ans, l'UNESCO assure le secrétariat du Comité de coordination international (CCI) pour la sauvegarde et le développement du site. Ce comité, composé de 35 États et organisations internationales, est co-présidé par la France et le Japon, les deux plus gros contributeurs aux efforts de sauvegarde. Chaque année, il supervise, pour un montant de cinq millions de dollars, une centaine de projets de recherche, restauration, formation, développement communautaire, tourisme, etc.

Après avoir aidé les autorités cambodgiennes à définir l'aménagement d'un site de plus de 400 km², l'UNESCO a encouragé la création de l'Apsara, en 1995. Cette Autorité pour la protection du site et la gestion de la région d'Angkor – dont l'acronyme fait référence aux célèbres danseuses célestes gravées dans la pierre – met en œuvre divers projets, notamment liés au tourisme, à l'urbanisme et à l'entretien des monuments.

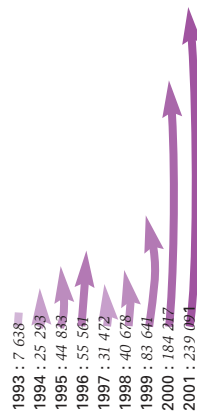


plus en plus de monde, venu d'autres provinces pour capter une partie de la rente. Quant au pactole généré par les droits d'entrée sur le site, il est âprement disputé. Alors que la fréquentation des touristes étrangers explose depuis 1998, ces recettes ont dépassé les cinq millions de dollars en 2000 (contre 1,8 million en 1999). Depuis avril 1999, l'argent est encaissé par la société privée Sokha Hotels qui, ayant obtenu la concession de la billetterie, conserve près de 40% des recettes. Le reste est versé au Trésor public, censé le rétrocéder à l'Apsara, au ministère du Tourisme et à celui de la Culture.

L'accord a déjà été révisé une fois et le sera de nouveau en 2002. « Tous les donateurs stigmatisent la situation », rapporte Étienne Clément, le directeur du bureau de l'UNESCO à Phnom Penh. Il souligne qu'ailleurs, les sociétés gérant des billetteries de monuments publics obtiennent rarement plus de 15% des recettes. Mais pour relativiser aussitôt en observant qu'avant avril 1999, « tout l'argent partait dans un trou noir ». « Au Cambodge, la tradition de transparence des finances publiques est très récente », commente-t-il pudiquement.

Son Soubert, archéologue et membre du Conseil constitutionnel, estime l'affaire d'autant plus « grave » que le ministère de la Culture

Depuis la création de la police du patrimoine, en 1994, le pillage des monuments situés dans le parc archéologique d'Angkor a été stoppé.



Évolution de la fréquentation des touristes étrangers à Angkor

manque de ressources pour lutter contre le pillage des sites archéologiques. Les vols et le trafic des têtes de statues et des bas-reliefs se poursuivent dans de nombreuses provinces, même s'ils ont été stoppés dans le parc d'Angkor, grâce au tourisme et à la police du patrimoine, créée en 1994 avec le soutien de l'UNESCO.

Les temples d'Angkor, qui représentent le cosmos, l'ordre des dieux, ont toujours symbolisé l'aspiration à l'unité, à l'harmonie, conclut Ashley Thompson. Si les Cambodgiens les aiment tant, c'est qu'ils incarnent la possibilité de transcender les vicissitudes du temps et la corruption des hommes.

Sophie Boukhari

Voir



Angkor, cité royale
Récit de voyages
• Voyage culturel et pédagogique, découverte de la civilisation khmère, mais aussi plongée dans la vie quotidienne des Cambodgiens.

Une approche qui sait mêler la transmission des connaissances et la perception sensible.
Éditions UNESCO/
Réunion des musées nationaux.
CD-Rom : 45,58 €

Mostar, un pont pour la paix

La reconstruction d'une partie de l'héritage commun aux Serbes, aux Croates et aux Bosniaques peut contribuer à refermer des blessures, même si elles mettront des années à cicatriser. C'est le pari qu'a fait l'UNESCO, qui voudrait faire un symbole de cohabitation pacifique du Vieux Pont de Mostar, ce joyau de l'art ottoman détruit en Bosnie-Herzégovine.

La réconciliation n'est pas un chemin de roses dans une ville qui a perdu plus de 2 000 habitants lors des combats qui ont opposé les Serbes, les Croates et les Bosniaques entre 1992 et 1995. Les traces de la guerre sont omniprésentes. Tout au long de l'ancienne ligne de front, de nombreux immeubles en ruine sont abandonnés. Les trottoirs et les chaussées criblés d'impacts de mortiers, les maisons transpercées par les balles et les obus rappellent, à chaque pas, la violence des combats d'hier.

Les troupes internationales de la Force de stabilisation (SFOR) patrouillent à longueur de journée, ainsi que des *carabinieri* italiens, des gendarmes français et des gardes civils espagnols. Pourtant, ceux qui ont connu la guerre assurent que la situation s'améliore à vue d'œil : bien que la division entre les quartiers à majorité croate (rive ouest de la Neretva) et ceux à majorité bosniaque (rive est) soit toujours très marquée, trois des neuf ponts, détruits pendant la guerre, sont réouverts.

Mais le plus célèbre, celui qui a donné son nom à la ville (*mostar* veut dire « gardien du pont »), n'est toujours qu'une passerelle de planches. Le Stari Most, ou Vieux Pont, construit au XVI^e siècle par l'architecte ottoman Mimar Hayreddin, a été détruit le 9 novembre 1993 par l'artillerie croate.

Dans le centre historique de la ville, le pont n'a pourtant pas cessé d'exister. Les peintres en font des tableaux, les artisans des reproductions en cuir, en étain ou en céramique. Le pont a donné son nom à des restaurants, à des stations de radio et il apparaît aussi bien sur les cartes



© Robert Chertez, Paris

Bosnie-Herzégovine

Superficie :

51 209 km²

Population :

3,676 millions

PIB :

4 900 millions

de dollars.

Taux de

chômage : 31 %

Source : BERD,

Bureau des

statistiques de

Bosnie-Herzégovine.

postales que sur les cartes de visite de personnalités locales. Mais c'est dans la mémoire du peuple qu'il reste le plus vivant : « Quand je rêve de la guerre, je ne vois ni mon père ni mon frère décédés, je vois le pont », témoigne Selma, une jeune veuve de 27 ans. « Quand nous sortions avec des amis, c'est là que nous nous donnions rendez-vous. Nous l'appelions "Stari", le "Vieux" », ajoute Snjezana Hadzic, une ingénieure civile qui fait partie de l'équipe technique de reconstruction.

Tous les mois, avant la guerre, les jeunes de Mostar faisaient des concours de plongée dans la Neretva du haut des 20 mètres de cette arche unique en forme de demi-lune. La compétition était retransmise dans toute la Yougoslavie par la télévision. « Quand le pont a été détruit, j'étais à la tête du Conseil municipal et nous avons tous pleuré », se souvient Ciscic Rusmir, directeur de l'Unité de reconstruction du Vieux Pont, une structure financée par la Banque mondiale qui associe des spécialistes croates, bosniaques et internationaux, supervisés par l'UNESCO. « Mais j'ai aussi été témoin de la décision de le reconstruire, poursuit-il, une

À qui appartient la

À Sarajevo, des dizaines de milliers de livres, manuscrits et périodiques sont partis en fumée dans la nuit du 25 août 1992, suite au bombardement de la Bibliothèque nationale et universitaire de Bosnie-Herzégovine.

Depuis, « elle est devenue une sorte d'étape de la bonne conscience internationale. Des orchestres, des ténors, des hommes politiques du monde entier

sont venus ici. Pendant ce temps, les gens qui, au péril de leur vie, ont sauvé ce qui pouvait l'être, travaillent dans des installations provisoires, sans chauffage ! C'est pathétique », s'indigne le jeune écrivain bosniaque



© Andrew Reid/Gamma, Paris



UNESCO
patrimoine

16



© Robert Cheriez, Paris

© UNESCO/Lucia Iglesias Kuntz

Dans les années 60, le pont et ses abords étaient un lieu de détente où se mêlaient les diverses communautés (haut). Aujourd'hui, il n'en reste que quelques pierres, qui furent repêchées dans la Neretva pour être réutilisées au moment de la reconstruction (bas).

bibliothèque de Sarajevo ?

Nenad Velickovic. « Le problème de la bibliothèque, comme de beaucoup d'autres édifices civils de la région, explique Léon Pressouyre¹, c'est de savoir à qui appartient le terrain. Il est déjà arrivé que la communauté internationale restaure un bâtiment pour voir ensuite réapparaître d'anciens propriétaires, authentiques ou non. Avant de commencer à réhabiliter la bibliothèque, il faut que les autorités locales décident de ce qu'elles vont en faire. »

En attendant, l'UNESCO a investi 220 000 dollars dans la rénovation des installations provisoires et contribué à la restauration d'un manuscrit célèbre, le Haggadah de Sarajevo, un recueil de prières juives du XV^e siècle.

(1) L'Annexe n°8 des Accords de paix de Dayton prévoyait la création d'une commission pour la préservation des monuments nationaux. Léon Pressouyre, professeur à l'Université de Paris I, a présidé cette commission.

semaine seulement après sa destruction. L'idée du contrat signé avec la Banque mondiale et l'UNESCO est de reconstruire le pont à l'identique, en utilisant la même pierre. Avec une condition *sine qua non* : faire travailler ensemble des membres des deux communautés rivales », ajoute Cistic Rusmir. « Nous avons un seul compte bancaire, un seul cahier des charges, un seul registre d'archives. Et pour ma part, j'ai une confiance totale en mon homologue, l'architecte croate Tihomir Rosic. Si seulement toutes les structures officielles de Bosnie-Herzégovine fonctionnaient avec le même esprit de coopération ! »

RANCUNES À FLEUR DE PEAU

Voilà déjà plus de deux ans que des ouvriers des deux communautés travaillent ensemble au fond des carrières. Leur objectif commun et les inévitables pauses café font qu'ils se regardent de moins en moins comme des ennemis. Un exploit dans une ville où, selon la SFOR, les policiers bosniaques et croates – qui patrouillent au coude à coude et sous le même uniforme – passent parfois des semaines sans s'adresser la parole. Quant aux rancunes, elles sont toujours à fleur de peau, d'autant que de nombreuses familles en deuil d'un être cher connaissent les nom et prénom de leurs bourreaux.

L'Italie, la Turquie, la France, les Pays-Bas et d'autres bailleurs de fonds internationaux ont apporté le gros des 15 millions de dollars nécessaires à la reconstruction du pont et de ses deux tours, ainsi qu'à la réhabilitation de 11 immeubles du quartier historique. Deux millions de dollars ont été fournis par la municipalité de Mostar et même la Croatie a annoncé qu'elle donnerait 660 000 dollars. « C'est un geste remarquable venant d'un pays en proie à de sérieuses difficultés économiques », remarque Colin Kaiser, directeur du bureau de l'UNESCO à Sarajevo.

En 1945, Ivo Andric, prix Nobel de littérature de l'ex-Yougoslavie, écrivait : « Les ponts sont plus importants que les maisons et plus sacrés que les temples, car ils sont utiles à tous et bien commun de tous ». Reste à savoir si les habitants des rives opposées de la Neretva, qui retrouveront leur Stari Most en 2004, seront nombreux à le traverser.

Lucía Iglesias Kuntz



UNESCO
patrimoine

Génétique : jusqu'où peut-on aller trop loin ?

La génétique promet beaucoup. Pour l'instant, elle promet plus qu'elle ne tient. En attendant que certains des miracles annoncés se réalisent, on peut déjà s'interroger sur les graves problèmes éthiques qu'ils soulèvent.



UNESCO
éthique

18

Les thérapies géniques, très prometteuses, sont encore balbutiantes. Ici, un chercheur a recours à des vecteurs viraux, utilisés pour transporter de « bons gènes » dans les cellules cibles du malade et les « réparer ».



© Christian Vioijard/Camma, Paris

Utiliser l'embryon humain comme source de pièces de rechange, une telle idée nous fascine mais nous effraie aussi. Elle nous fascine par ses promesses. Elle nous effraie parce qu'elle est passée trop vite du domaine de la science-fiction à celui de la science et parce qu'elle suppose de la part de ceux qui la mettront en œuvre des connaissances et des savoir-faire – concernant les processus de développement du vivant – qui s'apparentent à de nouveaux et terribles pouvoirs.

Cette idée de surmonter une maladie – comme celle de Parkinson – en remplaçant des cellules, âgées ou endommagées, par des cellules, jeunes et fonctionnelles, fournies par un embryon, est loin d'être la seule que nous proposent aujourd'hui les sciences du vivant. D'autres perspectives sont franchement menaçantes. C'est le cas du clonage humain reproductif que certains praticiens, particulièrement irresponsables ou particulièrement intéressés, affirment vouloir réaliser malgré son interdiction par la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme de l'UNESCO (1997) – qui le qualifie de pratique contraire à la dignité humaine (Art. 11) – et par de nombreuses législations nationales.

A la question déjà difficile posée par les sciences du vivant – *jusqu'où ira-t-on ?* –, il faut donc en ajouter une autre – *jusqu'où a-t-on le droit d'aller ?* – qui constitue le domaine, particulièrement vaste, de la bioéthique. Quels sont aujourd'hui les grands problèmes posés à cette bioéthique ?

C'est la recherche sur les cellules souches embryonnaires (CSE) qui devrait permettre de créer ce qui nous manque cruellement aujourd'hui, à savoir des organes, tissus et cellules à des fins de transplantation, et qui nous fait miroiter des progrès spectaculaires

dans le traitement de maladies difficiles ou actuellement impossibles à soigner : la maladie de Parkinson, déjà citée, mais aussi la maladie d'Alzheimer, la sclérose en plaques, etc.

La légitimité de cette recherche – interdite ici, autorisée ou juste tolérée ailleurs – dépend au premier chef du statut que l'on accorde à l'embryon : si on le considère comme un être humain (ou une personne), on ne peut évidemment pas envisager de l'utiliser comme un moyen, même pour une fin thérapeutique respectable. Mais le débat ne s'arrête pas là : sans être opposés a priori à l'utilisation des embryons humains pour obtenir des CSE, certains s'y opposent quand même à cause des risques liés à ces recherches (risques d'instrumentalisation de l'embryon, dérives possibles). Même ceux qui considèrent cette utilisation des embryons humains comme éthiquement acceptable tiennent souvent à établir des garde-fous (conditions liées aux fins médicales, etc.).

QUEL SORT RÉSERVERAIT-ON AUX PREMIERS CLONES HUMAINS ?

D'autres questions se posent qui concernent l'origine de ces cellules souches embryonnaires. Peut-on créer des embryons pour mener à bien les recherches ? Et si on choisit de se contenter des seules CSE prélevées sur des embryons ne faisant plus l'objet d'un projet parental (par exemple des embryons congelés après une fertilisation *in vitro*), comment faut-il évaluer la finalité de la recherche entreprise et comment peut-on garantir le respect des droits des parents donneurs ? A terme, il faudra aussi se poser d'autres questions : ces cellules au potentiel de multiplication particulièrement remarquable ne risquent-elles pas de devenir tumorales ? Si ce risque est avéré, comment le gèrera-t-on ?

On constate aujourd'hui des évolutions. Plusieurs pays qui interdisaient les recherches sur les CSE – l'Allemagne et la France par exemple – sont revenus ou semblent revenir vers une position plus ouverte. Par ailleurs, alors que les cellules les plus prometteuses semblaient être les cellules souches embryonnaires (totipotentes), les cellules souches adultes (CSA) – qui ne sont



UNESCO
éthique

19



© Jean Luc Ducloux/Gamma, Paris

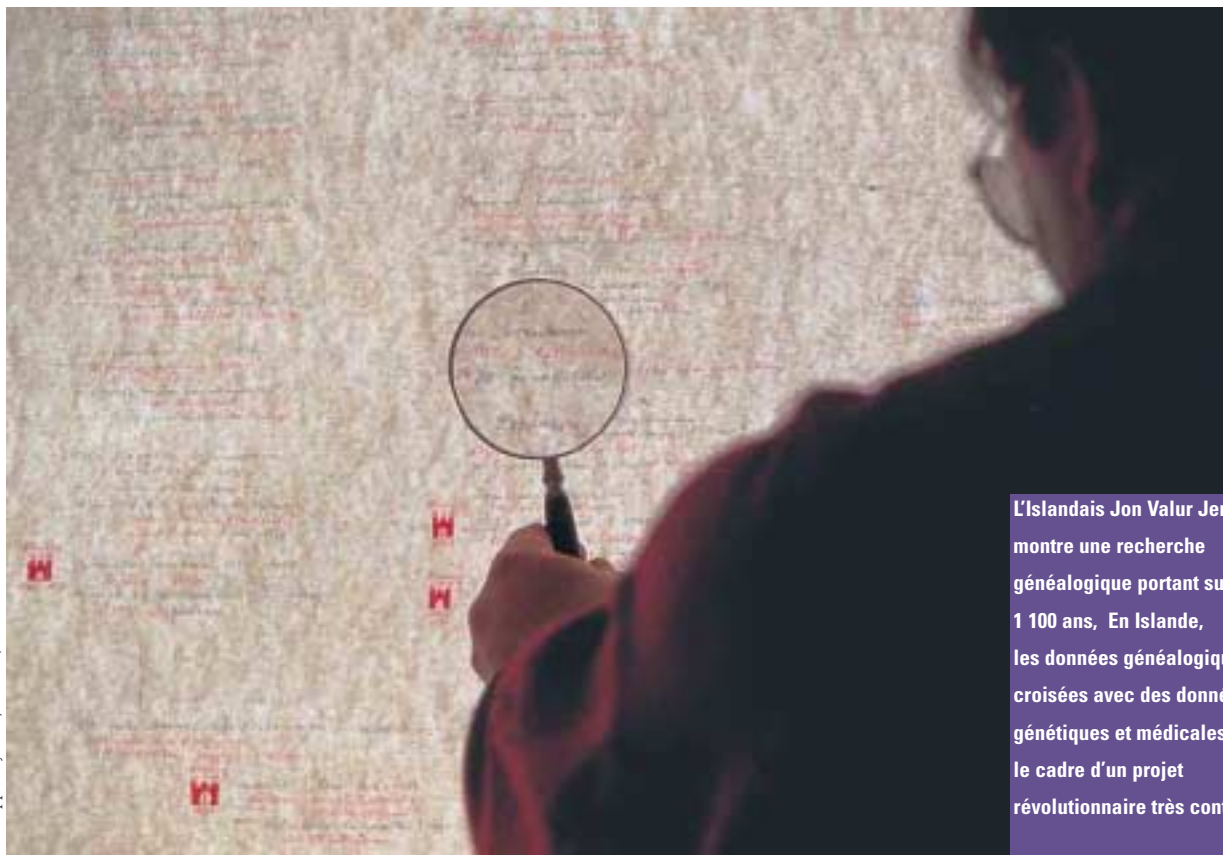
Le noyau de chacune de nos cellules contient de l'ADN (acide désoxyribonucléique), qui forme 23 paires de chromosomes au moment de la division cellulaire.



UNESCO
éthique

26

© Philippe Reynaers/Gamma, Paris



L'Islandais Jon Valur Jenson montre une recherche généalogique portant sur 1 100 ans. En Islande, les données généalogiques sont croisées avec des données génétiques et médicales, dans le cadre d'un projet révolutionnaire très controversé.

Données génétiques : à manier avec précaution

Finalités de la collecte, information des donneurs d'échantillons, consentement des donneurs (notamment son caractère libre et éclairé), prise en compte des sensibilités de certains groupes sociaux, religieux ou ethniques en matière de tissus humains, précautions devant accompagner les tests génétiques (les tests de parenté entre autres), confidentialité, devenir du matériel collecté : la collecte, le traitement, le stockage et l'utilisation des données génétiques posent tout un éventail de problèmes éthiques.

La généralisation de fichiers

d'empreintes génétiques peut notamment déboucher sur toutes sortes de discriminations. D'abord des discriminations envers un individu dont la séquence génomique révélerait la présence d'une anomalie génétique signalant une maladie existante ou un risque de développement d'une maladie : l'intéressé pourrait se voir écarter d'un travail par le biais d'une politique de prévention des maladies professionnelles ; il pourrait aussi se voir refuser une assurance ou la payer beaucoup plus cher ; il pourrait même se retrouver sur les « listes noires » d'organismes de prêt financier. Il y a ensuite des risques de discriminations plus générales si, par exemple, les résultats d'une enquête de génétique des populations étaient utilisés d'une façon qui aboutirait à stigmatiser un groupe ou une population donnée.

À l'heure où des bases de données se mettent en place un peu partout et où l'on voit même le profil génétique

et les informations médicales de toute une population devenir une ressource pour des entreprises privées disposant de droits exclusifs, cette question des données génétiques appelle un traitement urgent. Le Comité international de bioéthique de l'UNESCO (CIB) s'est penché sur ces questions et un rapport¹ a été élaboré. Un instrument international sur les données génétiques est en gestation et une première réunion s'est tenue à l'UNESCO les 11 et 12 février 2002. Le Groupe de rédaction du CIB va poursuivre ses travaux au cours des mois à venir et un avant-projet de texte devrait revenir devant le CIB avant la fin de l'année 2002.

1. Ce rapport est intitulé *Données génétiques: étude préparatoire du CIB sur leur collecte, traitement, stockage et utilisation*. Il est disponible, ainsi que les précédents, sur le site: www.unesco.org/ibc/fr/index.html

Le CIB, unique instance universelle

Actuellement présidé par Ryuichi Ida, Professeur de Droit à l'Université de Kyoto (Japon), le Comité international de bioéthique (CIB) a été créé en 1993 par l'UNESCO. Unique instance du genre au niveau universel, le CIB accompagne les progrès des recherches dans les sciences de la vie et de leurs applications, en veillant au respect des principes de dignité et de liberté de la personne humaine. Il approfondit la réflexion éthique en exposant les enjeux en présence mais n'entend pas s'ériger en tribunal. C'est à chaque pays qu'il revient, à travers ses législateurs, d'opérer des choix de société et de trancher entre les différentes options. Le CIB est composé de 36 membres qui sont désignés, pour quatre ans, par le directeur général de l'UNESCO et qui siègent à titre personnel.

Le CIB est à l'origine de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme. Adopté par l'UNESCO en 1997, ce texte reste le seul instrument universel dans ce domaine.

théoriquement que multipotentes mais posent moins de problèmes éthiques – reviennent en force après des découvertes canadiennes et suédoises.

La perspective du clonage humain fait aussi couler beaucoup d'encre. Bien que la communauté internationale ait déjà manifesté son refus du clonage humain à des fins reproductives, qui constituerait une instrumentalisation inacceptable de l'être humain, la menace subsiste. Des apprentis sorciers proclament leur volonté de passer outre et on peut craindre que se créent des paradis du clonage, comme il y a déjà des paradis fiscaux. Si jamais ce scénario contraire à l'éthique débouche sur la naissance d'un clone humain et si celui-ci survit, une autre terrible question se posera : quel sort réservera un pays interdisant le clonage à un éventuel clone « conçu » ou « né » sur son territoire ?

Des interrogations subsistent aussi autour du clonage thérapeutique. Est-il acceptable dans la mesure où il permettrait de soigner des maladies incurables et/ou invalidantes ? Une acceptation du clonage humain à des fins

thérapeutiques (et donc la mise au point des techniques nécessaires) ne risque-t-elle pas d'ouvrir une voie royale au clonage aux fins de reproduction d'êtres humains ? Dans ce domaine, on retombe sur le problème de l'embryon déjà évoqué – à quel moment débute la vie humaine ? – puisque le clonage dit thérapeutique consiste à créer, par transfert de noyau, un « embryon » qui n'est destiné qu'à obtenir des cellules souches.

SEXAGE DES FŒTUS

D'autres questions moins souvent évoquées sont aussi importantes du point de vue de l'éthique. Le diagnostic – qui est au cœur de l'activité médicale – est de celles-là. La bioéthique avait déjà à traiter du diagnostic prénatal et à répondre à la question : comment éviter que le diagnostic prénatal soit détourné de son objectif médical et serve à la pratique connue sous le nom de « sexage des fœtus » (identification du sexe du fœtus en vue d'éliminer ceux du sexe « indésirable », généralement féminin) ? Avec les progrès de la génétique, un nouveau type de diagnostic voit le jour, également porteur de menaces : le diagnostic génétique pré-implantatoire. Avec lui, ce n'est plus seulement le sexe du fœtus mais d'innombrables autres caractéristiques qui peuvent être privilégiées. Ne peut-on craindre de voir ce diagnostic – aujourd'hui réservé à la détection de maladies graves – mis au service de l'eugénisme, c'est-à-dire d'une sélection des individus ? La tentation est en effet grande d'utiliser ce diagnostic à des buts d'amélioration ou de l'étendre à la détermination de certaines caractéristiques morphologiques.

Le statut du génome humain est au cœur d'une autre grande question : qui est le propriétaire d'une information génétique ? L'individu qui fournit une partie de son matériel génétique ? Le chercheur qui met en évidence une caractéristique d'une partie de ce matériel ? Le chercheur qui en tire une application ? L'entreprise qui finance la recherche de l'un ou de l'autre de ces chercheurs ? Et le problème n'est pas plus simple si l'organisme qui fournit l'information génétique intéressante est une plante au lieu d'un être humain : ne faudrait-il pas que les chercheurs et les laboratoires qui en



UNESCO
éthique

21

tirent bénéfice rétribuent le sorcier indigène – ou sa communauté – qui les a mis sur la piste de cette plante ?

En principe, on ne peut breveter que les véritables inventions dotées d'une utilité ou susceptibles d'avoir des applications industrielles mais on assiste à une prolifération des demandes de brevets relatives au génome et à ses applications, y compris sur des séquences génomiques dont l'utilité future est incertaine. Compte tenu des protections déjà accordées ou demandées au titre de la propriété intellectuelle, les coûts liés aux redevances « pourront mettre des thérapies ou des tests utiles hors de portée [des pays en développement] et de la majeure partie de leur population », a souligné le Rapport du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (CIB) sur *Éthique, propriété intellectuelle et génomique*.

Faut-il protéger ces « découvertes » et priver certains êtres humains des avantages qu'elles promettent ? Ou bien faut-il réduire dans ce domaine la protection de la propriété intellectuelle et courir le risque de voir les entreprises renâcler devant des investissements

dont la rentabilité ne serait plus garantie ? Bien que les découvertes de la génétique confèrent une nouvelle dimension à ce problème, il existait déjà, notamment à propos des médicaments anti-sida, protégés par des brevets et donc trop chers pour certains pays.

LE GÉNOME HUMAIN, PATRIMOINE DE L'HUMANITÉ

On retrouve ce problème d'équité en matière de dons d'organes et de tissus humains. Dans ce domaine, les avancées scientifiques (par exemple les xénogreffes, transplantations sur l'homme d'organes d'animaux manipulés génétiquement, ou la transgénèse animale, fournisseuse possible d'organes compatibles avec le corps humain) permettront peut-être de supprimer le déséquilibre entre l'offre et la demande. Mais cette victoire aura un coût et il sera lourd pour les pays du Sud. On entre là dans un problème éthique plus général qui est celui de la solidarité. Le génome humain étant, selon l'article premier de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, le « patrimoine de l'humanité », les bénéfices des recherches – essentiellement menées dans des pays industrialisés mais avec un matériel venant souvent d'autres pays – ne doivent-ils pas être mieux partagés ?

Dernier problème mais non le moindre. A l'origine des découvertes de ces dernières années, et donc des promesses de remèdes comme des possibles dangers, il y a des données génétiques. Cette notion englobe les échantillons biologiques initiaux, l'ADN isolé, les enregistrements de séquences d'ADN, les profils génétiques et l'information concernant l'état des chromosomes, mais peut aussi être prise dans un sens plus large, incluant alors des archives médicales familiales. La collecte, le traitement, le stockage et l'utilisation de ces données génétiques – déterminant l'identité génétique de l'individu et se transmettant à travers les générations – soulèvent aussi un grand nombre de problèmes éthiques (voir encadré p. 20). Le CIB leur a déjà consacré plusieurs rapports et l'élaboration d'un texte normatif international sur ces données est l'un des chantiers que l'UNESCO a entrepris cette année.

Pierre Gaillard



UNESCO
éthique

22



Dans le laboratoire Codgène de Strasbourg (France), l'ADN de suspects est décrypté dans le cadre d'enquêtes sur des crimes sexuels.

© F. Demange/Gamma, Paris

La renaissance de la Bibliothèque d'Alexandrie

Tout près du lieu où se dressait, il y a deux mille ans, l'un des plus grands centres intellectuels de l'Antiquité, s'élève la nouvelle et très moderne Bibliothèque d'Alexandrie. Au programme: favoriser le dialogue entre les artistes et les scientifiques du monde entier.

Le directeur de la bibliothèque, **Ismaël Serageldin.**



© UNESCO/Asbel Lopez



© Gerald Zugman/Shutterstock S.A., Oslo

La ville fondée par Alexandre le Grand, au bord de la Méditerranée, a retrouvé sa bibliothèque, en version high-tech. Ici, l'entrée principale.

Mille six cents ans après sa disparition, renaît à Alexandrie la plus grande bibliothèque de l'Antiquité, celle où pour la première fois fut traduit l'Ancien Testament de l'hébreu vers le grec et où Euclide inventa la géométrie. « Il est merveilleux de penser qu'au milieu de tant de guerres, alors que l'on parle de "choc des civilisations", s'élève à nouveau en Égypte, à quelques mètres de l'endroit où se dressait l'Antique Bibliothèque d'Alexandrie, une institution qui, elle aussi, se consacrera à la connaissance universelle, à la compréhension mutuelle et à la tolérance », commente son directeur, Ismaël Serageldin.

L'inauguration de la nouvelle bibliothèque, la plus grande du Moyen-Orient et d'Afrique, était initialement prévue pour le 23 avril 2002. Elle a cependant dû être reportée à la suite des événements en cours au Moyen-Orient.

La bibliothèque a une capacité de huit millions de livres, est équipée des technologies de l'information les plus modernes, et notamment d'un département de numérisation des manuscrits. De plus, son architecture est unique au monde. L'édifice représente un disque solaire qui émerge de la terre, face à la mer, pour symboliser l'ouverture et l'immensité du savoir. « C'est un édifice hors du commun, comme l'Opéra de Sidney ou le Musée Guggenheim », ajoute Ismaël Serageldin.

Outre la bibliothèque et sa spectaculaire salle de lecture pouvant accueillir 1 700 personnes, le nouveau bâtiment abrite un centre de conférence pour 3 500 personnes, un planétarium, cinq centres de recherche, un centre Internet, trois musées et quatre galeries d'art. Pour Serageldin, ce



UNESCO
communication

23



© UNESCO/Asbel Lopez



UNESCO
communication

24

« grand complexe culturel international » est comparable au Museion, le Temple des Muses qui comprenait l'Antique Bibliothèque et l'Université d'Alexandrie et où se rencontraient poètes, scientifiques et artistes.

Fondée par Ptolémée I^{er} Soter en 288 avant J.-C., l'Antique Bibliothèque d'Alexandrie pouvait abriter jusqu'à 700 000 manuscrits. C'est dans cette première bibliothèque universelle qu'Aristarque de Samos soutint pour la première fois que la Terre tournait autour du soleil, qu'Ératosthène calcula la circonférence de la Terre et que Hérophile découvrit que le cerveau contrôlait le corps humain. Quatre siècles et demi s'écoulèrent avant qu'elle ne disparaisse, suite aux attaques et aux incendies, dont le premier eut lieu en 48 avant J.-C., quand César vint apporter son soutien à Cléopâtre contre son frère Ptolémée XIII.

Ce passé glorieux ne semble guère impressionner Ismaël Serageldin. « Nous voulons créer un lieu de rencontre pour que les intellectuels, les artistes et les scientifiques du monde entier puissent jeter les bases d'une compréhension mutuelle par le dialogue. » Ce travail a commencé avant même l'ouverture officielle de la bibliothèque avec l'organisation de concerts, de conférences et de séminaires

internationaux. En février 2002, par exemple, 2 000 chirurgiens et cardiologues se sont réunis à Alexandrie. « Nous avons d'abord vocation méditerranéenne, puis arabe, puis africaine. Nous allons développer une collaboration étroite avec l'Université d'Alexandrie, l'Université Senghor, l'Académie arabe de la science et de la technologie et le Centre de la créativité égyptienne, entre autres. Nos champs de recherche principaux seront l'histoire de l'Antique Bibliothèque d'Alexandrie, l'éthique de la science et de la technologie et les études sur l'eau. »

UNE SALLE DE LECTURE SUBLIME

Architecte de formation, Ismaël Serageldin s'enthousiasme chaque fois qu'il évoque l'édifice. « Il a été dessiné par deux jeunes architectes norvégiens de grand talent, de la compagnie Snohetta S.A., et sa réalisation a été confiée à un brillant ingénieur égyptien, Mamdouh Hamza, qui sut relever le défi de travailler à 18 mètres en dessous du niveau de la mer. » L'édifice est de taille humaine : « On peut s'en approcher sans se sentir écrasé et on se rend à peine compte de ses 11 étages hauts de 160 mètres. Il est entouré d'un grand mur en forme de demi-lune en partie enfoui sous la terre. Sur la partie qui émerge ont été sculptées les lettres de l'alphabet de 120 langues différentes. Le tout est élégant et inspire la sérénité. »

C'est de la salle de lecture dont Ismaël Serageldin est le plus fier. « C'est la plus belle du monde, affirme-t-il. La douceur de la lumière qui se répand dans tout l'espace, le plafond élevé qui repose sur d'élégantes colonnes concourent à créer une ambiance stimulante, une "cathédrale du savoir", ainsi qu'il a déjà été dit ». Une professeur marocaine qui observe la salle depuis le Triangle de Callimaque – sorte de mirador d'où l'on peut apprécier ses sept niveaux – s'exclame même : « Désormais, on ne viendra plus en Égypte pour les pyramides mais pour cette bibliothèque ».

Ismaël Serageldin espère en tout cas que, grâce à la bibliothèque, les touristes redécouvriront Alexandrie, « une ville rendue célèbre par son fameux Phare, mais aussi parce qu'elle fut le phare intellectuel de l'humanité pendant six siècles, inspirant de grands écrivains comme Callimaque, Constantin Cavafis et Lawrence Durrell ».

Face aux critiques concernant le coût du projet, le directeur réplique, non sans emphase : « L'addition s'est montée à 220 millions de dollars, dont près de 100 millions sont venus de dons internationaux. Le reste a été apporté par le gouvernement égyptien. Dans un pays de 67 millions d'habitants, mettre sur la table 120 millions de dollars en dix ans est raisonnable quand il s'agit de se doter d'un centre d'excellence. » Les travaux entrepris par les Ptolémées furent également critiqués en leur temps, dit-il, mais

L'accès au toit de la bibliothèque, en forme de disque solaire émergeant de la Terre (ci-contre). Sur le mur principal de l'édifice, les alphabets de 120 langues ont été sculptés (ci-dessous).



UNESCO
communication

25



l'Histoire leur a donné raison : « Beaucoup de villes furent édifiées et démolies, des milliers de routes construites et abandonnées, des centaines de temples érigés puis détruits. Mais les contributions de l'Antique Bibliothèque d'Alexandrie à la connaissance du monde et au patrimoine de l'humanité, continuent de nous inspirer comme l'une des plus grandes aventures de l'esprit humain ».

Le fait d'avoir renoué avec cette tradition a conféré au projet son caractère universel : « Il est émouvant d'observer l'enthousiasme de milliers de personnes dans le monde, qui considèrent que l'inauguration de la Bibliothèque d'Alexandrie les concerne autant que les Égyptiens ».

Asbel López

L'UNESCO, un soutien « déterminant »

- **Sollicitée** par le gouvernement égyptien, l'UNESCO a apporté au projet « un soutien international déterminant », selon Ismaël Serageldin.
- **En 1987**, l'organisation appelle la communauté internationale à appuyer la « renaissance de la Bibliothèque d'Alexandrie » et finance une étude de faisabilité. Un an plus tard, en collaboration avec l'Union internationale des architectes (UIA) et le PNUD, elle lance un grand concours d'architecture architectonique. Elle est également à l'initiative de la réunion d'Assouan, en 1990, qui permet de réunir 65 millions de dollars, venant essentiellement des pays arabes.
- **Par ailleurs**, l'UNESCO a fourni un serveur Internet et financé la création d'un site Web. Elle a soutenu la création d'une bibliothèque électronique pour aveugles, la formation de spécialistes, et encadré le développement des systèmes d'information. Elle a enfin créé un programme destiné à l'École internationale d'études en information (ISIS), installé dans la bibliothèque, ainsi qu'un laboratoire de restauration des manuscrits.



Pour plus d'informations

www.bibalex.gov.eg

www.unesco.org/webworld/alexandria_new/index.html

New York, ville ou verte ?

Et si les mégapoles n'étaient pas des déserts de béton mais plutôt des écosystèmes complexes, avec leurs propres règles et leur espèce dominante, l'homme ? La preuve par New York, où biodiversité rime avec melting pot.



© Michael Feller, New York

Un faucon pèlerin veille sur son petit, né sur un toit de Manhattan. Depuis qu'ils ont été réintroduits à New York en 1983, les oiseaux de proie y prospèrent sous l'œil vigilant des services de protection de l'environnement. Les 145 bébés nés à New York en 20 ans ont permis de réintroduire l'espèce dans d'autres régions du pays.

Qui l'eût cru ? On trouve plus d'espèces de plantes dans un rayon de 50 kilomètres autour de New York que sur n'importe quelle terre agricole de la même taille dans le Nebraska. Et le plus drôle, c'est que les New-Yorkais engloutissent chaque année l'équivalent de la production de blé du Nebraska tout entier, sous forme de pain et de pâtes. Ces statistiques étonnantes ne sont qu'un petit échantillon des dernières trouvailles des scientifiques, dont l'intérêt pour les villes s'est éveillé au fur et à mesure qu'ils abandonnaient l'idéal d'une nature vierge et sauvage pour viser le développement durable, en tenant compte des intérêts des groupes humains concernés.

Nommés par le Congrès pour étudier les effets du changement climatique sur New York, deux universitaires, William Solecki et Cynthia

Rosenzweig, ont étudié de près les « charmes cachés » de la Grosse Pomme. Ils viennent de publier un rapport, *MetroEast Coast Assessment* (<http://metroeast-climate.ciesin.columbia.edu/>), où ils soulignent que la biodiversité de la ville permet d'atténuer les effets négatifs du réchauffement planétaire. Au cours des deux dernières années, ils ont approché le programme de l'UNESCO L'Homme et la biosphère (MAB), afin d'y trouver de nouveaux outils de recherche et de planification. « Le concept de réserve de biosphère (voir encadré) est généralement associé à des environnements plus sauvages, à peine peuplés, explique Christine Alfsen-Norodom, du MAB, qui coordonne le projet à New York. On n'avait encore jamais étudié la possibilité de l'appliquer à une mégapole comme New York. »



Mais pour Pietro Garau, le directeur du Bureau européen du Centre des Nations unies pour les établissements humains, l'intérêt écologique d'une ville ne réside pas forcément dans ses espaces verts. Lors d'une conférence sur le thème « Biodiversité et société », l'année dernière à New York, Pietro Garau soulignait « qu'un citadin utilise moins de terre et d'énergie qu'un habitant de la campagne. Dans un monde "sans ville", si l'on divisait toute la terre disponible par le nombre d'habitants, chacun aurait 2,16 hectares en 2001. Mais, avec la croissance de la population, ce chiffre tomberait à 1,4 hectare en 2050. Si bien qu'à long terme, cette solution n'est pas viable ». Et d'ajouter, provocateur : « les villes sont peut-être ce que l'on fait de mieux pour sauver l'environnement ».

DES IMMEUBLES-FALAISES

En réalité, les espaces urbains peuvent fournir une grande variété d'habitats pour les plantes et les animaux. Les immeubles de pierre font office de falaises, et les pelouses de savane. Certains quartiers centraux offrent des lieux uniques, peu fréquentés, où animaux et plantes rares peuvent survivre. Il peut s'agir d'anciens cimetières, de voies ferrées désaffectées, d'usines abandonnées ou de terrains vagues.

Le littoral new-yorkais offre aussi des ressources insoupçonnées. Une grande partie de la ville est construite sur un marécage et sur un marais salant, semblable à celui que l'on trouve encore à Jamaica Bay, le tout étant à portée de vue de Wall Street (voir la carte). En général, explique Bill Solecki, « les terres humides ont été sacrifiées pour construire des aéroports, des décharges, etc. ». Pourtant, « la plus grande biodiversité de la ville se trouve près du rivage, qui est aussi la zone la plus sensible au changement climatique ».

Les marais salants servent de zone tampon, permettant de limiter les dégâts liés à l'élévation du niveau de la mer, l'une des plus graves menaces qui pèsent sur New York. Mais quand Ellen Hartig, une spécialiste des terres humides, a comparé des photos d'archives de Jamaica Bay avec des clichés actuels, elle a constaté que les marais avaient diminué de 12% depuis 1959 – voire de 60% dans des zones insulaires. « Autour de Long Island, il y avait 13 îles,

Le MAB dans les villes

Peu de temps après le lancement du programme L'Homme et la biosphère (MAB) en 1968, l'UNESCO a invité ses États membres à proposer des sites pour créer les premières réserves de biosphère. Expérimentales, elles visaient à réaliser un équilibre entre des objectifs apparemment contraires : la conservation de la diversité biologique, le développement économique et social durable et la préservation des valeurs culturelles locales. Aujourd'hui, un réseau de 409 réserves de biosphère s'est construit dans 94 pays.

Ces réserves sont divisées en trois zones : une aire centrale, une zone tampon et une aire de transition. Dans l'aire centrale, les habitats menacés et la biodiversité sont protégés. La zone tampon sert à préserver l'aire centrale tandis que l'aire de transition est un espace intermédiaire avec la région environnante.

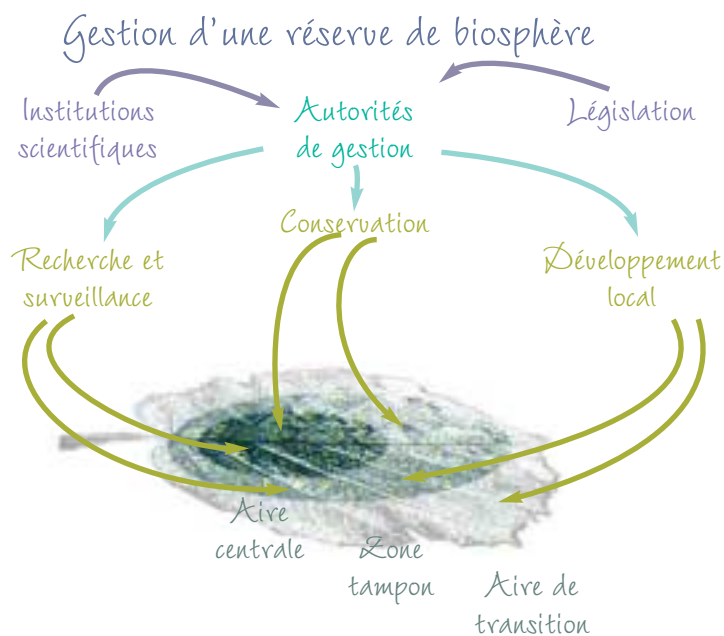
Jusqu'ici, presque toutes les réserves de biosphère ont été créées dans des régions plutôt reculées. Depuis la fin des années 90, le MAB cherche à étendre le concept aux zones urbaines. Mais alors, où placer l'aire centrale ? Selon certains, elle devrait inclure la ville et s'étendre au-delà. Mais à New York, des chercheurs qui étudient la question ont suggéré de la limiter au front de mer, l'espace le plus fragile, le plus riche en biodiversité et le plus important sur le plan économique.

Pour l'heure, les États-Unis n'ont pas officiellement demandé que New York devienne une réserve de biosphère. Pourtant, ce concept pourrait les aider à progresser dans leurs recherches et leurs travaux.

<http://www.unesco.org/mab/urban/urbanhome.htm>



27



explique-t-elle. Maintenant il n'y en a plus que sept. » Logiquement, les marais salants devraient compenser l'élévation du niveau de la mer en « s'étendant » vers l'intérieur des terres. Mais comme on a construit sur le littoral, ils sont bloqués. Résultat, les bords de mer sont devenus des zones inondables et certaines espèces de plantes propres aux marais salants disparaissent, faute de pouvoir survivre en eaux profondes.

PLUS LA VILLE S'ÉTEND, PLUS SON CENTRE REVERDIT

Les interactions complexes entre l'Homme et l'environnement dans un lieu comme New York, souligne Bill Solecki, ne peuvent être comprises – et donc maîtrisées – que si la ville est perçue comme un écosystème à part entière. Dans cette perspective, la protection contre les inondations est l'un des « services naturels » que les New-Yorkais auront à payer un jour, si les marais disparaissent. Pour compenser, les urbanistes songent à créer des barrières artificielles, alors que l'Autorité portuaire de New York et du New Jersey a déjà fait surélever la piste principale de l'aéroport JFK, et devrait bientôt recommencer. De même, les arbres et les espaces verts de Central Park limitent la pollution de l'air et la « surchauffe » due à la combinaison entre le béton (qui retient la chaleur) et l'intensité des activités humaines.

Au fur et à mesure que la ville s'étend, les biens et les services que la nature fournit à ses résidents viennent de plus en plus loin. En 1992, l'économiste canadien William Rees a forgé l'expression « empreinte écologique », pour désigner l'étendue de terre productive consacrée à la satisfaction des besoins de la population d'une ville. Cette empreinte s'étend en général sur l'arrière-pays de l'agglomération en question. Mais dans le cas de New York, elle recouvre certaines régions du Nebraska, où des prairies ont été transformées en champs de blé et de pommes de terre, et même des plantations de café situées en Amérique du Sud.

Autre constat : plus la ville gagne sur l'arrière-pays, plus son centre reverdit. Depuis 1978, des associations communautaires new-yorkaises, comme Green Thumb, ont planté quelque 700 jardins potagers et floraux sur 60 hectares de terrain, selon sa fondatrice,



Jane Weissman. Un débat animé entoure l'avenir de « Ground Zero », le « trou » laissé par la catastrophe du World Trade Center, en septembre dernier. « Pour certains professionnels de l'immobilier, reconstruire un centre commercial à cet endroit est un devoir national, rapporte Christine Alfsen-Norodom. Mais leur précipitation montre bien qu'ils ont peur de voir les gens aspirer à autre chose pour cet espace rendu hautement symbolique par sa propre destruction. »

Pour le moment, un soutien populaire semble se manifester pour faire de « Ground Zero » un espace culturel, qui ferait le lien entre « nature » et « béton ». La diversité culturelle new-yorkaise devrait compter autant que la biodiversité, si la ville devenait un jour une réserve de biosphère. C'est sans doute ce qui la distingue de Baltimore et de Phoenix, Arizona, où des études d'écologie urbaine sont en cours (<http://www.lternet.edu/sites/>).

Pendant ce temps, grâce au *MetroEast Coast Assessment*, les grands manitous de New York ont réalisé que la nature qui survit dans la ville n'a pas qu'une fonction esthétique. Elle peut contribuer à empêcher les New-Yorkais d'aller travailler en barque, si les menaces d'inondation augmentaient, comme prévu, avec le réchauffement climatique. À la présentation du rapport, Christopher Zeppie, de l'Autorité portuaire, a appelé les urbanistes à faire preuve d'imagination. Souvenez-vous que « l'âge de pierre ne s'est pas achevé parce que l'espèce humaine manquait de pierres », a-t-il dit.

Peter Coles



28

Des bernaches du Canada, sortes d'oies sauvages, voient passer le métro de New York, qui traverse les terres humides et les îles de Jamaica Bay. Créé en 1953 dans le milieu de la baie, un refuge accueille aujourd'hui 320 espèces d'oiseaux différentes.



© DonRieps, New York



Non loin du centre de New York, les marais salants, recouverts tous les jours par la marée, sont l'un des écosystèmes les plus riches de la région. Des crabes sortent de leur trou quand l'eau se retire et de nombreux oiseaux, comme ces deux aigrettes, cohabitent avec une multitude de poissons et de coquillages.



Le paradis des oiseaux

À New York au mois de mai, dans le Ramble (l'une des parties boisées de Central Park), on croise parfois plus d'amateurs d'oiseaux que d'oiseaux ! À cette époque de l'année, des centaines de petits chanteurs ailés de toutes les couleurs viennent du Mexique ou de Bolivie pour se nourrir à Manhattan, avant de repartir pour les forêts de pins du Canada. Et si le parc se met à résonner des cris affolés des oiseaux, c'est que l'un des faucons pèlerins de la ville tournoie dans le ciel.

Dans les années 60, victimes du DDT, les faucons pèlerins ont disparu de l'État de New York, jusqu'à ce qu'ils soient réintroduits dans les années 80. Mais personne ne s'attendait à voir ces oiseaux des montagnes s'installer dans la ville, et construire leurs nids dans le pont de Brooklyn. Aujourd'hui, 14 couples nichent aussi bien là que dans

d'autres lieux inattendus, comme l'Église Riverside, et fondent à 240 km/h sur les pigeons pour se nourrir. Un couple de faucons à queue-rouge a même niché sur le rebord d'une fenêtre d'un appartement chic, dans la cinquième avenue, pendant des années.

La nature sauvage n'est qu'à quelques kilomètres de l'Empire State Building. Après l'agglomération tranquille de Broad Channel, près de la piste principale de l'aéroport JFK, s'étend la Réserve naturelle Gateway de Jamaica Bay. Là, les marais salants, la plage, les vasières, les fourrés et les arbres abritent plus de 325 espèces d'oiseaux, rainettes, tortues, papillons, moustiques et autres insectes. Une étude des Jardins botaniques de Brooklyn a par ailleurs recensé 3 000 espèces de plantes dans les cinq communes de la ville.

Fromage et dessert

Comment garantir une éducation de qualité à tous les enfants du monde ? En Amérique latine, où 80% des enfants ont accès au primaire, la question est d'actualité. Mais en Afrique, il faut d'urgence intégrer les quatre enfants sur dix qui manquent encore à l'appel.



UNESCO
éducation

30

© UNESCO/Dominique Roger



C'est en Afrique centrale et de l'Ouest que les taux nets de scolarisation dans le primaire sont les plus bas. Ici, au Cap-Vert.

En Amérique latine, environ deux millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire et 20 millions d'enfants qui devraient fréquenter le secondaire manquent à l'appel, selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Dans les régions rurales, deux enfants sur cinq ne terminent pas le cycle primaire ou le font avec au moins deux ans de retard, contre un enfant sur six dans les villes.

Le rapport de l'ISU sur l'Amérique latine et les Caraïbes¹ examine la situation de l'éducation dans 19 pays de la région. Il présente des données recueillies pendant l'année scolaire 1998-1999 sur la scolarité des élèves et des étudiants (tant dans le privé que dans le public), le personnel enseignant et les dépenses d'éducation. Il a été réalisé à partir de sources nationales et autres, dont la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Selon les conclusions de ce document, la fréquentation scolaire s'améliore dans la région mais les enfants latino-américains et caribéens n'ont pas encore les moyens de vraiment réussir leur scolarité.

« Envoyer les enfants à l'école est une chose. Les y garder et faire en sorte qu'ils y apprennent quelque chose en est une autre », souligne Ken Ross, chercheur à l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO.

Dans tous les pays étudiés, au moins 80% des enfants de la classe d'âge adéquate sont scolarisés dans le primaire. Mais sur la totalité des enfants en âge de fréquenter le secondaire, seulement 54% le font, ce qui signifie que les

20 millions restants sont soit exclus du système, soit toujours dans le primaire.

Dans plusieurs pays, on note des taux élevés d'abandon et de redoublement. Au Brésil, par exemple, 24% des élèves du primaire et 18% dans le secondaire sont redoublants. Sur 100 enfants qui entrent à l'école primaire au Nicaragua, seuls 55 atteignent le CM2. C'est en Argentine que les enfants sont les plus nombreux (94%) à atteindre la fin du primaire.

L'enseignement supérieur est l'un des « plus grands défis éducatifs » de la région, poursuit le rapport. Malgré l'augmentation du taux d'inscription dans les années 90, il ne comptait que 9,5 millions d'inscrits en 1998, le Brésil, le Mexique et l'Argentine représentant à eux seuls près de 60% du total.

Au total, les petits Latino-Américains passent en moyenne moins de neuf ans à l'école, soit seulement 18 mois de plus qu'il y a 20 ans. On est loin des 12 ans considérés par la CEPALC comme « le minimum d'éducation nécessaire à un individu pour s'assurer un revenu lui permettant de sortir de la pauvreté au cours de sa vie active ».

Le rapport ne s'étend pas sur les causes de ce triste état de fait, mais souligne que les pays de la région peinent à mettre en œuvre les réformes institutionnelles nécessaires, et restent vulnérables aux chocs extérieurs qui affaiblissent leurs économies.

Mais il y a quand même une bonne nouvelle. Même s'ils n'ont pas tous atteint un même niveau de développement, les États s'attachent à moderniser et à réformer leur système

1. *Statistiques de l'éducation 2001, rapport régional sur l'Amérique latine et les Caraïbes.*



© Patrick Lages, Paris

Au Nicaragua, de nombreux enfants travailleurs ne peuvent pas s'accommoder des rythmes scolaires classiques. Ici, dans une plantation de café.

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a été créé en 1999 pour développer le programme de l'organisation dans ce domaine. L'objectif est de mettre à jour les chiffres les plus utiles.

Les données recueillies par l'ISU ne permettent pas seulement de repérer et de commenter les évolutions mondiales dans le domaine de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication, mais aident également les États à formuler et à mettre en œuvre de nouvelles initiatives, notamment dans le domaine de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté.

L'ISU est basé sur le campus de l'Université de Montréal, au Canada.

Les deux rapports présentés dans cet article sont disponibles sur le Web : <http://www.uis.unesco.org>

scolaire. De plus, l'avenir devrait s'éclaircir avec le ralentissement de la croissance démographique. Comme elle n'est plus que de 1,5% par an, le nombre d'enfants à scolariser va décroître. Le système pourra donc s'améliorer sans nécessairement exiger de rallonges budgétaires.

En Afrique, la qualité de l'enseignement reste très liée aux problèmes d'accès à l'éducation. Au sud du Sahara, selon l'ISU, quatre enfants sur dix en âge d'aller à l'école primaire manquent à l'appel, et seule une minorité des enfants scolarisés parviennent à acquérir un niveau de compétences de base.

SEULEMENT UN PETIT AFRICAIN SUR DIX VA EN MATERNELLE

Le récent rapport de l'ISU, intitulé *Statistiques de l'éducation 2001 – Rapport régional sur la région subsaharienne de l'Afrique*, fait le point sur la question dans 49 pays, toujours à partir de données sur l'année scolaire 1998-1999. Le document a été élaboré sur la base d'un questionnaire annuel diffusé par l'ISU et de sources diverses, comme les Divisions de la population et de la statistique des Nations unies, ou la Banque mondiale.

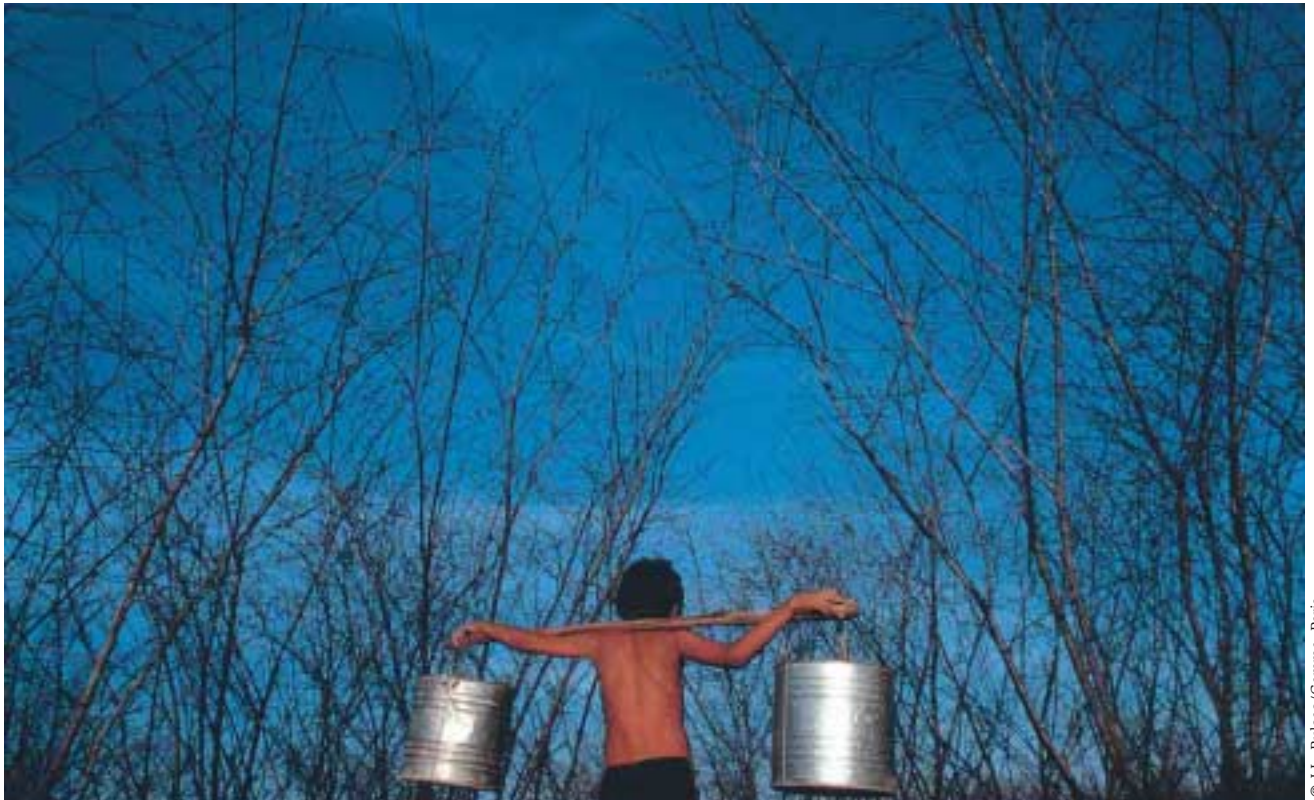
Il en ressort que l'éducation pré-primaire dans la région ne concerne qu'un enfant sur dix, soit quatre millions de petits Africains. La situation varie d'une sous-région à l'autre puisque 62% des petits scolarisés habitent l'est ou le sud du continent. Les maternelles y sont en grande partie privées (elles accueillent plus de huit enfants concernés sur dix).

L'éducation primaire est de toute évidence la priorité dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. Pourtant, seuls 60% des enfants en âge d'aller à l'école primaire y étaient inscrits à l'époque de l'enquête. Et cette moyenne cache d'énormes disparités. Au Niger, par exemple, 26% des enfants de cette classe d'âge vont à l'école, contre 93% à l'île Maurice.

Selon le rapport, 38 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne la fréquentaient pas en 1998. Soixante pour cent d'entre eux vivaient en Afrique centrale et de l'Ouest. L'enquête conclue aussi à un taux de redoublement « relativement élevé » : 17% des enfants en moyenne redoublent une classe.



31



© J.L. Bulcao/Gamma, Paris

L'éducation secondaire, souligne le rapport, « n'est toujours pas très développée en Afrique subsaharienne ». Dans de nombreux pays, beaucoup d'enfants sont scolarisés tardivement ou redoublent. Du coup, la majorité des élèves en âge de fréquenter le secondaire sont toujours à l'école primaire. Dans les 21 pays où l'on dispose de chiffres, seulement 19% en moyenne de ces jeunes sont inscrits dans le secondaire. Dans cinq pays (Burkina Faso, Tchad, Guinée, Mozambique et Niger), ils sont même moins de 10%.

À l'échelle régionale, les garçons sont beaucoup plus nombreux que les filles à être inscrits dans le secondaire. Dans certains pays comme le Bénin, le Tchad, la Guinée-Bissau et le Togo, les garçons représentent plus des deux tiers des élèves. Il y a cependant des exceptions : au Botswana, au Lesotho et en Namibie, les filles sont majoritaires dans l'enseignement secondaire.

Tous les pays de la région, à l'exception de São Tome et Príncipe, Sainte-Hélène et les Seychelles, ont au moins une université. L'enseignement supérieur reste cependant « marginal », avec seulement un million et demi d'inscrits environ. Le rapport signale que de

nombreux étudiants – notamment ceux qui parviennent à un haut niveau de recherche – partent à l'étranger, faute de programmes adaptés dans leur pays. Dans la région, la majeure partie des étudiants sont inscrits en lettres, sciences humaines et sciences de l'éducation.

UN ESPOIR : LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE RALENTIT

Tous pays et niveaux confondus, la moyenne est de 40 élèves par enseignant dans la région, mais, une fois encore, la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. S'il y a neuf élèves par enseignant à Sainte-Hélène, il y en a plus de 60 au Mozambique, en Ouganda, au Tchad, au Mali et au Congo. De plus, comme le souligne le rapport, « une moyenne nationale de 60 élèves par enseignant signifie que certains enseignants s'occupent de 100 élèves ou plus ».

Les enseignants de la région sont généralement peu qualifiés, avec des différences considérables d'un pays à l'autre. Dans les 16 pays qui ont fourni des chiffres sur les écoles maternelles, un petit tiers des maîtres ont reçu une formation. La situation est légèrement meilleure dans le primaire, mais très variable.

Porteur d'eau au Brésil. Dans ce pays, tous les jeunes enfants sont scolarisés mais ils sont nombreux à redoubler ou à abandonner avant la fin du primaire.



© UNESCO/Patrimoine 2001/Alfred Wolf

Au Mali, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, l'objectif de l'éducation pour tous en 2015 s'éloigne.

Zoom sur l'Afrique australe

En 1995, l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) et les ministères de l'Éducation des pays d'Afrique australe ont lancé un gros projet de recherche pour évaluer et améliorer la qualité de l'éducation dans la région : le très respecté Consortium d'Afrique australe pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ).

Sa première phase a permis de dresser un bilan des conditions d'apprentissage des élèves : qualité des infrastructures, nombre d'enseignants, disponibilité du matériel éducatif, etc.

La seconde phase du projet permettra d'évaluer la qualité proprement dite de l'enseignement, notamment le niveau des élèves et des enseignants, dans le domaine de l'alphabétisation et des mathématiques. Quelque 50 000 élèves, 5 000 enseignants et 2 500 directeurs d'écoles primaires ont participé à la collecte des données. Les résultats de l'enquête sont attendus fin 2002 ou début 2003.

En Guinée équatoriale, la totalité des enseignants du primaire auraient reçu un minimum de formation mais en Guinée-Bissau, ils ne seraient que 28%. Dans la moitié des 26 pays pour lesquels on dispose de chiffres, 20% des professeurs du primaire n'ont pas du tout été formés.

Les dépenses totales d'éducation varient de 1% du PIB en Sierra Leone à plus de 10% au Zimbabwe (10,1%) et au Lesotho (13,2%).

L'argent sert essentiellement aux dépenses de fonctionnement – y compris les salaires des enseignants et l'achat de matériel –, et l'enseignement primaire reçoit la part du lion.

Les défis éducatifs des pays d'Afrique subsaharienne sont considérables. La pauvreté, le sida, la guerre et les conflits civils ainsi qu'une forte croissance démographique sont de lourdes contraintes. Une personne sur trois est en âge d'aller dans le primaire ou le secondaire, contre seulement une sur cinq en Amérique latine et en Asie, et une sur six dans les pays de l'OCDE. « Une augmentation soutenue et substantielle des taux de croissance du PIB semble être un préalable important à l'amélioration de la scolarisation », estime le rapport.

Il ajoute que les gouvernements devraient reconnaître le rôle crucial de l'éducation dans le développement et en tirer les conclusions qui s'imposent : il faudrait notamment renforcer les compétences des professionnels du secteur, accroître les taux de scolarisation et viser l'égalité d'accès à l'éducation, tout en améliorant sa qualité.

La plupart des gouvernements, des organisations de développement et des bailleurs de fonds de la planète reconnaissent désormais que l'éducation est un facteur clé pour la qualité de vie d'un individu mais aussi pour sa productivité, son « employabilité » et pour le bien-être social et économique d'un pays. Lors du Forum mondial de l'éducation qui s'est tenu à Dakar (Sénégal) il y a deux ans, 164 pays se sont engagés à réaliser l'objectif d'une éducation de base de qualité pour tous d'ici 2015 au plus tard. Les États bailleurs de fonds ont pour leur part promis que « aucun pays qui a pris un engagement sérieux en faveur de l'éducation de base ne verra ses efforts contrariés par le manque de ressources ».

Deux ans plus tard, de nombreux pays restent visiblement englués dans leurs problèmes. Selon un rapport de suivi sur l'Éducation pour tous, publié à la fin de l'année dernière, au moins 32 États ne pourront sans doute pas scolariser tous les enfants dans le primaire d'ici 2015, sans même parler de leur assurer un niveau de connaissances de base.

Sue Williams



33

Les Brésiliens à l'école de la violence

Près de 55% des Brésiliens qui savent où et à qui acheter une arme à feu considèrent qu'il est facile de s'en procurer. Et 70% de ceux qui possèdent une arme précisent qu'elles ont été utilisées dans des écoles. Plus de la moitié d'entre eux déclarent par ailleurs que leurs parents ou amis sont aussi détenteurs d'armes à feu.

Ces informations, ainsi que d'autres données sur les gangs et le trafic de drogue à proximité des écoles, sont présentées dans *Violências nas Escolas* (Violences à l'école). Cet ouvrage montre comment la violence est vécue par les élèves, les parents et les enseignants dans les écoles publiques et privées de 14 grandes villes brésiliennes. Publié en mars 2002 par le Bureau de l'UNESCO au Brésil, ce livre repose sur la plus grande étude du genre jamais menée en Amérique latine (50 000 questionnaires distribués, 2 000 interviews).

Conclusion : les principaux impacts de la violence sont, dans l'ordre : la dégradation de l'ambiance dans les écoles, l'augmentation de l'absentéisme et la baisse de qualité de l'enseignement.



© UNESCO/Dominique Roger

Dessine-moi la paix

Vous avez jusqu'au 30 juin pour participer au concours « Dessine-moi la paix ». Cette compétition est ouverte à des enfants de cinq à sept ans, qui sont invités à faire un dessin illustrant un ou plusieurs des thèmes suivants : le respect de toute vie, la non-violence, le partage, l'écoute et la compréhension, la préservation de la planète, la tolérance et la solidarité.

Deux gagnants par groupe d'âge (quatre-cinq ans et six-sept ans) seront désignés en septembre.

Le concours est organisé dans le cadre de la Décennie internationale pour la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010). Des formulaires d'inscription sont disponibles sur le Web : www.unesco.org/education/

Cheick Modibo Diarra, PDG de l'Université africaine virtuelle

Le 8 mars 2002, Cheick Modibo Diarra, navigateur interplanétaire à la NASA et ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO, a été nommé président directeur général de l'Université africaine

virtuelle. « Depuis le temps que l'on se demande comment les nouvelles technologies peuvent aider au développement de l'Afrique, eh bien voilà la réponse », a commenté cet Américain d'origine malienne.

Basé à Nairobi (Kenya), le nouvel établissement d'enseignement supérieur assurera le lien entre les universités déjà existantes sur le continent et les

grandes écoles supérieures dans le monde. Des cours qui se dérouleront dans ces dernières seront retransmis en direct par satellite, sur des écrans géants, dans des amphithéâtres d'Afrique. Des dizaines de milliers d'étudiants pourront ainsi suivre un enseignement de très haut niveau, sans avoir besoin de se déplacer.

Pour plus d'informations : www.avu.org



© UNESCO/Niamh Burke

Repêchage au Cambodge

Au Cambodge, un nouveau programme d'éducation non formelle, d'une durée de trois ans, va toucher plus de 3 000 jeunes. Coordonné par le bureau de l'UNESCO à Phnom Penh, il s'adresse à des jeunes pauvres et marginalisés, enfants de la rue, enfants travailleurs et autres laissés-pour-compte des zones rurales reculées.

Le programme offrira des



© UNESCO/Georges Malempré

cours d'alphabétisation, de calcul, de logique, des sessions de formation et d'initiation à la gestion d'une petite affaire, des modules sur la santé, des activités culturelles et de loisirs et des possibilités de réintégrer le système éducatif classique.

Ce programme est mis en œuvre en coopération avec le ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et cinq ONG locales. Le Japon le finance à hauteur de 610 000 dollars.



© UNESCO/Daniel Riffet

Journalistes indésirables

Les journalistes qui couvrent les événements dans les territoires palestiniens occupés par l'armée israélienne ont payé un lourd tribut à l'escalade de la violence. Le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a condamné ces atteintes à la liberté de la presse. Il a exhorté « Israël, en tant que signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques » à respecter son article 19 qui proclame « le droit à la liberté d'expression » et stipule que « ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce ».

Koïchiro Matsuura a déploré les restrictions imposées au travail des journalistes dans la région et condamné les mesures prises par Israël contre La Voix de la Palestine, la radio de l'Autorité nationale palestinienne, et la télévision officielle palestinienne.



© Tsvangirayi Mukwazhi, Zimbabwe

L'UNESCO soutient la presse indépendante en Afghanistan

La musique, les cerfs-volants et le football sont de retour à Kaboul. La presse libre aussi. Le quotidien *Kabul Weekly* a fait sa réapparition le 24 janvier (cinq ans après sa fermeture), le magazine féminin *Malalai* a été lancé le 21 février et le mensuel satirique *Zambel e Gham* à la mi-janvier.

Ces initiatives ont été rendues possibles par l'association française Aina et l'UNESCO. L'organisation a débloqué 12 000 dollars pour faire paraître les premiers numéros de *Kabul Weekly* et a reçu des États-Unis une aide supplémentaire de 25 000 dollars. Elle continue à négocier avec la communauté internationale pour d'autres aides.

Quant aux cinq journalistes du *Malalai* et aux collaborateurs de *Zambel e Gham*, ils travaillent au Centre de presse, un projet de l'UNESCO et de Aina, qui vise à renforcer les capacités logistiques et le professionnalisme de la presse locale. Les journalistes y ont accès aux journaux locaux et régionaux, aux chaînes de télévision par câble et par satellite, aux agences de presse, à une bibliothèque, à

Internet, à un annuaire électronique et à un parc d'ordinateurs. Le centre proposera également des stages de formation journalistique et un site web de la presse afghane.

Cet « incubateur de projets », dont les bâtiments ont été restaurés grâce à une aide de 133 000 dollars fournie par l'organisation britannique DFID, l'USAID et Reporters sans frontières, devrait permettre de lancer d'autres initiatives dans le domaine des médias.

<http://www.unesco.org/afghanistan>



© Manoocher/Webistan/UNESCO

Le Zimbabwéen Geoffrey Nyarota, lauréat du prix mondial de la liberté de la presse 2002

Le journaliste Geoffrey Nyarota, fondateur et directeur du *Daily News*, seul quotidien indépendant du Zimbabwe, a reçu le prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2002, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai à Manille (Philippines).

Geoffrey Nyarota, 50 ans, a dénoncé sans répit la corruption et les activités criminelles de certains hauts fonctionnaires, en dépit de fortes pressions des autorités. Le prix, d'une valeur de

25 000 dollars, a été remis par le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, sur recommandation d'un jury indépendant, composé de journalistes.

Geoffrey Nyarota a payé cher son engagement pour la liberté de l'information. En 1983, il a perdu son poste au journal *The Chronicle* de Bulawayo pour avoir révélé le « Willowgate », un scandale qui a causé la démission de cinq membres du gouvernement. En 1991, il a dû quitter l'hebdomadaire financier *Gazette* après avoir contesté le contrôle éditorial

du journal. Mais la plus grande bataille qu'il ait livrée, à travers son propre journal, le *Daily News*, portait sur l'occupation de fermes de propriétaires blancs par d'anciens combattants zimbabwéens, encouragés par le parti au pouvoir, le ZANU-PF.

Les articles, qui dénonçaient notamment l'utilisation de véhicules de la police dans les pillages, lui ont valu des menaces de mort. Geoffrey Nyarota a ensuite été arrêté et une bombe a détruit les bureaux du *Daily News*.

Les plages des Caraïbes en danger

Dans les Caraïbes, le littoral joue un rôle économique important, notamment du fait du tourisme et de la pêche. Mais les fragiles écosystèmes des plages sont menacés par des constructions de mauvaise qualité, l'exploitation sablière et certains ouvrages de protection contre les assauts de la mer. Du coup, l'érosion s'accélère et les catastrophes naturelles font de plus en plus de dégâts. Quand l'ouragan

Luis a frappé Anguilla en 1995, la plage de la baie de Mead, au nord de l'île, a disparu en grande partie. Mais les populations locales peuvent aider à ralentir l'érosion et à minimiser les dégâts. Il suffit parfois de construire maison, hôtel ou local commercial à une distance minimale de la plage.

Au cours de l'année passée, l'UNESCO s'est associée à des experts locaux de neuf îles des Caraïbes pour publier

une série de brochures, courtes et pleines d'informations pratiques, sur « les meilleures méthodes permettant de lutter contre l'érosion des plages ». La première a été publiée par le Département de physique d'Anguilla. D'autres suivront cette année sur Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Montserrat, Saint-Vincent-et-les Grenadines (Bequia) et les îles Turks et Caicos.



© UNESCO

UNESCO
en bref
36

Les Afghans ont besoin d'eau pure

Inondations, sécheresses, maladies résultant du manque d'infrastructures sanitaires: de nombreux problèmes liés à l'eau empoisonnent les villes d'Asie centrale. Pour améliorer la situation, l'UNESCO et la République islamique d'Iran se sont entendues afin de créer le premier Centre régional pour la gestion urbaine de l'eau, qui sera basé à Téhéran.

Ce centre régional, opérationnel à partir de juin 2002, s'attachera en priorité à former des techniciens afghans capables de réhabiliter ce qui reste des infrastructures sanitaires

de Kaboul et des autres grandes villes d'Afghanistan. Il servira également de point focal pour les échanges de données scientifiques, les projets d'aide internationale ou tout autre outil nécessaire à l'amélioration de la gestion de l'eau dans les villes.

Les professionnels de l'eau dans la région sont particulièrement

intéressés par le développement « d'infrastructures sanitaires écologiques » : des technologies traditionnelles seront adaptées de manière à réduire les volumes d'eau spécialement traitée afin de nettoyer les égouts, système très coûteux en vigueur dans la plupart des pays industrialisés.



© Reza/Webistan

Cameroun : un centre contre le sida

Le biologiste français Luc Montagnier, l'un des découvreurs du VIH, travaille avec l'UNESCO à la mise en place d'un centre de recherche et de prévention du sida au Cameroun, où 12 % de la population est séropositive. Le centre aura des activités dans deux hôpitaux, à Yaoundé (la capitale) et à Douala.

Son personnel sera chargé de poursuivre des recherches cliniques et de former des enseignants à la prévention du sida. Il devra également conseiller et traiter les personnes atteintes du sida dans le cadre de soins de jour.

Ce centre est une création de la Fondation mondiale pour la recherche et la prévention du sida, fondée en 1993 par l'UNESCO et le Pr Montagnier. L'un des objectifs principaux de la fondation est de réduire le fossé entre pays riches et pays pauvres en matière de recherche et de choix thérapeutiques.

Diverses agences des Nations unies sont associées à cette fondation, qui a déjà établi un centre de recherche similaire en Côte-d'Ivoire.

La démocratie à l'épreuve des cultures

Liban, Afrique du Sud, République démocratique du Congo : ces trois pays font l'objet des premières études menées par le nouveau Centre international des sciences humaines de Byblos, au Liban.

Inauguré le 1^{er} mars 2002, ce centre va se consacrer à l'étude de différentes cultures et de leurs liens avec la démocratie. Son directeur, l'Allemand Théodore Hanf, déclare que nous avons besoin de « savoir

comment les peuples perçoivent leurs cultures et comment ils entendent être gouvernés, car leurs véritables aspirations ne sont pas honnêtement représentées par les politiciens ». Financé pour moitié par l'UNESCO et par le gouvernement libanais à hauteur de 200 000 dollars chacun, le centre est un projet qui remonte à 1973. Il avait dû être retardé à cause de la guerre du Liban (1975-1990).



© UNESCO/Misato Le Mignon

Une Journée pour l'Afrique

Le 25 mai 2002, à l'occasion de la Journée de l'Afrique, le Groupe africain, qui réunit les ambassadeurs de ce continent auprès de l'UNESCO, organise un colloque sur le thème de la négritude. À l'ordre du

jour de cette manifestation, organisée au siège de l'organisation: les injustices faites à l'Afrique, le refus et la négation de ces injustices, le dialogue entre les cultures.

Kaboul doit retrouver son musée

Le 1^{er} mars 2002, un an après le début de la campagne iconoclaste des talibans, un protocole d'accord et de coopération portant sur la réhabilitation du musée national de Kaboul a été signé entre les autorités afghanes et l'UNESCO.

« Aujourd'hui, ce musée n'a plus ni toit ni fenêtres, témoigne Jim Williams, de

l'UNESCO à Kaboul. La plupart des objets qui restent sont entreposés au rez-de-chaussée et au sous-sol. »

Selon le conservateur, Omar Khan Masoudi, 30% de la collection a survécu. Plusieurs caisses d'objets, dont quelques têtes de Bouddha et de petites statues, sont également abritées par le ministère de la Culture et de l'Information. »

Ces pièces ont été

sauvées grâce à des employés du musée, qui ont réussi à les soustraire à la rage destructrice des talibans.

Entre février et juin 2001, ces derniers s'étaient acharnés sur les objets représentant des créatures vivantes, à coups de marteaux et de haches. Avant ce désastre, la collection comptait quelque 100 000 pièces.



37

Vie et mort des langues

Au cours des trois siècles derniers, des langues se sont éteintes ou ont disparu dans des proportions dramatiques, en particulier en Amérique et en Australie.

Aujourd'hui, au moins 3 000 langues sont menacées, soit la moitié du total mondial.

En présentant la deuxième édition de son *Atlas des langues en péril dans le monde*¹, à l'occasion de la Journée internationale de la langue maternelle,



le 21 février, l'UNESCO a suscité un débat mondial. Dans de nombreux pays, la presse s'est fait l'écho de réactions, souvent passionnées, à la mort de langues locales, notamment face à l'anglais, au français, au chinois ou au russe.

L'expérience prouve pourtant qu'il n'y a pas de fatalité en la matière. La diversité linguistique pourrait se maintenir grâce à des politiques volontaristes et à la promotion du multilinguisme, vivement encouragé par l'UNESCO.

1. Voir : <http://www.unesco.org/publishing>

Futurs

L'essor de la troisième révolution industrielle p.39

Une aggravation de la pauvreté et de l'exclusion ? p.41

Paix, sécurité, droits de l'homme : de nouvelles menaces ? p.43

Changements démographiques p.45

L'environnement planétaire en danger p.48

L'avancée de la société de l'information p.51

Davantage de gouvernance ? p.53

Vers l'égalité entre les sexes ? p.54

De nouvelles rencontres entre les cultures p.56

Les défis éthiques de la technoscience p.58

Ce texte est une adaptation et une mise à jour très synthétique, réalisée par le *nouveau Courrier* de l'UNESCO, du document « *xxi^e siècle : essai d'identification de quelques grandes tendances* », présenté par Jérôme Bindé, directeur de la Division de la prospective, de la philosophie et des sciences humaines à l'UNESCO, devant l'Équipe spéciale du Conseil exécutif sur l'UNESCO au *xxi^e siècle*. (voir version intégrale de ce texte dans le rapport intérimaire de l'Équipe spéciale, document 159 EX/39) www.unesdoc.unesco.org.

Dix tendances à long terme qui pourraient dessiner les futurs de l'humanité au *xxi^e siècle*.

Complexité et incertitude sont les maîtres-mots de notre époque. À l'heure de la mondialisation, de l'accélération et de la multiplication des échanges, le futur paraît sinon obscurci, du moins opaque. Pris dans le vertige de l'immédiat, soumis à la tyrannie de l'urgence, nous ne prenons pas le temps d'élaborer des actions construites ou d'en envisager les conséquences. Nous sommes embarqués, sans freins et sans visibilité, dans l'aventure du futur. Pourtant, plus une voiture roule vite, plus ses phares doivent porter loin. Il ne s'agit plus aujourd'hui de s'ajuster et de s'adapter, car l'ajustement, l'adaptation ont toujours un temps de retard. Il s'agit désormais de prendre les devants. Il faut adopter une vision clairvoyante, tournée vers l'avenir, un regard prospectif sur le monde : demain, nos enfants récolteront les fruits de notre anticipation ou de notre aveuglement.

possibles



grand-angle

39

Porto Alegre,
4 février 2002.
Une mondialisation
des consciences ?

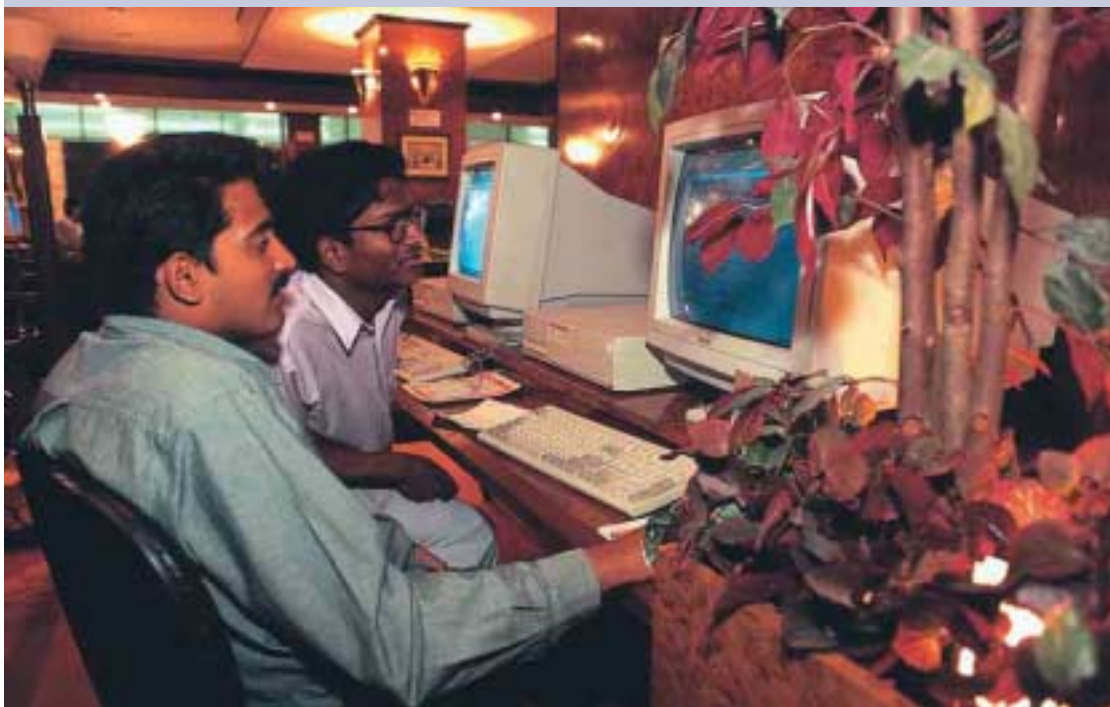
1

L'essor de la troisième révolution industrielle

La « troisième révolution industrielle » transforme radicalement les sociétés. Elle se traduit par l'essor de la révolution informatique, par le développement accéléré des sciences et des technologies de la communication et de l'information, et par les avancées de la biologie, de la génétique et de leurs applications. Des convergences

nouvelles apparaissent entre ces nouveaux secteurs de recherche et d'activité, ainsi qu'avec d'autres disciplines ou secteurs plus traditionnels. Les conséquences de l'essor de ce nouveau complexe scientifique et technique ne sont aujourd'hui que très partiellement entrevues.

Basée sur la révolution



© Paul Smith/Panos Pictures, Londres

Quel sera l'avenir des cadres hérités de l'histoire que sont l'école, l'État-nation, le travail, la famille, la culture, la ville ?

La promesse d'une société de réseaux, décentralisée, plus démocratique, moins hiérarchique.

cybernétique et l'ordre des codes, informatique dès à présent, génétique demain, la troisième révolution industrielle plie la société de la production matérielle à un nouvel empire, immatériel, celui des signes de la « société programmée ».

L'avènement de celle-ci est précipité par l'essor de réseaux planétaires, privés ou publics, qui sont l'agent principal de la mondialisation et en accélèrent le cours. Nous éprouvons désormais jusque dans le tissu social les conséquences de cette révolution, qui soumet les sociétés à une logique fractale. Quel sera l'impact de cette tendance à la dissociation sur les institutions ou sur les cadres hérités de l'histoire que sont l'école, l'État-nation, le travail, la famille, la culture, la ville ? Le risque principal n'est-il pas celui de la rétraction de l'espace public et de l'érosion du contrat social ?

Surtout, quel sera le rythme, dans le temps et dans l'espace, de cette révolution industrielle fondée sur des activités fortement mobilisatrices en capitaux et nécessitant de lourds investissements éducatifs ? Comment

faire pour que la mondialisation devienne une force d'émancipation et de solidarité internationale, plutôt que d'exclusion et de repli identitaire ?

Car la mondialisation représente aussi une chance potentielle, une amélioration des moyens d'information, de communication et de transport de cette information. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication offrent de nouvelles possibilités dans le domaine de l'éducation à distance ; elles laissent entrevoir la promesse d'une société de réseaux, décentralisée, plus démocratique, moins hiérarchique. La mondialisation pourrait aussi contribuer, en même temps qu'à la fragmentation des sociétés, à l'essor d'une conscience planétaire – et c'est peut-être ainsi qu'il faut interpréter le mouvement de protestation qu'on désigne à tort comme l'anti-mondialisation et qui, pour Edgar Morin, est en fait une seconde mondialisation : celle des consciences, face à celle de l'économie et des techniques.

2

Une aggravation de la pauvreté et de l'exclusion ?

L'accroissement de la pauvreté ne se mesure pas seulement en termes économiques mais aussi en termes éducatifs, technologiques, culturels, environnementaux, sanitaires.



© Wojtek Laski/Gamma, Paris

Des progrès considérables ont été enregistrés au cours des dernières décennies : selon le PNUD, la pauvreté a davantage reculé au cours des 50 dernières années qu'au cours des cinq siècles précédents. Mais plus de trois milliards d'individus – soit plus de la moitié de l'humanité – tentent aujourd'hui de survivre dans la pauvreté avec moins de deux dollars par jour ; 1,5 milliard d'individus n'ont pas accès à l'eau potable et plus de deux milliards ne reçoivent pas les soins de santé élémentaires. Soixante-dix pour cent des pauvres

sont des femmes ; les deux tiers de ces pauvres n'ont pas 15 ans.

Selon la Banque mondiale, il ressort des prévisions actuelles que le nombre des personnes vivant dans la pauvreté absolue continuera de s'accroître. D'ici à 2015, 1,9 milliard d'habitants pourraient vivre en dessous du seuil de pauvreté absolue, équivalant à un dollar par jour (contre environ 1,5 milliard de personnes au seuil du nouveau millénaire, et 1,2 milliard en 1987). Dans 25 ans, au moins 85% de la population mondiale vivra probablement dans des économies

grand-angle

41



© S.Morgan/Spooner/Gamma, Paris

Un milliard et demi
d'individus n'ont pas
accès à l'eau potable.

en développement ou en transition qui – sauf hypothèse d'une recrudescence des grandes migrations du Sud vers le Nord – devront supporter l'essentiel de la croissance démographique. Facteur aggravant, la concentration des ressources entre les mains de quelques-uns risque de se poursuivre, ou même de s'aggraver. De surcroît, l'accroissement de la pauvreté ne se mesure pas seulement en termes économiques mais aussi en termes éducatifs, technologiques, culturels, environnementaux, sanitaires.

Près de 800 millions de personnes dans le monde en développement souffrent de sous-alimentation chronique. La diminution actuelle (huit millions de personnes par an en moyenne) reste insuffisante pour réaliser l'engagement pris par 186 pays lors du Sommet mondial de l'alimentation (novembre 1996) : réduire de moitié le nombre de sous-alimentés d'ici 2015. Cet objectif ne pourrait être atteint que si ce nombre diminuait de 20 millions de personnes par an.

**D'ici à 2015,
1,9 milliard
d'êtres humains
pourraient
vivre en
dessous du
seuil de
pauvreté
absolue**

Paix, sécurité, droits de l'homme : de nouvelles menaces ?

Les événements du 11 septembre et leurs conséquences semblent avoir ouvert un nouveau paradigme de la sécurité internationale, de la guerre et de la paix, qui opposerait à des États soutenant le terrorisme international la coalition des États « civilisés ». Ce paradigme mériterait assurément d'être nuancé, ne fût-ce que pour éviter que se propage le mythe dangereux – et largement réfuté – du « choc des civilisations ». Aussi réels que soient les risques liés au terrorisme international et aux tensions et déséquilibres qu'il a engendrés, il importe de rappeler que cette situation nouvelle n'a pas aboli les risques qui la précédaient : elle ne fait que s'y superposer.

Retour des réfugiés albanais au Kosovo, 1999.



© T. Hicks/Gamma, Paris

Depuis la fin de la Guerre froide, si la paix paraît moins impossible, la guerre reste souvent d'autant moins improbable qu'un certain nombre d'États continuent de consacrer des sommes considérables à la défense, sommes qui leur font défaut lorsqu'il s'agit d'affronter les menaces non militaires qui hypothèquent l'avenir. De surcroît, on assiste à la multiplication des affrontements infra-étatiques et des conflits interethniques ou opposant des communautés, qui constituent d'ores et déjà le type de conflit par excellence à l'orée du *xxi*^e siècle. Ceux-ci se déroulent souvent dans un contexte de disparition de l'État de droit et d'impuissance des institutions nationales. Dans ces conditions, faut-il craindre la croissance, dans les prochaines décennies, du phénomène des « États faillis » et la multiplication de conflits, se déroulant en dehors de tout respect des normes juridiques internationales, qui rendent extrêmement difficile toute tentative de médiation de la part des institutions internationales ?

L'intolérance, la xénophobie, le racisme et la discrimination refont surface, parfois de façon violente, voire génocidaire ; elles sont souvent justifiées par leurs auteurs au nom de l'appartenance religieuse, nationale,



© AP/Sipa, Paris

Les menaces contre la paix et la sécurité ne sont plus uniquement de nature militaire

culturelle, linguistique. Continuera-t-on d'observer la mondialisation du terrorisme et du crime organisé, la répétition des massacres et des violations massives des droits de l'homme, l'essor d'économies de guerre illégales et l'extension de la violence à l'école et dans la société ? Les États et les institutions internationales seront-ils réduits au cours des prochaines décennies à la gestion des différences, plutôt qu'au renforcement du lien social ?

La fin de la guerre froide avait fait naître un grand espoir : on allait enfin

Éviter que se propage le mythe dangereux – et largement réfuté – du « choc des civilisations ».

pouvoir réduire sensiblement les budgets militaires et investir davantage dans le développement humain, notamment l'éducation. Force est pourtant de constater que les fameux « dividendes de la paix » se font toujours attendre. Après les espoirs d'une « course au désarmement », qui a commencé en 1989 après la chute du mur de Berlin, on assiste aujourd'hui à une nouvelle augmentation des dépenses militaires et à une nouvelle expansion du commerce des armes.

Et les menaces contre la paix et la sécurité ne sont plus uniquement de nature militaire. Les dernières décennies ont été marquées par une prise de conscience accrue, au niveau national et international, des multiples dimensions de la paix et de la sécurité. Face à l'interdépendance croissante des phénomènes politiques, économiques, financiers, sociaux et environnementaux, le Conseil de sécurité des Nations unies ne sera-t-il pas amené à envisager d'inscrire de façon plus systématique, parmi ses domaines de compétence, d'autres menaces qui pèsent sur la sécurité humaine : la dégradation de l'environnement et des conditions de vie, les problèmes de population, les rivalités culturelles et ethniques, toutes les formes de violation des droits de l'homme ?

4

Changements démographiques



© Alexis Duclos/Gamma, Paris

Fabrication de « logements ».
Lima, Pérou.
Attirées par les lumières de la ville, des millions de personnes quittent la pauvreté du milieu rural pour aller vivre dans la misérable « solitude accompagnée » des grandes agglomérations.

Selon les projections moyennes des Nations Unies, la population mondiale pourrait atteindre huit milliards d'individus en 2028 et neuf milliards en 2054: elle se stabiliserait ensuite autour de ce chiffre. Il n'y aurait donc pas de bombe démographique mais, au contraire, un fort accroissement suivi d'un plafonnement. Selon certains démographes, il pourrait même se produire une implosion, d'ici quelques décennies – les projections basses des Nations unies prévoient que la population mondiale plafonnerait vers 2050 aux environs de 7,3 milliards, avant de diminuer. Compte tenu de l'accélération de la transition démographique, il n'est donc plus à exclure que la population

mondiale n'excède guère huit milliards au milieu du *xxi*^e siècle.

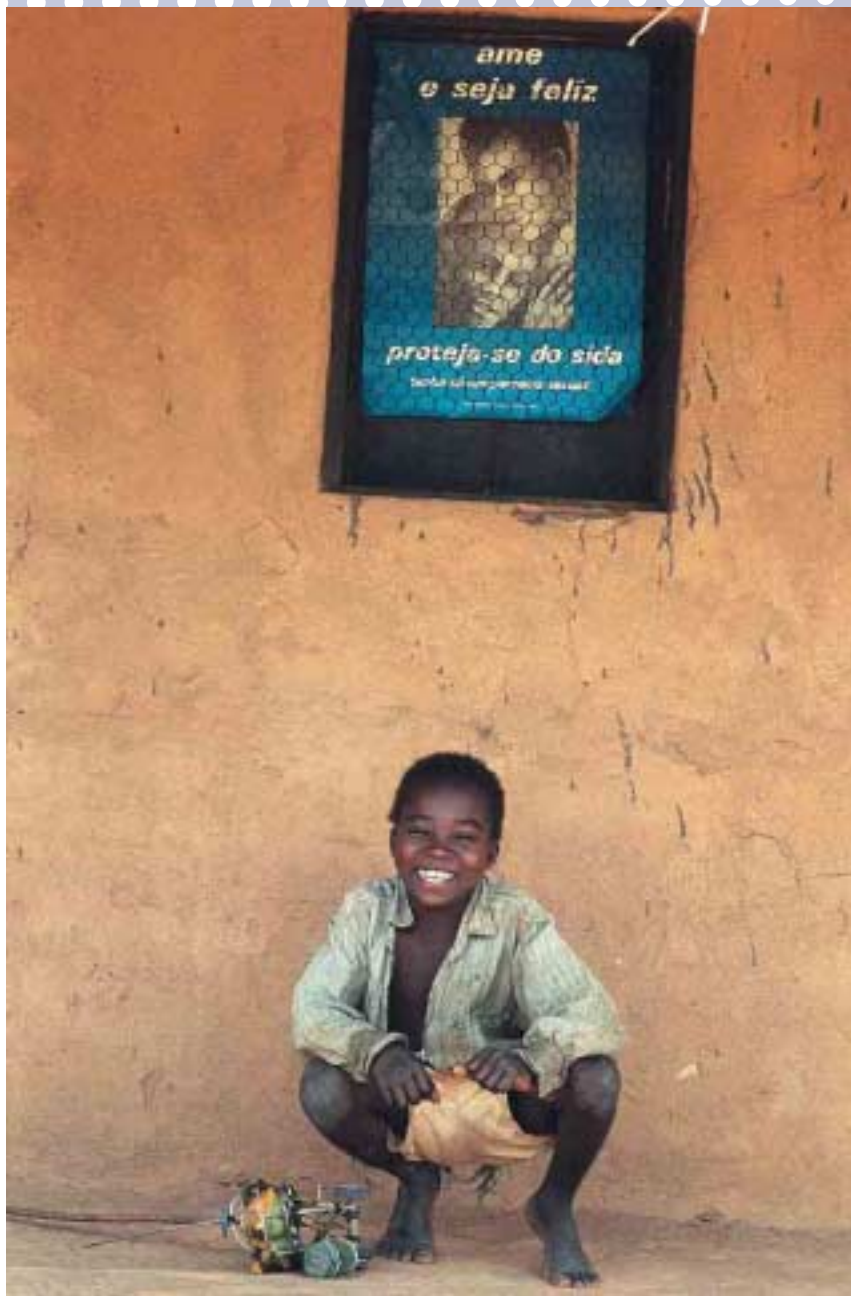
En outre, la population mondiale vieillit: les moins de 15 ans passeraient de 31 % à 19 % de la population mondiale entre 1995 et 2050, selon le scénario moyen des Nations unies, et les plus de 60 ans s'accroîtraient en proportion, durant la même période, de 10 % à 22 %.

La répartition géographique de la population mondiale évolue également. À moins de forts courants migratoires qu'on ne saurait exclure, la population de l'Europe et du Japon devrait décliner dans les 50 prochaines années. Selon certaines analyses, il n'y aurait d'autre issue que l'immigration pour pallier la diminution drastique du rapport entre actifs et inactifs.

Les causes de mortalité évoluent également. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre l'imminence d'une crise mondiale en ce qui concerne les maladies infectieuses. Malgré des progrès considérables (la variole a été éradiquée; la poliomyélite et la dracunculose pourraient l'être à leur tour), le tiers des décès dans le monde reste imputable à des maladies infectieuses, provoquées par des bactéries et des virus : certains sont nouveaux, d'autres sont en

grand-angle

45



© Patrick Lages, Paris

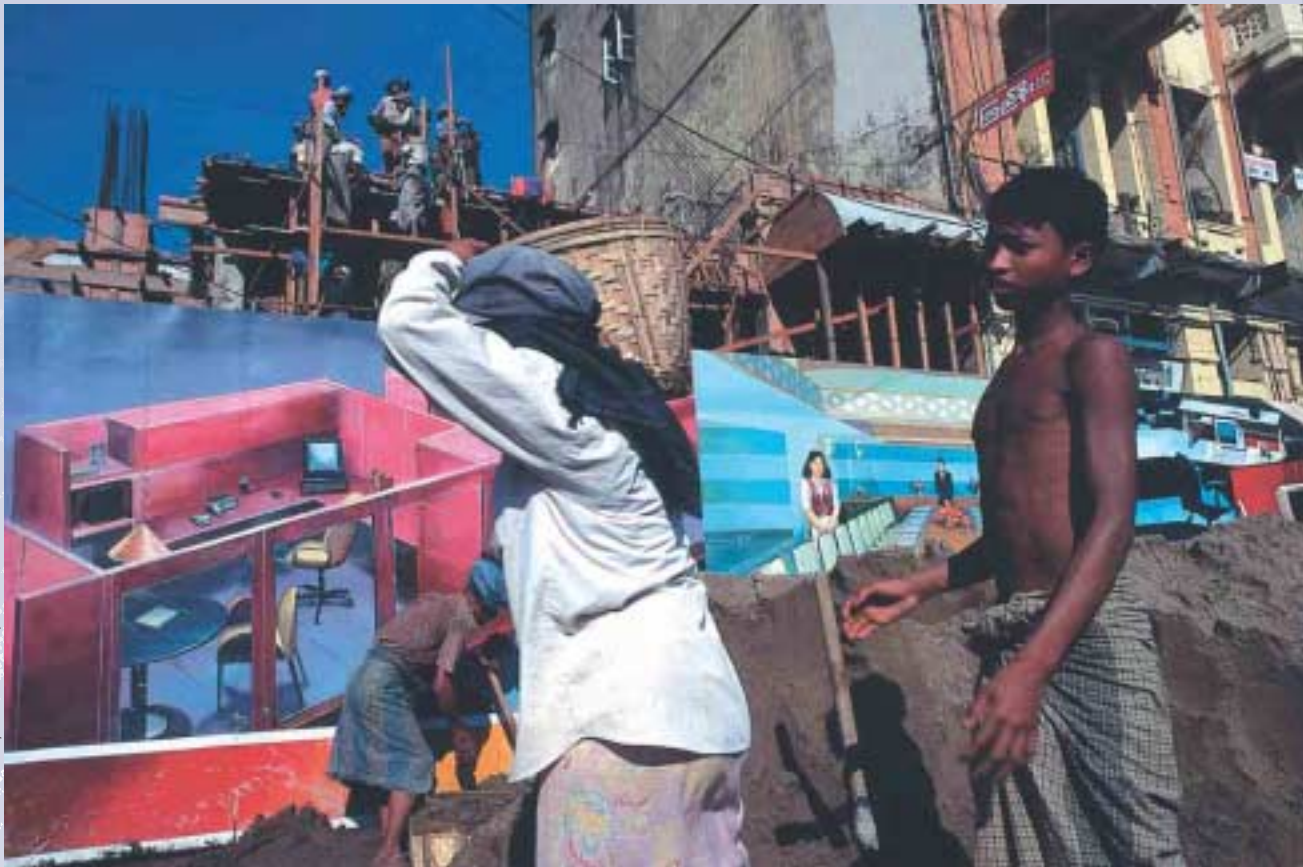
Pas de bombe
démographique.

**Il faudrait
édifier en
40 ans,
l'équivalent
de 1 000 villes
de trois
millions
d'habitants**

mutation constante, d'autres encore ont appris à résister aux traitements qui nous en protégeaient jusqu'à présent, et tous ont une fâcheuse tendance à voyager. Une maladie s'en va, une autre arrive : en 1980, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonçait l'éradication mondiale de la variole ; l'année suivante, en 1981, le sida était pour la première fois identifié. De grandes maladies comme la tuberculose connaissent une recrudescence, de nouveaux agents pathogènes comme le prion sont identifiés, plusieurs maladies connues développent des résistances aux antibiotiques classiques, et la recherche vaccinale décline. Au Botswana, le pays le plus touché par l'épidémie de sida, le quart de la population adulte est infecté par le virus du sida : l'espérance de vie à la naissance y a chuté de 61 ans à 47 ans au cours de la décennie écoulée, alors que, sans l'épidémie de sida, elle serait actuellement de 67 ans. L'espérance de vie a également baissé en Fédération de Russie et dans plusieurs pays de l'ex-URSS.

Il existe un lien entre l'éducation des jeunes filles et les questions de population et de développement. De nombreuses études ont mis en lumière l'impact de l'éducation des femmes sur le développement social et la santé, et notamment sur la mortalité infantile et la natalité. La meilleure contraception n'est-elle pas l'éducation pour tous, tout au long de la vie?

L'accroissement de la population mondiale s'accompagne d'une urbanisation massive, accélérée par les transformations économiques et sociales, qui provoque un



© Dermot Tallow/Panos Pictures, Londres

changement d'échelle de la ville et s'accompagne de phénomènes et de défis sans précédents (pauvreté et exclusion urbaine; sécession urbaine; défis à l'environnement; accès aux ressources naturelles et culturelles; droit au logement; nouveaux problèmes de citoyenneté urbaine et rétraction de l'espace public). Si les tendances actuelles se confirmaient, on estime qu'il faudrait, en 40 ans, édifier l'équivalent de 1 000 villes de trois millions d'habitants, soit à peu près autant de villes qu'il en existe aujourd'hui !

La croissance urbaine est désormais la plus forte dans les régions les plus pauvres – elle est alors sans rapport avec un développement effectif – mais aussi dans celles qui connaissent l'essor économique le

plus rapide. Dans ce cas, le boom engendre souvent une explosion chaotique, source de problèmes considérables dans les domaines de l'approvisionnement en eau potable, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la violence, mais aussi de la marginalisation et de l'exclusion. Dans de nombreux pays se répandent ainsi les « communautés fermées », enceintes de murs, protégées par des barrières, ou isolées par les distances.

Attirées par les lumières de la ville, des millions de personnes quittent la pauvreté du milieu rural pour aller vivre dans la misérable « solitude accompagnée » des grandes agglomérations, où elles se retrouvent souvent dépourvues des services les plus élémentaires, qu'il s'agisse

d'écoles, de systèmes sanitaires ou d'infrastructures de base, dans une situation de misère et d'exclusion qui est souvent un terrain fertile pour la violence et l'extrémisme. Face à ces situations, comment humaniser la ville ? Comment recréer l'urbanité et la civilité ? Comment inclure les exclus ?

La croissance urbaine est désormais la plus forte dans les régions les plus pauvres.

Une grande partie des espèces sont menacées de disparition, à une vitesse de 1 000 à 10 000 fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinction

On sait désormais qu'à défaut de mesures de grande ampleur, l'impact de l'activité humaine sur l'environnement global menace la survie de la biosphère et des générations futures.

Le réchauffement climatique global résulte principalement, selon l'immense majorité des scientifiques, de l'émission de gaz à effet de serre engendrée par l'activité humaine et les modes de consommation modernes, notamment ceux qui sont liés à l'urbanisation (centrales thermiques, pollution industrielle, automobiles, etc.). La fonte des glaciers que pourrait causer ce réchauffement entraînerait une véritable catastrophe écologique. Le réchauffement planétaire semble également s'accompagner d'une variabilité accrue et de dérèglements régionaux ou locaux considérables, qui pourraient être la cause de modifications radicales du climat dans certaines régions du monde et d'un nombre accru de catastrophes « naturelles » de plus en plus graves, dont nous observerions actuellement les signes avant-coureurs. Mais force est de constater qu'en matière de maîtrise des émissions de gaz à effet de serre, les progrès réalisés depuis la Conférence de Rio en 1992 ont eu une portée limitée, dont témoigne la

difficulté rencontrée par la ratification du protocole de Kyoto.

L'eau n'est pas également répartie : elle est abondante, elle est « courante », mais pas partout ni pour tous. Près d'un quart de l'humanité n'a pas d'accès direct à une eau saine et potable et plus de la moitié ne dispose pas d'installations d'assainissement satisfaisantes. Répondre aux défis de l'eau imposera notamment des politiques d'utilisation efficace des ressources en eau, pour résoudre le problème de la consommation excessive d'eau dans l'agriculture irriguée, qui accapare à l'heure actuelle, à l'échelle mondiale, près des deux tiers de toute l'eau prélevée dans les rivières, les lacs, les fleuves et les nappes souterraines. Mais les comportements doivent aussi impérativement s'adapter.

La dégradation de la couche d'ozone, protectrice de la vie sur Terre, n'a jamais été aussi forte. Il existe cependant certains signes encourageants : si les dispositions des protocoles internationaux sont respectées, la couche d'ozone pourrait s'être complètement reconstituée d'ici 2050.

La désertification, elle, s'étend. Elle touche aujourd'hui directement 250 millions de personnes et menace



© Crispin Hughes/Panos Pictures, Londres



© Francolon/Gamma, Paris

près d'un milliard d'êtres humains vivant sur des terres sèches dans environ 110 pays. Ce chiffre pourrait doubler d'ici à 2050, si l'extension des zones désertiques se poursuit à son rythme actuel.

L'ensemble des milieux naturels sont directement affectés. Alors que les forêts couvrent toujours un quart des terres émergées de la planète, la

perte nette de couvert forestier dans le monde est estimée à quelque 11,3 millions d'hectares par an, même si un nombre croissant de pays s'efforcent de mieux gérer les forêts et de prendre davantage en compte, dans ce domaine, les facteurs environnementaux. Les océans sont aussi touchés : les ressources halieutiques continentales, qui

Les comportements doivent impérativement s'adapter.

grand-angle

49

La perte nette de couvert forestier dans le monde est estimée à quelque 11,3 millions d'hectares par an.



© Haley/Sipa, Paris

La désertification touche aujourd'hui directement 250 millions de personnes.

constituent une des principales sources de nourriture et de protéines pour des millions d'individus, sont menacées par la dégradation de l'environnement et nécessitent des mesures de protection immédiates. Par ailleurs, les modifications de la circulation océanique planétaire, accélérées par l'intervention des sociétés humaines, menace directement la dynamique actuelle du climat planétaire et des écosystèmes. La pollution chimique et la pollution invisible se développent. Au cours des 50 dernières années se sont développés de nouveaux modes de consommation et de production, notamment dans l'agriculture industrielle, et des milliers de nouveaux produits chimiques sont apparus. Ces produits chimiques sont présents dans d'innombrables produits de consommation et d'entretien à travers le monde, dans

les emballages en carton ou en plastique, dans les eaux de tous les océans et dans les airs, dans les maisons, les écoles et les lieux de travail. Ils migrent à travers la chaîne alimentaire et traversent les barrières des espèces. Un certain nombre de pesticides ou de produits chimiques dangereux, interdits ou sévèrement réglementés dans certains pays, peuvent être exportés vers les pays pauvres, où ils provoquent de nombreux empoisonnements.

La biodiversité risque en outre de diminuer considérablement au cours des décennies à venir. Une grande partie des espèces décrites à ce jour est désormais en voie d'appauvrissement ou même de disparition, à une vitesse de 1 000 à 10 000 fois supérieure à celle des grandes périodes géologiques d'extinction.

Évolution des disponibilités en eau de 1995 à 2025

(en pourcentage)





L'essor de la société de l'information



Bon nombre d'experts estiment que les industries de l'informatique, des télécommunications et de la télédiffusion sont en train de converger.

© Chris Stowers/Panos Pictures, Londres

L'émergence, à des rythmes très inégaux dans les différentes régions du monde, d'une société de l'information, suscite de grands espoirs dans le domaine de l'accès au savoir, de la communication et de la culture ; mais elle devra relever un défi majeur : celui de l'inégale distribution de l'accès entre pays développés et en développement, et au sein même des pays.

Bon nombre d'experts estiment que les industries de l'informatique, des télécommunications et de la télédiffusion sont en train de converger. Aujourd'hui, données, sons et images peuvent être acheminés à très grande vitesse grâce

aux mêmes procédés de codage numérique des transmissions. Cependant, la numérisation et la mathématisation du réel ne se font pas sans pertes : un certain lien ontologique avec la réalité s'affaiblit, autorisant de nombreuses dérives, dont les manipulations d'images et les truquages électroniques donnent une première idée. Mais surtout, la généralisation des représentations numériques encourage une certaine confusion entre vérité et fiction, entre nature et artifice, entre la réalité et la représentation de ce que nous croyons être la réalité. Elle encourage la manipulation des codes, des images et des symboles.

grand-angle

51



© John Spaul/Paros Pictures, Londres

L'essor des nouvelles technologies éveille pourtant de grands espoirs puisqu'il crée une nouvelle génération d'instruments qui pourront favoriser le développement, l'éducation et la transmission du savoir, la démocratie et le pluralisme. Mais la révolution en cours suscite aussi quelques interrogations essentielles quant aux conséquences de cette forme de la mondialisation. Au-delà de l'innovation industrielle qu'apportent les nouvelles technologies de l'information et de la communication, se profilent des choix de société. Comment aider « au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir », comme le stipule l'Acte constitutif de l'UNESCO, dans ce contexte radicalement nouveau? Certains parlent déjà indifféremment de « société de l'information » et de « société du savoir ». Ne faut-il pas cesser de

confondre « information » et « connaissance »? L'excès d'information ne condamne-t-il pas la connaissance, qui suppose la maîtrise de l'information par le savoir et la réflexion critique, donc par l'éducation ?

Surtout, la participation à la « civilisation de l'immatériel » est très inégale dans les différentes parties du monde. Comment combattre le « techno-apartheid », alors que les nouvelles technologies constituent, nous le savons, une des clés du ^{xxi}e siècle, de l'accès à l'information, et de la mise sur pied de réseaux d'éducation à distance ? Un système où cinq individus sur cent ont accès aux nouvelles sources d'information comme l'Internet n'est-il pas « un système anti-démocratique et instable », ainsi que l'a suggéré Paul Kennedy aux Entretiens du ^{xxi}e siècle organisés par l'UNESCO ?

Un système où cinq individus sur cent ont accès aux nouvelles sources d'information : comment combattre le techno-apartheid ?

L'excès d'information ne condamne-t-il pas la connaissance ?

7

Davantage de gouvernance ?



© Edy Purnomo/Getty/Sipa, Paris

**Dépouillement
pour les élections
présidentielles
au Timor oriental,
15 avril 2002.**

La « mondialisation » de la plupart des défis que nous avons évoqués rendra-t-elle de plus en plus indispensable le renforcement des systèmes de gouvernance internationale ou régionale ? « Pour le moment, la seule institution qui existe, et qui a les moyens de résoudre ces problèmes globaux, ce sont les Nations unies » (Boutros Boutros-Ghali). Dans un monde caractérisé par l'interdépendance et par une prise de conscience grandissante de notre destinée commune, la résolution des problèmes requiert une action coordonnée à l'échelle planétaire, qu'il s'agisse d'environnement ou de santé publique, de lutte contre la

corruption ou contre le crime organisé. Ces problèmes, et bien d'autres encore, transcendent les frontières nationales. Aucune nation, aussi puissante soit-elle, ne peut les résoudre à elle seule.

Pour faire face à l'ensemble des défis du futur – complexes, globaux et entrecroisés – rien n'est peut-être aussi difficile, et aussi pressant, que d'apprendre à vivre ensemble. Et, face à un marché qui se mondialise progressivement, avancera-t-on vers des formes plus poussées de démocratie internationale ou régionale ?

De nouveaux acteurs sont apparus sur la scène internationale, qui modifient la pratique de la démocratie, de la participation, de l'association, et même les règles du jeu de la coopération internationale. Certes, le XXI^e siècle ne verra sûrement pas disparaître l'ordre étatique. Mais au sein des États et à l'échelle internationale, le pouvoir des sociétés civiles paraît appelé à se renforcer. Une nouvelle culture de la démocratie favorisera-t-elle, dans le futur, l'approfondissement des liens entre démocratie représentative et démocratie participative ? Le XXI^e siècle devra répondre à cette question cruciale : comment humaniser la mondialisation, face aux nouveaux enjeux et aux nouvelles menaces ?

grand-angle

53



Vers l'égalité entre les sexes ?



© Gilles Sausier/Gamma, Paris

Le rôle des femmes devrait s'accroître au cours des premières décennies du xxie siècle, et la plupart des sociétés progresser vers plus d'égalité entre les sexes.

De toutes les inégalités de développement, l'inégalité entre les sexes est l'une des plus spécifiques, et elle « traverse » tous les pays, même les plus avancés et les plus fiers de leurs réalisations dans ce domaine. Contrairement à un certain nombre d'idées reçues, les progrès en matière d'égalité entre les sexes ne dépendent pas toujours de la richesse d'un pays, ni même – ce qui est le plus étonnant à première vue – du niveau de ce que le PNUD appelle le « développement humain ». C'est d'abord une affaire de conception du développement, de volonté politique, d'évolution culturelle et d'engagement de la société tout entière.

Certes, des progrès majeurs ont été enregistrés à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies, notamment dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Compte

tenu de cette évolution, le rôle des femmes devrait s'accroître au cours des premières décennies du xxie siècle, et la plupart des sociétés progresser vers plus d'égalité entre les sexes.

Les avancées les plus remarquables ont été réalisées dans l'éducation. D'importants progrès ont également été réalisés dans le domaine de la santé : l'espérance de vie des femmes a augmenté à un rythme supérieur de 20% à celui des hommes au cours des 20 dernières années; leur taux de fécondité moyen a diminué d'un tiers. Et, très lentement, les portes du pouvoir politique s'entrouvrent devant les femmes, au moins dans un certain nombre de pays. En dépit des idées reçues, ces progrès sont d'ailleurs encore plus sensibles au Sud.

Cependant, les progrès enregistrés au cours des 30 dernières années dans le domaine de l'éducation, de la santé et la participation sont loin d'avoir éliminé tous les obstacles. En matière d'éducation, près des deux tiers des quelque 880 millions d'analphabètes dans le monde sont des femmes. À l'heure actuelle, une femme adulte sur trois ne sait toujours pas lire ni écrire ; la plupart vivent en zone rurale. En dépit de leurs besoins spécifiques en matière de santé et de nutrition, les femmes,



© Gamma, Paris

L'amélioration de la formation des femmes ne s'est pas encore traduite en termes de revenu, d'égalité effective des droits et de reconnaissance sociale.

70% des personnes vivant en situation de pauvreté absolue sont des femmes

notamment dans le tiers-monde, restent moins bien soignées que les hommes. Dans le domaine politique et dans celui de la vie professionnelle, malgré les évolutions positives récentes, les femmes continuent de se heurter à des « plafonds de verre ».

La pauvreté touche d'abord et avant tout les femmes : 70 % des personnes vivant en situation de pauvreté absolue sont en effet des femmes, et le nombre de femmes frappées par la pauvreté en milieu rural a quasiment doublé en 20 ans. Dans le domaine du travail, l'amélioration de la formation des femmes ne s'est pas encore traduite en termes de revenu, d'égalité effective des droits et de reconnaissance sociale. En d'autres termes, la vaste majorité des femmes reste cantonnée dans ce que certains économistes appellent le « ghetto rose » : personnel de service, agriculture de subsistance et emplois

de bureau mal rémunérés. D'autre part, dans toutes les régions du monde, le chômage et le sous-emploi touchent les femmes en priorité. De plus, les femmes ne bénéficient toujours pas du même traitement que les hommes pour ce qui concerne les droits de propriété et d'héritage et les droits liés au mariage et au divorce.

L'insuffisance des droits des femmes est reflétée dans la persécution et l'oppression morales et physiques dont elles sont les victimes. Ainsi, la violence contre les femmes et le viol comme arme de guerre continuent à être employés à des fins de terreur et d'intimidation lors de conflits armés. Violence domestique et abus sexuels contre les mineures, prostitution, mutilations sexuelles, exploitation sexuelle des jeunes adolescentes par le « tourisme sexuel », réseaux de pédophilie, avortement sélectif et infanticide des petites filles restent des phénomènes trop courants.



De nouvelles rencontres entre les cultures



© Christophe L., Paris

Scène du film
*Les dieux sont tombés
sur la tête* du
réalisateur Sud-Africain
Jamie Uys, 1984.

Comment assurer l'accès de tous à la culture, et à toutes les cultures ?

Il est probable que l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, la mise en réseau des informations, l'interactivité et l'interconnectivité croissantes sont appelés à modifier considérablement et durablement non seulement l'organisation du paysage économique, social, politique mais aussi celle du paysage culturel au cours des prochaines décennies.

Premier problème clé : la mondialisation et les nouvelles technologies vont-elles favoriser l'essor du pluralisme culturel, le dialogue et les rencontres entre les cultures ? Dans ce cas, quelle sera la nature de ces rencontres ? Seront-elles positives et créatrices, ou seront-elles hostiles et destructrices ? Allons-nous vers une « collision » des cultures ou vers une hybridation culturelle et ethnique ?

Les nouvelles rencontres entre les cultures vont-elles favoriser l'hégémonie d'une ou de plusieurs cultures sur les autres (voire l'homogénéisation culturelle redoutée par certains) ? Vont-elles au contraire exacerber les différences culturelles, et susciter l'émergence de nouvelles fragmentations culturelles ? En d'autres termes, qu'advient-il de la riche diversité des cultures, dans un monde qui est de plus en plus mondial, « raccordé » aux réseaux et interconnecté ? N'oublions pas qu'au moins la moitié – et peut-être beaucoup plus – des 5 000 à 6 700 langues parlées dans le monde risquent de disparaître d'ici à la fin du ^{xxi}^e siècle.

Par ailleurs, les identités culturelles vont-elles, au cours des décennies à venir, se substituer à la citoyenneté, ou participer à son renforcement et à sa réinvention ? Selon Alain Touraine, « la question centrale à laquelle la pensée et l'action politiques doivent chercher une réponse » peut s'énoncer ainsi : « comment rétablir un lien entre l'espace trop ouvert de l'économie et le monde trop fermé, trop fragmenté des cultures ? ». Une autre question se pose : de quel type d'identités, et de quelles sorte de pouvoirs, la société de l'information et des réseaux va-t-elle favoriser l'émergence ?

Autre tendance observable : la technologisation de la culture. L'application à la culture de processus industriels, tout en facilitant la diffusion des biens culturels, ne prélude-t-elle à la disparition des modes de production et de transmission traditionnels de la culture ? Les nouvelles possibilités de duplication, de diffusion, de recomposition et de manipulation des images et des sons vont-elles accélérer l'essor d'une société du simulacre et du virtuel intégral ? Quel sera, dans ce nouveau contexte, le sens de la notion de propriété intellectuelle ? Quel sera l'avenir de la protection du droit d'auteur ?

Le ^{xxi}e siècle devra relever un autre défi : comment assurer l'accès de tous à la culture, et à toutes les cultures ? Comment promouvoir un véritable dialogue entre les cultures ? Quelle logique présidera au monde numérique : celle de l'ouverture des réseaux, ou celle de leur fermeture ? À cet égard, l'un des enjeux majeurs des prochaines décennies n'est-il pas le développement de l'information au sein du domaine public et l'universalité de son accès (notamment dans les pays en développement) ?

Quel sera l'impact des nouvelles technologies sur le livre et la lecture ? La numérisation croissante de l'écrit et l'apparition de supports nouveaux

sont déjà à l'origine de nouvelles formes d'écriture, de lecture, mais aussi d'impression et de diffusion des textes : le livre devient une matière première, manipulable à l'infini. Grâce à l'interactivité, le lecteur aura désormais, vis-à-vis du texte, une possibilité presque infinie de choix. Ainsi, la lecture pourrait devenir véritablement plurielle et pluraliste.

De surcroît, les nouvelles technologies provoqueront de sensibles changements dans la constitution et la communication de la connaissance. Les manuels scolaires du ^{xxi}e siècle, et plus généralement les ouvrages à caractère éducatif, pourraient être conçus dans l'optique d'une plus grande interactivité entre les divers domaines du savoir pour s'adapter aux besoins et aux goûts propres de l'élève. Ils favoriseraient ainsi l'essor de l'autopédagogie et de l'autodidaxie, et « une nouvelle pratique de la lecture » qui peut être décrite comme une navigation.

Une autre tendance majeure est l'évolution de la notion de patrimoine, qui s'est élargie, depuis quelques décennies, du patrimoine culturel et naturel au patrimoine immatériel, symbolique, spirituel, puis au génome humain. Quels seront les nouveaux territoires du patrimoine dans les prochaines décennies ?

Panneaux et enseignes bilingues, en français et en breton, à Spézet (France).



© Christophe Rouet/Gamma, Paris

10

Les défis éthiques de la technoscience

Les nombreuses avancées dans le domaine de la biotechnologie, de la génétique, de l'astrophysique, des sciences de l'infiniment grand et de l'infiniment petit révolutionnent notre perception du vivant et du monde qui nous entoure.

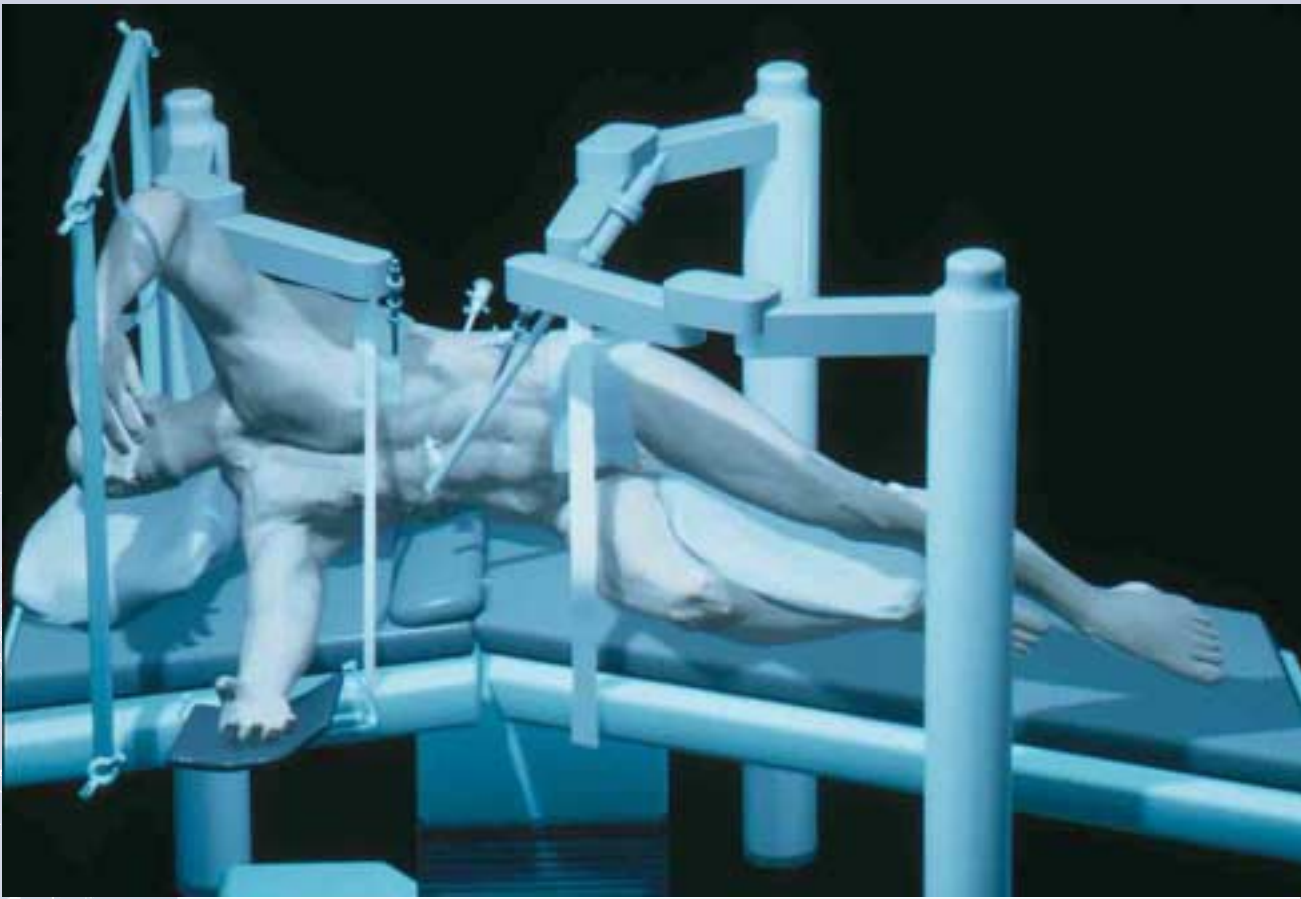
Dans de nombreux cas, ces avancées scientifiques et techniques permettent d'entrevoir des applications positives, bénéfiques au bien-être des populations : tel est le cas des progrès du génie génétique (qui ouvrent les perspectives de nouvelles thérapies géniques), du développement des techniques en matière d'efficacité énergétique, ou de l'essor des nanotechnologies, qui touchent autant le domaine médical que celui de l'informatique ; les biotechnologies appliquées à l'agriculture, si elles sont maîtrisées, pourraient contribuer au progrès de la lutte contre la sous-alimentation.

Mais ces avancées suscitent aussi des interrogations et des inquiétudes éthiques. La première porte sur les technologies appliquées au vivant, tout particulièrement au vivant humain : le pouvoir d'artificialiser la nature, de manipuler les espèces, voire l'être humain, ne conduira-t-il pas au « meilleur des mondes » anticipé par Aldous Huxley et à une



© Jim Curtey/University of Michigan/Gamma, Paris

Le pouvoir de manipuler les espèces.



© Philippe Pailly/IRCAD/EURELIOS, Paris

situation éthiquement inadmissible, où l'homme domestiquerait l'homme ? Quel sera alors le statut de l'être humain, devenu domaine de manipulation, d'expérimentation, de mutilation, voire de destruction ? Quel sera, dans ce contexte nouveau, le sens de la vie et de la mort ? Qui décidera de « l'utilité » présumée de telle ou telle caractéristique génétique ? La manipulation parallèle du patrimoine génétique des espèces végétales et animales ne constitue-t-elle pas pour les prochaines décennies un défi sans précédent pour l'environnement global ?

Au-delà de la société et de l'environnement, c'est la définition même de l'homme et son intégrité biologique, qui sont en jeu et en

danger. L'homme peut désormais modifier le patrimoine génétique de toute espèce, y compris la sienne. Il possède même le triste privilège de pouvoir planifier sa propre disparition. Accepter de limiter le pouvoir de la technique – désormais sans bornes – par l'éthique et par la sagesse, telle est donc désormais la démarche à adopter. À la technique, il faut appliquer la maxime de Montesquieu : tout pouvoir absolu corrompt absolument. À la science, il faut rappeler le mot de Rabelais : science sans conscience n'est que ruine de l'âme.

C'est la définition même de l'homme et son intégrité biologique qui sont en jeu.

Live



Scientifiques, intellectuels, créateurs nous livrent les clés pour entrer les yeux ouverts dans le XXI^e siècle. Éditions UNESCO/Seuil, 2000
515 p., 25,15 €



AL HAYAT
الحياة

EL PAIS

La moitié des langues du monde sont menacées

Associated Press

PARIS — Environ la moitié des 6000 langues répertoriées dans le monde sont menacées de disparition en raison du poids des langues dominantes ou de politiques répressives, avertit une nouvelle étude de l'Unesco publiée aujourd'hui.

De la France à la Russie, des Amériques à l'Australie, les langues minoritaires et leur héritage sont en danger. « Aujourd'hui, au moins 3000 langues sont menacées, gravement menacées ou en train de s'éteindre dans de nombreuses régions du monde », souligne l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture dans un communiqué. « Avec la mort et la disparition d'une langue, une unité irremplaçable de notre connaissance et de notre compréhension de la pensée humaine (...) est perdue à jamais. »

L'étude de 90 pages, intitulée *Atlas des langues du monde menacées de disparition*, montre du doigt particulièrement les Amériques et l'Australie. Au pays des kangourous, des centaines de langues aborigènes ont aujourd'hui disparu à la suite des strictes politiques d'assimilation en place jusqu'aux années 70. « Aux États-Unis, moins de 150 langues indiennes ont survécu sur plusieurs centaines qui étaient parlées avant l'arrivée des Européens », souligne l'étude.

Le document identifie également des « zones de crise » comme Taiwan, où plus de la moitié des 23 langues locales « cèdent à la pression du chinois », et la Nouvelle-Calédonie, où le français s'est imposé au détriment des langues locales.

Il recense également une cinquantaine de langues menacées en Europe, dont 14 en France et plusieurs en Scandinavie et dans le nord de la Russie.

Selon l'étude, une langue maternelle peut disparaître lorsque ses locuteurs sont tenus de parler la langue dominante pour trouver un emploi ou une fonction, ou quand ils sont confrontés à une culture plus agressive et plus forte économiquement.

En Asie, relève l'étude de l'Unesco, la situation pour les langues minoritaires est « incertaine dans de nombreuses régions de Chine » en raison de la pression des autorités. En Afrique, environ 550 des 1400 langues locales sont en déclin, et sur ce nombre 250 sont exposées à une menace immédiate.

En bref

TRAFIC D'ART

La France fait un pas vers Unidroit

Un an après avoir annoncé son intention de ratifier la convention Unidroit, adoptée par l'Unesco en 1995, l'Assemblée nationale a voté mardi à la quasi-unanimité en faveur de ce texte destiné à moraliser le marché de l'art. Unidroit va au-delà de la responsabilisation des États dans le trafic illicite, déjà acquise par l'adhésion à la « Convention de 1970 » de l'Unesco : elle responsabilise également l'acheteur public ou privé l'obligeant, le cas échéant, à apporter la preuve de sa bonne foi lorsqu'il sera trouvé en possession d'une pièce suspecte. Contrairement aux allégations de certaines corporations, hostiles à ce texte, Unidroit ne sera pas rétroactif, le droit français ne le permettant pas. L'Icom (International Council of Museum), gardien de la déontologie des musées, se félicite de ce premier pas, mais fait remarquer qu'un optimisme prudent est de mise, car la France avait mis dix-sept ans à ratifier la Convention de 1970.

[La Presse (Canada) • 21 février 2002]

[Le Figaro (France) • 31 janvier 2002]



Koïchiro Matsuura Directeur général de l'Unesco

“Les forêts précèdent les peuples, les déserts les suivent”

Quand Chateaubriand a écrit ces mots, il ne mesurait sans doute pas leur caractère visionnaire. La déforestation est un phénomène extrêmement inquiétant. Dans les pays en développement, on estime qu'elle a gagné 10 % des territoires au cours des vingt dernières années.

Elle dépasse sans doute 130 000 km² par an dans les forêts tropicales. Une telle transformation massive des systèmes forestiers, surtout due à l'exploitation intensive et inadaptée des forêts, a de graves conséquences sur la biodiversité, indispensable à notre survie. L'Unesco aide les pays qui

souhaitent à conserver et à mettre en valeur leurs forêts. La convention du patrimoine mondial protège même les forêts les plus belles qui existent aux quatre coins du monde. L'organisation a aussi mis en place un réseau de sites, les réserves de biosphère, où sont encouragées et testées des méthodes

de gestion écologique et d'utilisation durable des ressources naturelles. Parmi les 411 réserves de biosphère existant, à ce jour, dans le monde, dix sont situées en France, comme la forêt de Fontainebleau ou le massif des Vosges du Nord. www.unesco.org

[Le Figaro Magazine (France) • 19 janvier 2002]



MAROC PATRIMOINE MONDIAL

L'ONU reconnaît la Médina d'Essaouira

Après Jamaà El Fna, c'est au tour de la Médina d'Essaouira de décrocher le prestigieux label de Patrimoine Mondial de l'Humanité décerné par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, les sciences et la culture (UNESCO).

Composée de remparts fortifiés entourant la vieille ville, la cité d'Essaouira, ancienne Mogador, constituait un important carrefour maritime pour le Maroc et l'un des principaux débouchés en direction de l'Afrique subsaharienne

La nomination de la Médina d'Essaouira a été qua-

lifiée de « résultat historique » par André Azoulay, Conseiller du Roi et président de l'association Essaouira-Mogador. C'est, selon ce Souiri, « le fruit d'une démarche opiniâtre et déterminée de tous ceux qui n'ont jamais douté de la capacité d'Essaouira de faire valoir ses acquis historiques et patrimoniaux, tout en les mettant au service de la renaissance économique, sociale et culturelle de la ville ».

Ce choix serait également le résultat « d'un travail de terrain et de concertation de longue haleine », mené conjointement par de nombreuses ONG et les autorités locales selon le président de l'association Essaouira-Mogador.

SAMUEL BLAZYK



résonances

61

[Salama-Le Maghreb dans tous ses états • janvier/février 2002]



PRÉVENTION DU VIH/SIDA EN MILIEU SCOLAIRE

L'Unesco aidera à l'élaboration de politiques nationales

L'UNESCO envisage la mise en place prochaine de politiques nationales de prévention du SIDA en milieu scolaire au Sénégal, en Guinée-Bissau et en Gambie. C'est ainsi que cette agence onusienne va organiser à cet effet en février prochain à Dakar, un atelier de réflexion sur un programme qui devra permettre d'assurer une bonne implication des acteurs, d'harmoniser les stratégies, de rationaliser l'utilisation des ressources et de promouvoir une bonne santé sexuelle chez les adolescents de la population scolaire.

Ces rencontres de réflexion s'inscrivent dans les perspectives 2002-2003 de l'organisme international qui s'est engagé depuis plusieurs années auprès des gouvernements des Etats dans la lutte contre cette terrible affection en milieu scolaire. Par ses effets négatifs sur la demande, l'offre et la qualité de l'éducation, le SIDA constitue un énorme défi pour les systèmes éducatifs nationaux. Il compromet même dans certains pays la réalisation d'objectifs de l'éducation pour tous fixés au plan mondial pour 2015.

D'ici à 2005, a indiqué la spécialiste de

l'UNESCO, il est prévu de faire accéder au moins 90 pour cent des jeunes âgés de 15 à 24 ans à l'information, l'éducation et aux services nécessaires pour réduire leur vulnérabilité face au VIH/SIDA.

Selon Mme Lieke Berghauser Pont, "son institution a mis en œuvre des stratégies basées sur la collaboration avec d'autres agences des Nations Unies dans le cadre de leur participation active au programme mondial ONUSIDA. C'est un appui aux pays membres afin qu'ils élaborent et intègrent le VIH/SIDA dans leur politique éducative". Ces stratégies prennent en compte la diversité culturelle et les questions d'éthique dans la formation des enseignants et des programmes d'éducation.

Dans ce sillage, a-t-elle dit, l'UNESCO "aidera les Etats membres à déterminer des actions communautaires appropriées dans le cadre de la mise en œuvre de programmes et de projets d'éducation préventive". Le changement dans les comportements à risque est surtout visé dans la mise en œuvre de ce programme destiné à la population évoluant dans l'éducation formelle et informelle (élèves étudiants, mais aussi aux jeunes non scolarisés et même aux adultes). Ce programme sera complété par des campagnes plus larges faisant appel à diffé-

rents supports notamment: la diffusion de bulletins, de brochures d'informations dans la presse, de messages radio-diffusés en plus de l'implication des leaders d'opinion.

Dans la dynamique, l'UNESCO mène des actions en collaboration avec le groupe pour l'étude et l'enseignement pour la population (GEEP) et développe un partenariat avec le ministère de l'Education nationale, le comité de lutte contre le SIDA et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP).

Plus de 20 jeunes membres des commissions culturelles des centres des ressources éducatives (CRE) ont été formés à la conception de sketches autour de divers thèmes touchant aux IST/SIDA. Le projet doit couvrir l'ensemble des régions du Sénégal, mais actuellement seules les régions de Dakar, Thiès, Ziguinchor et Saint-Louis sont concernées avec l'implantation des centres de Malika, Chérif Lô, Thionk-Essyl et de Oréfondé. Une banque de données sera constituée au cours de l'année 2002 sur la pandémie pour les jeunes. Elle sera dotée de livres, brochures, guides didactiques, manuels, bibliographies, catalogues, films vidéo et affiches.

SAËR GUEYE

[Le Soleil (Sénégal) • 17 janvier 2002]



La généticienne Nagwa Meguid, l'une des lauréates du prix L'Océal.

leur permettre d'exposer leurs travaux. La lauréate 2002 pour l'Afrique est égyptienne. Nagwa Meguid, 51 ans, professeur et chercheuse en génétique humaine au National Research Center du Caire, s'est spécialisée dans la prévention des maladies mentales rares et de la trisomie 21. Elle a complété ses travaux de recherche dans nombre de laboratoires et universités étrangères (de Los Angeles à Pasadena en passant par Uppsala, en Suède) par des observations cliniques portant sur ses quelque huit cents patients, au Caire. Ils consultent Nagwa ou l'un des membres de son équipe – six femmes et deux hommes – deux fois par semaine. Objectif : améliorer les capacités cognitives et mentales des enfants souffrant d'une maladie génétique. « Nous dépendons complètement des familles puisque ce sont elles qui doivent aider les enfants à faire leurs exercices à la maison. La famille doit être persuadée qu'ils peuvent progresser. C'est essentiel. » Nagwa Meguid admet qu'exercer une profession scientifique, en Égypte, n'est pas toujours simple, pour une femme. Pourtant, elle estime que la situation évolue et ne doute pas une seconde que sa fille de 21 ans, une fois son diplôme d'économie en poche, à la fin de cette année, pourra entamer la carrière de son choix. ●

ÉLIE COLETTE et BERTHE HARRY

Science. Femmes de tête.

Au sein du groupe L'Océal, près des deux tiers des chercheurs sont des chercheuses, contre moins de 15 % en moyenne dans le secteur privé. Pour encourager les femmes à s'engager dans des carrières scientifiques, le leader mondial du cosmétique et l'Unesco décernent depuis quatre ans les prix « Pour les Femmes et la Science ». Présidé par le professeur Christian de

Dive, Nobel de médecine en 1974, le jury, composé de quinze scientifiques de renom, a attribué cette année cinq nouveaux prix, dotés chacun de 20 000 dollars, dont une partie est reçue à titre personnel. Les candidates, issues des cinq continents, doivent obtenir le soutien de huit cents parrains. Après une première sélection, quarante dossiers sont soumis à l'approbation du jury. Dix bourses, dont le montant peut atteindre 10 000 dollars, sont également décernées à de jeunes chercheuses pour

[[A. L'Intelligent • 11 mars 2002]]

UNESCO ET EDUCATION

L'éducation pour tous dans un pays ne dépend que de la volonté politique de ses dirigeants et de la mobilisation de ses populations qui en font leur priorité.

La volonté politique, clé d'une éducation pour tous

L'éducation pour tous (Ept) devrait être une réalité pour 2005. C'est l'objectif de Jomtien que la conférence de Dakar avait confirmé lors de l'évaluation à mi-parcours. Le Forum des parlementaires pour l'éducation se crée cette semaine à Dakar, mais 2005, c'est demain et en Afghanistan, où seul 4 % des filles avait accès à l'école, nous avons commencé à repenser le système éducatif, déclare le sous-directeur de l'Unesco, John Daniel, qui donnait avant-hier une conférence de presse. Toutefois, M. Daniel reste optimiste à l'issue de son séjour au Sénégal où il a noté une volonté politique manifeste au Sénégal, qui vise même à l'obsession à propos de la case des huit-parcours.

En fait, même si le primaire et le préscolaire constituent une garantie de réussite, il ne faut pas seulement insister sur le nombre d'élèves qui y sont, mais aussi sur la qualité de l'enseignement qu'ils reçoivent, précise John Daniel. Et même s'il considère qu'on fait souvent un faux procès à la

Banque mondiale par rapport à la qualité de l'enseignement, M. Daniel déclare que c'est la banque qui a mis le doigt sur ce problème et qui aujourd'hui plaide pour qu'on mette l'accent sur la qualité de l'éducation. En outre, la qualité ne devrait pas mettre à l'ombre la quantité d'accès à l'éducation. Pour ce secteur, les pays doivent opter, dans le long terme, pour un self-système afin d'atteindre l'éducation pour tous, avise M. Daniel.

Depuis six mois qu'il est en poste à l'Unesco, John Daniel constate certes la rareté des ressources, mais à son avis, la clé pour atteindre l'objectif de l'Ept est la volonté politique. Une volonté qui peut permettre le renforcement du budget national consacré à l'éducation par rapport à celui de la défense. Le cas échéant, les choses commencent à prendre une allure positive, car c'est difficile quand une stratégie de réussite l'éducation pour tous n'existe dans un pays qui pour plaire aux agences internationales et

que le responsable de l'éducation pour tous soit déconnecté des structures gouvernementales, du ministre de l'éducation, du président de la République. Par contre, quand c'est une priorité nationale et que les autorités comme les populations soient impliquées, les choses évoluent de façon intéressante. Il faut créer un cercle vertueux, résume-t-il.

Cette année, annonce le sous-directeur de l'Unesco, sa structure va beaucoup parler du thème de l'abandon scolaire qui n'est plus le propre des pays d'Afrique ou en développement. C'est un problème qui commence à s'aggraver dans les pays industrialisés. Pour l'Unesco, ce sera un thème qui lui permettra d'unifier le monde, intéresser le public de ces pays et s'embarquer dans nos priorités sur l'Afrique pour l'éducation de façon plus générale. L'abandon scolaire qui peut être d'un intérêt commun pour les peuples est dans les pays industrialisés la manifestation d'un écart grandissant entre les différentes couches de leurs sociétés, affirme M. Daniel.

Interpellé sur les perturbations scolaires qui réduisent le créteil horaire des écoles et universités, John Daniel affirme que l'Unesco ne peut sanctionner un pays pour des années scolaires perdues ou des abus à ce niveau. La solution, à son avis, est la mobilisation d'une population « archi-conscience de l'importance de l'éducation et qu'agit comme un élément de contrôle vis-à-vis du système et exige que ceux qui sont payés par l'État pour enseigner enseignent ». Citant l'exemple de la Thaïlande, M. Daniel estime qu'il y a aussi la sensibilisation des syndicats d'enseignants et de professeurs par rapport à leur responsabilité et la crédibilité de leur secteur.

Par ailleurs, le rôle de l'Unesco est de convaincre et démontrer aux bailleurs de fonds que l'éducation forme un tout et que promouvoir l'université du futur africain ne veut pas dire négliger de l'enseignement primaire ou secondaire, mais tout s'embarquer, déclare John Daniel qui rappelle que la Banque mondiale affichait, en 1993, son désintérêt manifeste pour l'enseignement supérieur en Afrique. Mais elle s'est rendu compte ensuite que pour parfaire le système éducatif, il faut aussi un système universitaire qui forme les professeurs et autres, soutient-il. En outre, l'université du futur africain reflète bien la pensée de la réforme de l'éducation, affirme le sous-directeur de l'Unesco.

Aminatou M. DIOP

[[Walfadri (Sénégal) • 25 janvier 2002]]

Le prix de la liberté de la presse attribué au Zimbabween Geoffrey Nyarota

Le prix mondial de la liberté de la presse de l'Unesco a été décerné lundi au journaliste zimbabween Geoffrey Nyarota, directeur du Daily News, seul quotidien indépendant au Zimbabwe.

Zimbabwe, l'existence d'une presse active et indépendante est très importante pour que les électeurs sachent ce qui se passe dans leur pays», a déclaré le président du jury, le Jamaïcain Oliver Clarke, selon un communiqué de l'Unesco.

Geoffrey Nyarota, 50 ans, a «dénoncé sans répit la corruption et les activités criminelles de certains hauts fonctionnaires, en dépit de deux arrestations à la bombe contre son journal, de plusieurs arrestations et séjours en prison, de nombreuses menaces de mort et de quatre procès lancés contre lui», précise le communiqué.

L'Unesco rappelle que le gouvernement du président Robert Mugabe est critiqué pour sa volonté de faire taire les journalistes.

Une nouvelle loi sur l'information prévoit la création d'une commission gouvernementale chargée d'accréditer l'ensemble des journalistes du pays et d'enregistrer l'ensemble des entreprises de presse qui y opèrent.

Elle prévoit en outre la mise en place d'un «code de conduite» qui, s'il n'est pas respecté par les journalistes, pourra entraîner leur suspension ou leur jugement devant un tribunal.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a qualifié cette loi de «baiser de la mort» à la liberté de la presse.

Le prix mondial de la liberté de la presse, baptisé prix UNESCO/Gandhi/Kennedy du nom d'un journaliste colombien assassiné dans l'exercice de son métier, est doté de 25 000 dollars et il est attribué chaque année sur recommandation d'un jury indépendant. La remise du prix aura lieu, le 3 mai à Montréal, lors de la journée de liberté de la presse.

Le prix a été créé en 1997. Les précédents lauréats sont le Birman U Win Tin, le Syrien Nizar Nayyousf et le Mexicain Jesús Blascorrelas.

[[Libération (Maroc) • 27 février 2002]]

Coup de pouce au tourisme durable



galaxie

64

Les régions les plus belles sont souvent les plus fragiles. D'où la vogue du tourisme durable, qui a reçu, au début de cette année, un important soutien. Un nouveau projet articulant tourisme et conservation de l'environnement sera bientôt mis en œuvre dans six sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, pour un montant d'un million de dollars. Cette somme a été offerte pour moitié par la firme de cosmétique Aveda et pour l'autre moitié par la Fondation des Nations unies.

Le projet sera co-géré par l'UNESCO, le programme des Nations Unies pour l'environnement et le centre RARE pour la préservation des milieux tropicaux. L'idée est de s'appuyer sur le tourisme pour diminuer la pression sur la biodiversité. En travaillant avec les décideurs, les chefs d'entreprise et les populations locales, le projet vise à conjuguer éducation à la préservation de l'environnement, gestion à long terme, développement économique, formation et techniques de marketing, afin de mettre au point un nouveau modèle, où le touriste contribuerait à la protection des habitats naturels importants. L'une des clés du projet consiste à impliquer les tour-opérateurs dans des activités spécifiques à chaque site concerné, afin qu'ils puissent offrir de meilleurs produits et, partant, favoriser la gestion durable de leurs activités.

« C'est sûr, le tourisme peut avoir un impact positif, mais les projets d'écotourisme réussis sont encore très peu nombreux. Notre idée, avec ces



© UNESCO/Inguat Sanjoa

programmes, est d'essayer de trouver le meilleur moyen de faire bénéficier les populations locales et les sites des revenus du tourisme», explique Seema Paul de la Fondation des Nations unies.

Avec ce projet, les sites devraient non seulement être moins dégradés mais également générer des ressources, pour mieux gérer des parcs au budget généralement serré. Par ailleurs, les habitants des régions concernées, souvent pauvres, devraient capter une partie de la rente touristique. Ils seront ainsi incités à s'investir à leur tour dans la protection de leur environnement.

Les sites bénéficiaires du projet financé par Aveda et la Fondation des Nations unies sont les réserves de biosphère de Sian Ka'an et El Vizcaino au Mexique, le parc national de Tikal au Guatemala, la réserve de biosphère du Rio Platano au Honduras, et les parcs nationaux de Komodo et Ujung Kulon en Indonésie.



© UNESCO

Des tour-opérateurs à la rescousse du patrimoine

Pour la quatrième année consécutive, plusieurs entreprises du secteur du tourisme ont renouvelé leur soutien au projet de l'UNESCO « Mémoires du futur ». Le 16 mars, dans le cadre de la Foire internationale du tourisme de Berlin, ces entreprises – dont les tour-opérateurs EF (États-Unis), Tui-Gruppe (Allemagne) et Nouvelles Frontières (France), les groupes Accor (France) et SAS (Belgique) – se sont engagées à poursuivre leurs efforts pour faire connaître le patrimoine mondial, culturel et naturel. L'un des objectifs de cette année 2002, proclamée Année internationale du patrimoine culturel, est de faire comprendre aux touristes qu'il incombe à chacun de le protéger.

Le programme « Mémoires du futur » a contribué à financer la restauration du palais du prince Gong à Beijing, la médina de Tunis et le centre historique de Cracovie, en Pologne.

Des satellites pour les gorilles

L'UNESCO et l'Agence spatiale européenne (ASE) travaillent ensemble pour surveiller les populations de gorilles en République démocratique du Congo.

Sale temps pour les gorilles de la République démocratique du Congo (RDC). Les événements qui ont agité la région des Grands Lacs depuis le milieu des années 90 ont provoqué un afflux de réfugiés dans des forêts jusque-là inhabitées, notamment dans le Parc national de Kahuzi-Biega, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Aujourd'hui, la déforestation de certaines parties de la forêt perturbe les primates, jadis protégés. De plus, ces



© UNESCO

animaux sont aujourd'hui chassés pour leur viande ou revendus comme animaux de compagnie à des trafiquants. La découverte de mines de coltan dans la région n'a fait qu'aggraver la situation. Ce durcisseur de métal, utilisé dans la fabrication des composants électroniques, entre dans la composition des téléphones portables.

Selon l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'extraction illégale de coltan dans le Parc national de Kahuzi-Biega et dans la Réserve de faune à okapis, à l'est du pays, a «un sérieux impact sur leur écologie» car «la vie sauvage est en train d'être détruite à une vitesse alarmante».

L'étendue réelle des dommages n'est pas connue. Pour l'évaluer, l'Agence spatiale européenne (ASE) fournit à l'UNESCO des images satellite de la région. Ces images vont permettre aux experts de mesurer la dégradation de l'habitat des primates. L'UNESCO et les autorités locales pourront ensuite tenter de remédier à la situation.

D'autres grandes agences spatiales, dont la NASA et l'Agence spatiale canadienne, pourraient également s'associer au projet.



galaxie

65

L'UNESCO et le réseau des Écoles associées

Banco sur les jeunes

Dans les pays riverains de la Méditerranée, plusieurs écoles primaires se sont alliées pour protéger leur

mer contre la pollution. Elles bénéficient de l'aide d'une grosse banque espagnole, la Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM). Les

enfants sont tous scolarisés dans des établissements d'Europe du Sud et d'Afrique du Nord, membres du réseau des Écoles associées.

Depuis 1996, la banque a investi plus de 100 000 dollars dans les activités du projet UNESCO/ASPnet en Méditerranée occidentale. Trois centres d'éducation environnementale ont été ouverts aux élèves et aux enseignants. Ce financement a également permis

d'organiser des camps de vacances, des concours de dessins et de photo et d'assurer la coordination du projet, entre autres. La banque a par ailleurs subventionné la publication d'ouvrages en plusieurs langues, dont un CD-Rom et du matériel éducatif. L'UNESCO a décerné sa médaille Picasso au président de la banque, Vicente Sala Bello, pour le soutien apporté au projet.



© CAM, Valencia

L'Oréal aime les femmes brillantes



galaxie

66

© UNESCO/Niamh Burke



La marque de produits de beauté de renommée mondiale, L'Oréal, n'a pas lésiné, le 6 mars dernier, pour faire resplendir le grand hall de l'UNESCO. Tandis que le gotha parisien se bouscule pour apercevoir la diva Élisabeth Vidal, un groupe de femmes scientifiques, plus habituées aux microscopes qu'aux microphones, sont les véritables vedettes de la cérémonie. Ce jour-là, dans le cadre d'une initiative lancée en 1998, le directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, et le PDG de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones, leur remettent des prix et des bourses afin de reconnaître et d'encourager le travail des femmes scientifiques.

Les Prix L'Oréal pour les femmes et la science avec le soutien de l'UNESCO, d'une valeur de 20 000 dollars, ont été décernés à cinq femmes des cinq continents. Les lauréates, choisies par un jury international de scientifiques réputés, viennent d'horizons professionnels divers. Nagwa Meguid travaille à la prévention et au traitement de maladies génétiques courantes dans son Égypte natale.

La Mexicaine Ana Maria López-Clomé étudie les maladies de la rétine pouvant entraîner la cécité. Indira Nath a mis au point un médicament et des vaccins contre la lèpre, qui touche 1,5 million d'Indiens. Enfin, Shirley Tilghman, canadienne

d'origine, a révolutionné la génétique en montrant que l'expression d'un gène diffère selon qu'il est hérité de la mère ou du père.

Malgré de récents progrès dans certains pays, les femmes restent sous-représentées dans l'enseignement supérieur des sciences et dans les sphères décisionnelles de la recherche. Elles ne représentent que 3% des membres des académies des sciences, par exemple. Comme l'a souligné Shirley Tilghman, devenue la première femme présidente de l'Université de Princeton en juin 2001, « nous vivons dans un monde où la science est encore largement le domaine réservé des hommes. Pour qu'il en soit autrement, il faudra que quelque chose change dans l'esprit des jeunes femmes. »

C'est précisément l'objectif des bourses UNESCO-L'Oréal, d'un montant de 10 000 dollars, qui ont été octroyées, au cours de la cérémonie, à dix jeunes chercheuses. La sud-africaine Namrita Lall, par exemple, a isolé un composé végétal pour le traitement de la tuberculose, tandis qu'au Bangladesh, Hasina Akhter a produit du riz génétiquement modifié adapté aux terres salinisées.

L'UNESCO prend langue avec Discovery



La première chaîne mondiale de découverte et d'aventure, Discovery Channel, s'est associée à l'UNESCO pour contribuer à la sauvegarde de quelque 3 000 langues en péril dans le monde. Cette initiative, annoncée à la mi-avril, devrait permettre de sensibiliser les fans de cette chaîne de télévision, diffusée dans 154 pays.

Dans le cadre de ce partenariat, l'UNESCO fournira les informations qu'elle a rassemblées sur la diversité linguistique (voir p. 37). Elle facilitera aussi les contacts avec les linguistes les plus éminents et les chercheurs qui militent pour l'éducation multilingue.

En retour, Discovery Channel, qui produit des programmes en 33 langues et qui touche 125 millions de foyers en dehors des États-Unis, se chargera de créer des émissions sur les langues en voie de disparition et de promouvoir l'action de

l'UNESCO en faveur du patrimoine culturel.

Du fait de la progression de la mondialisation et du risque d'uniformisation des cultures, notamment lié aux nouvelles technologies de l'information, des milliers de langues pourraient disparaître avant la fin du siècle.

Toutefois, une langue menacée, voire moribonde ou considérée comme éteinte, peut être sauvée par une politique linguistique volontariste. Au Japon par exemple, l'ainou, qui ne comptait plus que huit

locuteurs sur l'île d'Hokkaido à la fin des années 80, renaît après des années d'ostracisme et de déclin. Un musée de l'ainou a été ouvert et des cours sont offerts aux jeunes. Parfois, certaines langues disparues sont même « ressuscitées ». Le cornique d'Angleterre, qui s'est éteint en 1777, a ainsi été ranimé ces dernières années.

L'initiative conjointe UNESCO-Discovery Channel est soutenue par le Programme UN Works, qui a pour objectif de faire connaître le travail des Nations unies.

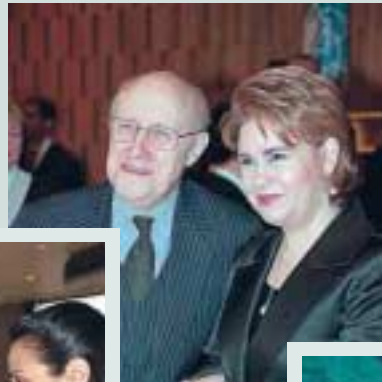
①



②



④



③



galaxie

67

⑤



⑥



⑧



⑦



Photos © UNESCO/Niamh Burke

Profession : ambassadeur de bonne volonté

Les 36 ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO sont les porte-drapeaux de l'organisation. Chacune de ces personnalités a accepté d'utiliser son talent et sa renommée pour attirer l'attention de l'opinion publique sur le travail de l'UNESCO. En février dernier, ces personnalités se sont réunies au siège de l'organisation, à Paris, afin de faire le point sur leurs activités et de préparer l'avenir.

Ci-dessus (de gauche à droite) :

① Miguel Angel Estrella, S.A.R. la princesse Firyal de Jordanie, Cheick Mobido Diarra, Azziza Bennani

(UNESCO), Marin Constantin, Pierre Bergé, Kitin Munoz, S.A.R. la princesse Lalla Meryem du Maroc, Julio Werthein, Kim Phuc, Marianna Vardinoyannis et S.A.R. la princesse Maria Teresa de Luxembourg.

② Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, Bahia Hariri, Jean-Michel Jarre, Claudia Cardinale, S. Exc. Sheikh Ghassam I. Shaker, Ute-Henriette Ohoven, Ikuo Hirayama et Patrick Baudry.

③ Miguel Angel Estrella et Julio Werthein.

④ Mstislav Rostropovitch et S.A.R. la

princesse Maria Teresa de Luxembourg. ⑤ Ute-Henriette Ohoven et Cheick Mobido Diarra.

Claudia Cardinale, Azziza Bennani (UNESCO), Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO et S.A.R. la princesse Lalla Meryem du Maroc.

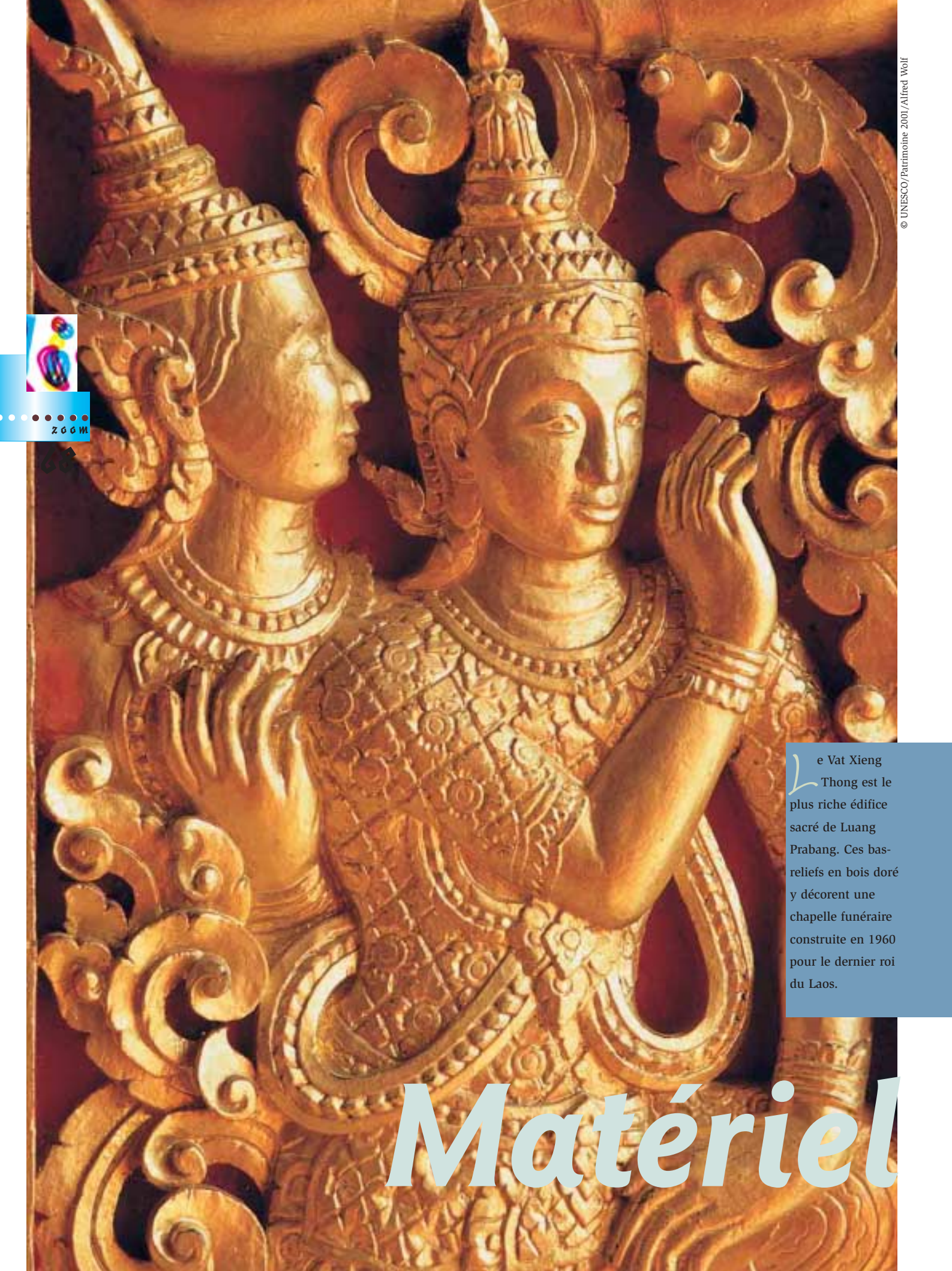
⑦ Kim Phuc et Ikuo Hirayama.

⑧ Ömer Zülfü Livaneli

Pour consulter la liste complète des ambassadeurs de bonne volonté de l'UNESCO et en savoir plus sur leurs activités :

<http://www.unesco.org/goodwill/>

E-mail : goodwill@unesco.org



ZOOM

Le Vat Xieng Thong est le plus riche édifice sacré de Luang Prabang. Ces bas-reliefs en bois doré y décorent une chapelle funéraire construite en 1960 pour le dernier roi du Laos.

Matériel



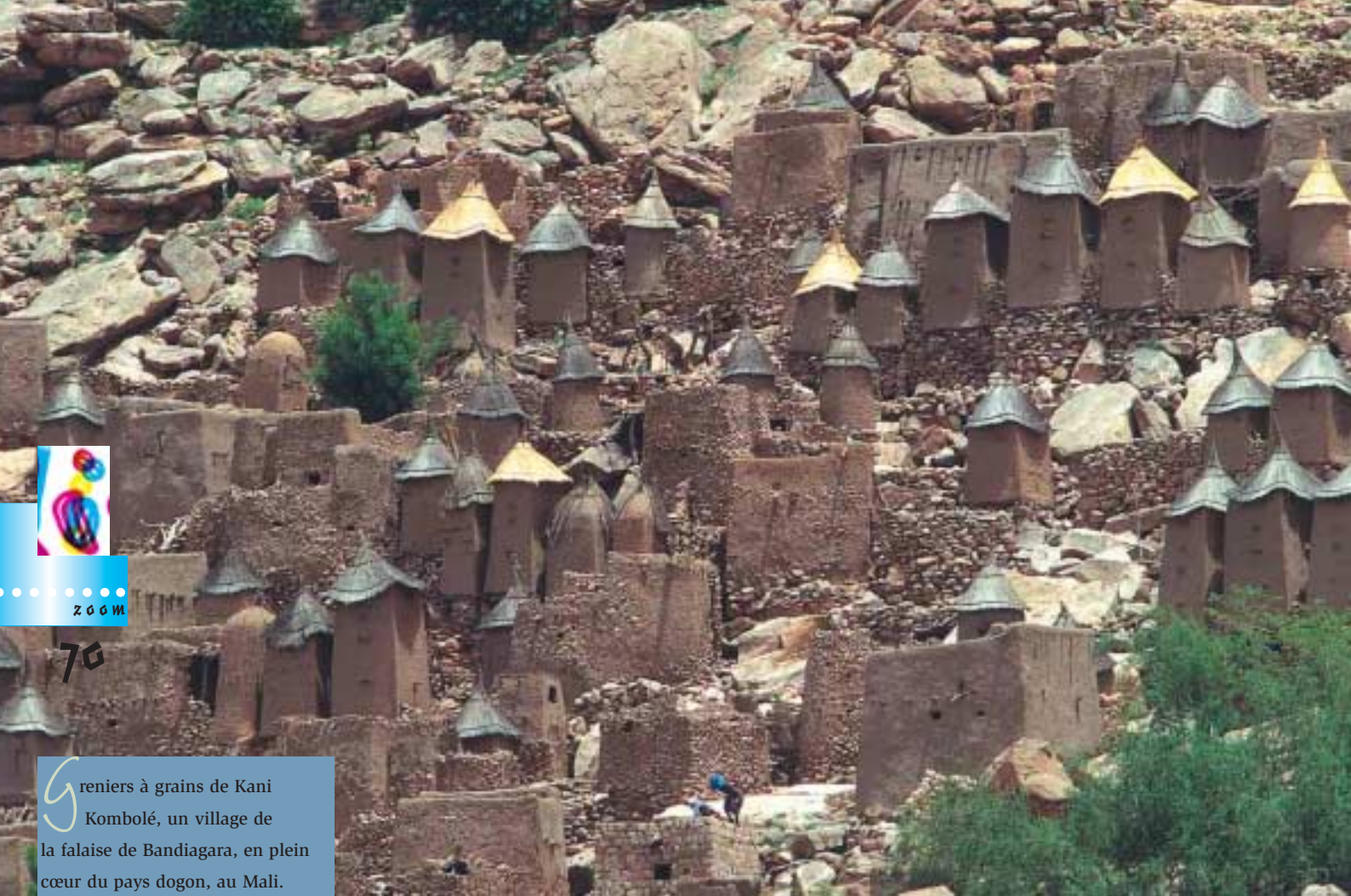
Z G M

69

En Bolivie, à 3 700 mètres d'altitude, se déroule tous les ans le carnaval d'Oruro, juste avant le Carême. Plus de 28 000 danseurs et 10 000 musiciens participent à la procession, qui dure 20 heures.

© UNESCO/Bolivian Delegation

& *Immatériel*



2001

76

Graniers à grains de Kani Kombolé, un village de la falaise de Bandiagara, en plein cœur du pays dogon, au Mali.

La Saline royale d'Arc-et-Senans (xviii^e siècle), en France, est la première grande réalisation d'architecture industrielle qui reflète l'idéal de progrès des Lumières.



L'année 2002 a été proclamée
Année des Nations unies
pour le patrimoine culturel.



À l'heure où les crimes contre la culture
sont devenus des corollaires de la violence politique
– on l'a vu en Bosnie, en Afghanistan, etc. –
l'UNESCO tente de faire passer un autre message.
Certes, le patrimoine est une cible de guerre, que l'on
détruit pour « casser » l'adversaire, mais il peut aussi
contribuer à la réconciliation et à la reconstruction
nationales (voir page 12). En d'autres termes, à la
paix et au développement.

Or, le patrimoine culturel ne se limite pas aux
vieilles pierres. Il englobe aussi des manifestations
plus abstraites de la créativité humaine :
les processus de création des savoirs et savoir-faire,
les langues, les arts du spectacle, la musique, les
rituels sociaux et religieux, les traditions orales, les
espaces culturels qui concentrent des activités
populaires, etc.

Pour la première fois, le 18 mai 2001, l'UNESCO
a proclamé une liste de 19 chefs-d'œuvre
de ce patrimoine oral et immatériel de l'humanité.
L'organisation travaille également à un projet
de convention internationale, en vue de protéger
ces richesses menacées de destruction ou de
« folklorisation », notamment par l'uniformisation
culturelle, les conflits armés et le tourisme de masse.
La photothèque de l'UNESCO présente ici
quelques-uns de ces chefs-d'œuvre immatériels, aux
côtés de sites culturels du patrimoine mondial.



Mosaïque
romaine à
Baalbek. L'ancienne
Héliopolis, au Liban,
est célèbre pour ses
édifices colossaux,
témoins d'un empire
à son apogée.

Le Kunqu, qui
combine le chant,
la récitation, la
gestuelle et la danse,
est une des formes
d'opéra les plus
anciennes de Chine
(X^e-XIII^e siècles).



Toutes les photos sont libres de droit pour des usages
non commerciaux, à condition que l'UNESCO et le nom
du photographe soient mentionnés. Pour les obtenir, contactez :

a.bailey@unesco.org ou n.burke@unesco.org



Z G M

71

© UNESCO/Patrimoine 2001/B. Benoit-Zabhal

© UNESCO/Niamh Burke



ZOOM

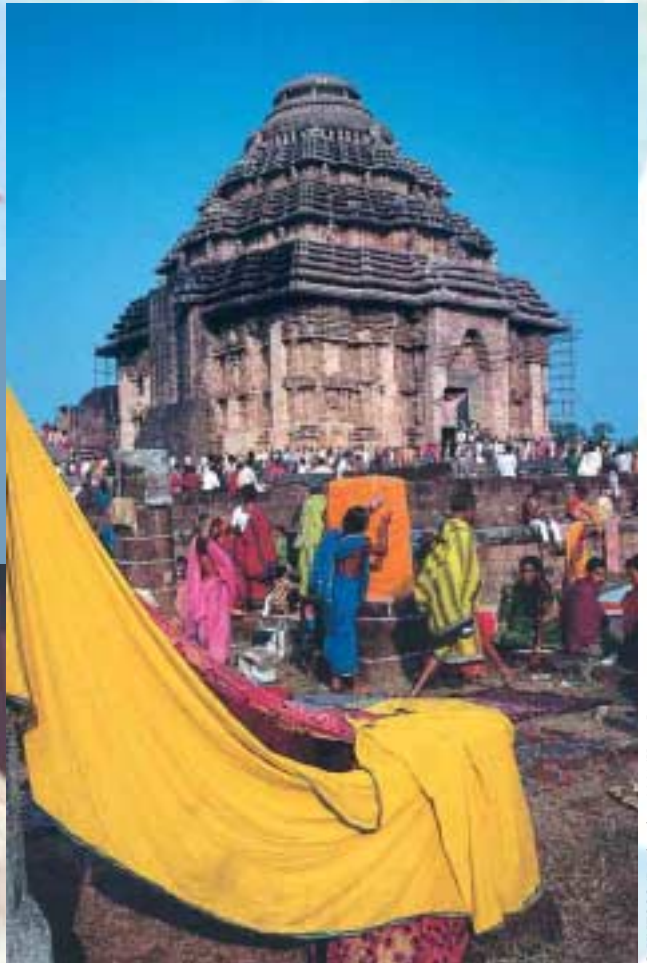
72

© UNESCO/Niamh Burke

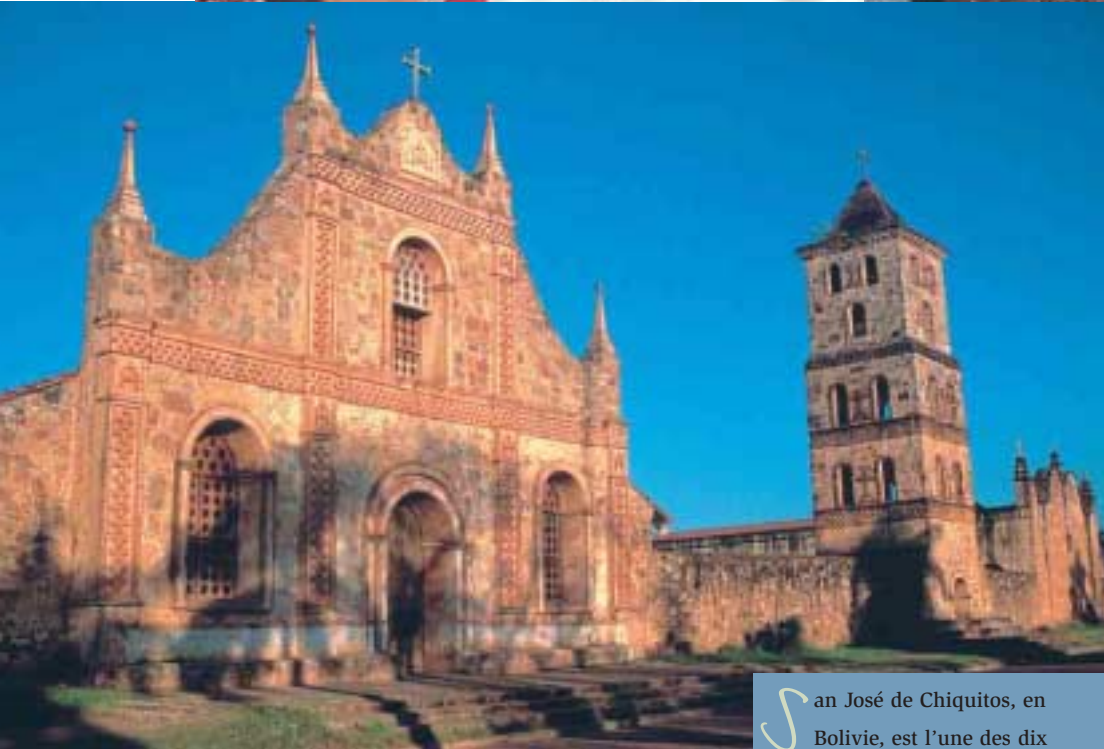
En Guinée, des festivités sont organisées autour du Sosso-Bala, un long balafon sacré, qui sert à accompagner des poèmes épiques médiévaux.



Le sanctuaire brahmanique de Konarak (XIII^e siècle), dans le golfe du Bengale, en Inde, est une représentation monumentale du char du dieu-soleil Surya.



© UNESCO/ Patrimoine 2001/ Xamm Layma



© UNESCO/L. Anderson

San José de Chiquitos, en Bolivie, est l'une des dix « réductions » inspirées des cités idéales des philosophes du XVI^e siècle, fondées par les jésuites entre 1696 et 1760.

Chaque masque dogon « a derrière lui un poème », disait l'ethnologue français Marcel Griaule. Dans les falaises maliennes de Bandiagara, ces masques sont des supports de la littérature orale.



© UNESCO/ Patrimoine 2001/ Alfred Wolf



La photothèque de l'UNESCO en ligne : www.unesco.org/publications/photobank.asp



Z G M

73

Le théâtre sanscrit Kutiyattam du Kerala est la tradition théâtrale vivante la plus ancienne d'Inde. C'est aussi la seule forme de spectacle de ce pays qui mêle les hommes et les femmes.

En Argentine, la Cueva de las Manos renferme un ensemble exceptionnel d'art rupestre préhistorique, qui témoigne de la culture des premières sociétés humaines en Amérique du Sud.



LA RECONSTRUCTION

reste notre premier souci



histoire

74

Lors de la création de l'UNESCO, après la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction des pays dévastés et occupés fut placée au premier rang de ses priorités. Nous présentons ici des images et des textes extraits du *Courrier de l'UNESCO* et de publications des années 1948-1949,

qui donnent une idée des enjeux de l'époque et de l'action de l'UNESCO. L'organisation collecta des fonds d'urgence, identifia et contribua à satisfaire les besoins des écoles, des universités, des bibliothèques, des institutions scientifiques et culturelles, dans les pays d'Europe et d'Asie



Dans les ruines de Varsovie.
Photo extraite de : *Homeless Children*, UNESCO, 1949.

“THE BOOK OF NEEDS”

L'UNESCO vient de publier une brochure en anglais sur les besoins en matière d'éducation de secours et de culture des pays dévastés par la guerre. Ce livre dont le titre est : "Book of needs", n'a pas encore été traduit en français. C'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait bon d'en faire, en cette langue, une brève analyse. Le sujet dont il s'occupe étant trop important pour que le "Courrier" n'attire pas sur lui l'attention de ses lecteurs français.

Le Dr. Huxley, Directeur général de l'Unesco, qui a préfacé cet ouvrage, souligne dès ses premières lignes l'importance des pertes subies par les pays livrés à l'invasion, en Europe comme en Asie :

"Ce rapport contient beaucoup de chiffres. La même histoire s'y trouve répétée, rassurée ; il n'y a quelques variations que dans le décor. La tragédie qui nous est présentée est bien la tragédie de la répétition ; dans tous les pays, ce n'est que ruines, pénurie de matériel, enfants orphelins, enfants anémiques. Peut-être est-ce en prenant pleinement conscience de cette répétition que l'on se rendra le mieux compte de l'urgence et de l'immensité des problèmes auxquels le monde doit faire face."

Mais le "Book of needs" n'est pas seulement un compte rendu des pertes subies sur le plan matériel en bâtiments et outillage scolaires. En préparant ce rapport, on a pensé que des renseignements complémentaires sur les atteintes portées à la santé, des enfants et des adultes, conséquence directe de la guerre, méritaient d'y être incorporés.

Comme l'écrit le Dr. Huxley dans sa préface :

"J'espère que cette première tentative pour dresser un tableau des pertes, des réalisations et des besoins des pays sur lesquels s'étend encore l'ombre des ruines de la guerre, touchera un public étendu. Le relèvement de l'éducation, de la science et de la culture dans ces pays dévastés implique un appel à l'aide auquel ne saurait rester sourd personne - qui tient à ce que soit conservée la notion des valeurs réelles chez les générations de demain."

Pour la Grèce, par exemple, le rapport signale que ce pays, qui a toujours été pauvre, est maintenant presque dans la misère.

Dans ce pays, la plupart des écoles sont entièrement détruites. La perte de matériel est considérable. Le rapport expose que :

"Il n'existe aucun témoignage digne de foi selon lequel il restait une école de village absolument intacte, avec son mobilier et son matériel."

En Pologne, six millions de citoyens ont péri, et le pays entier a été dévasté. Il y a cinq cent mille orphelins de père et de mère, trois millions d'enfants sans nourriture ; les deux tiers de la totalité des livres des bibliothèques ont été détruits et 99 % du matériel d'éducation des pays ont été anéantis.

Le même tableau tragique de misère et de besoins se retrouve dans tous les pays dévastés d'Europe et d'Extrême-Orient.

La situation complexe touchant des aspects moins sensibles. Les quinze pays dont les problèmes sont exposés dans le "Book of needs" ne sont pas demeurés inactifs ; et ils n'attendent pas non plus passivement l'aide étrangère.

Les gouvernements et les organismes nationaux privés font actuellement tous leurs efforts en vue de la reconstruction et du relèvement de leur pays. Mais ils ne peuvent espérer accomplir une tâche extérieure, tout ce qui reste à faire.

Et le livre s'achève sur ce pressant appel :

"Il a déjà beaucoup été fait, et il est beaucoup fait actuellement pour aider les pays dévastés par la guerre dans leur immense tâche de reconstruction dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture. Mais il reste encore beaucoup à faire. Il y a maintenant deux ans que la guerre a cessé, mais les ravages résultant du plus terrible bouleversement de l'histoire sont de si grande importance que l'on ne saurait prévoir encore le relèvement réel et total d'aucun des pays atteints."

(Le "Book of Needs", Unesco, Paris 1947, 28 pages, 120 pages, 1 dollar et 3 shillings.)

Le Courrier de l'UNESCO, mars 1948.

ravagés par la guerre. Elle aida, entre autres, à procurer un enseignement aux quelque 200 000 réfugiés d'âge scolaire du Moyen-Orient. Autre tâche importante, elle participa aux secours apportés aux enfants sans abri. En Europe, 13 millions d'enfants perdirent leur maison pendant la guerre, et des dizaines de millions en Asie. L'UNESCO contribua à la création de la Fédération internationale des communautés d'enfants, qui coordonnait les 200 communautés pour orphelins de guerre établies en Europe juste après 1945.



↑ L'UNESCO participe aux efforts de reconstruction. Photo extraite de : *The book of needs*, UNESCO, 1947.
 ↓ La vie des enfants dans le village de Pestalozzi, en Suisse. Photo UNESCO.



histoire

75



Le Courrier de l'UNESCO, mai 1948.

LA VIE RETROUVÉE Pestalozzi village d'enfants

Un groupe de petits enfants du genre péonais fut amené en Suisse au Village d'Enfants de Pestalozzi, et logés dans un chalet dans les fondres primitives d'un chalet au-dessus de l'Alpe. Les enfants furent accueillis, les jeunes filles furent et élevées qu'elle fussent les besoins et l'entraînement de regarder le monde.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avait amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

Ce fait, rapporté par le directeur du Département de l'Enfance de l'UNESCO, fut communiqué au monde entier. Le monde entier fut informé de la façon dont les enfants du Village d'Enfants de Pestalozzi vivaient et travaillaient.

La construction du Village de Pestalozzi fut achevée au printemps de 1948.

Accidentellement à cette date, au Hain, M. Walter Robert Curti, avait été nommé en tant que directeur du Village d'Enfants de Pestalozzi. Avec le concours de M. Otto Hutter, secrétaire général de la Section "Pre-Adolescence", il avait organisé son travail, sous un certain nombre de conditions, et avait commencé le soin d'élever les enfants du village suisse.

M. Curti souhaitait amener au Hain 1500 enfants de guerre, et leur donner, avec la coopération de professeurs, de psychologues et de spécialistes de la psychologie, l'éducation, une éducation qui les permettrait de devenir des citoyens de son pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avait amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

déjà fait, rapporté par le directeur du Département de l'Enfance de l'UNESCO, fut communiqué au monde entier. Le monde entier fut informé de la façon dont les enfants du Village d'Enfants de Pestalozzi vivaient et travaillaient.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

Ce fait, rapporté par le directeur du Département de l'Enfance de l'UNESCO, fut communiqué au monde entier. Le monde entier fut informé de la façon dont les enfants du Village d'Enfants de Pestalozzi vivaient et travaillaient.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

Cette expérience offre aux enfants un moyen de développer le caractère et les capacités intellectuelles, elle donne aux enfants l'occasion de se développer avec les autres et les capacités intellectuelles des autres, et leur permet ainsi d'échapper aux dangers de l'isolement et de l'indifférence.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

En 1948, de quelques centaines, maintenant, grâce à l'intervention de l'UNESCO et de l'Etat qui les avaient amenés dans le village, ils se mirent à travailler dans les champs et dans les ateliers, à l'instar des enfants de leur pays d'origine.

Photos © UNESCO

3 novembre 1958,
inauguration des nouveaux bâtiments de l'UNESCO

Une modernité emblématique

La singularité de la mission de l'UNESCO – bâtir la paix « sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité » – commandait un geste architectural fort. Pari réussi aux yeux de Luther Evans, alors directeur général, qui, lors de l'inauguration du bâtiment, en vanta « l'harmonie (qui) atteint la pureté du symbole ».

Les deux ans d'études qui précédèrent la mise en chantier furent marqués par une large concertation à laquelle participèrent les ténors de l'architecture mondiale d'alors : Walter Gropius (États-Unis), Le Corbusier (France), Ernesto Rogers (Italie), Sven Markelius (Suède) et Lucio Costa (Brésil).

Les concepteurs se fixèrent pour objectif de faire œuvre totale. À l'architecture proprement dite, ils associèrent d'emblée diverses expressions artistiques : peinture, sculpture, tapisserie, etc.

La maîtrise d'ouvrage fut confiée à trois architectes. Bernard Zehruss (France) eut en charge le plan d'ensemble. Marcel Breuer (États-Unis) imagina l'immeuble-phare en forme d'Y, et conçut une forme en œuf pour la salle des Conférences tandis que Luigi Nervi (Italie) dessina les 72 piliers de béton brut nervuré sur lesquels repose le bâtiment principal.

Le 3 novembre 1958, l'UNESCO s'installait enfin dans ses meubles, sur un terrain de trois hectares offert par le gouvernement français, place de Fontenoy, à deux pas de l'École militaire et du Champ-de-Mars, « dans un des paysages les plus français qui soit », selon l'expression de Luther Evans.

*Ce texte a été écrit par le journaliste français
Jacques de Barrin en juin 2001,
peu de temps avant sa disparition.*



galerie

76



Visite virtuelle

Les bâtiments du siège de l'UNESCO
peuvent être retrouvés sur le site

www.unesco.org/visit/fr/frames/v4/build.htm



© UNESCO



© UNESCO/Niamh Burke



Photos © UNESCO



© UNESCO/Niamh Burke

© UNESCO/Niamh Burke

↑ Marcel Breuer, Luigi Nervi et Bernard Zehrfuss.

↗ Murs en béton cannelé et toit en accordéon : le bâtiment de la grande salle des Conférences, dans les années 60 (en haut) et aujourd'hui (au milieu).

↘ L'audace formelle du grand auvent, baptisé « la cornette », a longtemps fait hésiter les entreprises de construction.

← C'est Breuer qui proposa la forme en Y. On a dû faire appel à des charpentiers de marine pour assurer la qualité des coffrages du béton.



galerie

77

L'eau en 3D

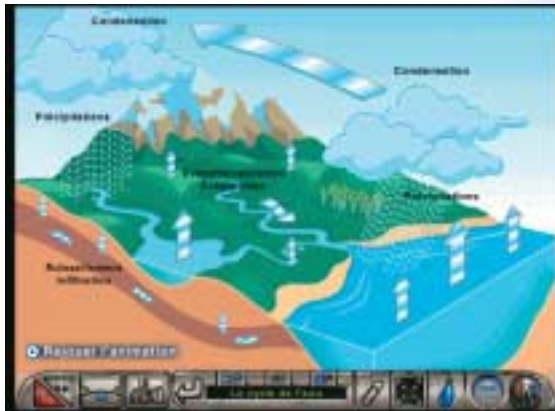
Mer ou fleuve, pluie ou banquise, l'eau est une ressource naturelle précieuse entre toutes et aujourd'hui gravement menacée.

Alliant rigueur de l'information et approche ludique, trois CD-Rom permettent, aux adultes comme aux enfants, de mieux connaître l'eau sous toutes ses formes et de saisir les enjeux qui lui sont liés.



coin lecture

78



L'Or bleu

Encyclopédie interactive de l'eau

Si l'eau est indispensable à la vie, elle est aussi intimement liée à l'histoire et à l'imaginaire de l'humanité et a donné naissance à des mythes, des religions, des civilisations... La richesse de *L'Or bleu* en fait une véritable encyclopédie interactive pour tous publics : 600 photos, 22 séquences vidéos, 200 graphiques, cartes et animations, huit diaporamas. Le navigateur part à la découverte de l'eau dans de vastes paysages animés interactifs. Dans la « médiathèque », il peut endosser, au choix, le rôle de l'expert, de l'écologiste ou de l'amateur d'art et découvrir les enjeux de l'eau sur notre planète. Outil familial et pédagogique, *L'Or bleu* aborde l'histoire, la biologie, la géologie, l'environnement, la politique, l'économie et le développement.

Ce CD-Rom a été réalisé en collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Ifremer et l'UNICEF.

Éditions UNESCO/Strass Productions

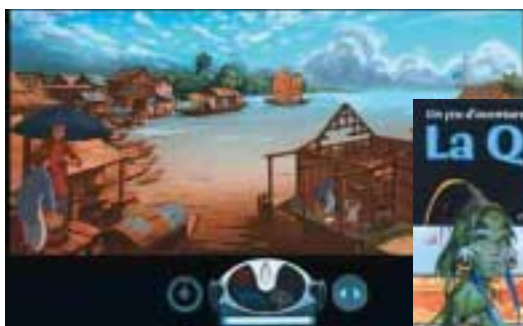
45,58 € (en anglais et en français)

Perl et Gadoo au pays de l'eau

Il n'y a pas d'âge pour comprendre l'importance de l'eau. Destiné aux 4-7 ans, ce CD-Rom raconte l'histoire de deux sympathiques gouttes d'eau, Perl et Gadoo. Invitées à l'anniversaire de Titifa, une fillette touareg, dans le Sahara, elles veulent lui faire un cadeau : une douche en feuilles de palmier. Pour cela, elles devront parcourir tout le cycle de l'eau sur notre planète. Elles découvriront au passage les univers de l'eau, des nuages aux icebergs en passant par les fleuves, les déserts et les océans, ainsi que ses usages – alimentation, hygiène, irrigation, traitement – mais aussi des modes de vie différents et la flore et la faune. C'est pour les petits une vraie rencontre avec la diversité de la terre, de sa géographie et de ses habitants.

Ce CD-Rom, au graphisme soigné en 3D, aux ambiances sonores agréables et aux explications claires, est soutenu par la Fondation Nicolas Hulot.

Éditions UNESCO/
Strass Productions
37,96 € (en français)



La Quête de l'eau

Destiné aux 9-15 ans, le CD-Rom ludique et éducatif *La Quête de l'eau* s'adresse également à leurs parents et aux enseignants et se prête aussi bien à un usage collectif en classe qu'individuel ou familial.

Côté jeu d'aventure, le scénario interactif raconte l'histoire du Peuple de l'Eau. Celui-ci, composé de cinq tribus, s'est fait voler les cinq Cristaux du pectoral magique qui sont le symbole de son unité. Pour retrouver les Cristaux et ramener la paix, le grand Sage du Peuple de l'Eau fait alors appel à un être humain : le joueur...

Côté pédagogique, le CD-Rom présente l'eau dans les milieux polaire, aride, tropical humide, tempéré et océanique. La partie « laboratoire » donne des informations plus techniques : états et propriétés de l'eau, le cycle de l'eau, la production d'eau potable, le traitement des eaux usées, etc.

Éditions UNESCO/Strass Productions,
37,96 € (en français)



coin
lecture

79

Livres, CD-Roms, Vidéos... Livres, CD-Roms, Vidéos



Un poème, un pays, un enfant

Anthologie

De A comme Albanie à Z comme Zululand, en passant par les îles Fidji, voici 177 poèmes. Un tour du monde en poésie pour le plaisir des enfants et la curiosité des parents et des enseignants. Un vagabondage à travers l'inépuisable répertoire poétique des cinq continents. Chaque pays y est représenté par un de ses poètes. On y trouve aussi bien des prix Nobel contemporains (Derek Walcott de Santa Lucia, Wole Soyinka pour le Nigéria) que des bardes anonymes mais à qui nous devons quelques joyaux de la poésie populaire, longtemps transmis de vive voix de génération en génération.

Par Bernard Lorraine

Préface de Claudie

Haigneré

218 p., 15,5 x 23 cm

18,14 €

Éditions UNESCO/

Le Cherche Midi Éditeurs



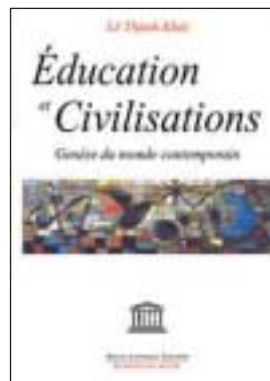
Les sciences sociales dans le monde

Plus qu'un échantillonnage des disciplines traditionnelles, les contributions individuelles ou collectives réunies dans ce volume constituent un véritable état des lieux permettant de relier et comprendre quelques-unes des questions essentielles du temps présent. Mine d'informations et faisceau d'analyses pertinentes, ce volume procure un ample aperçu de l'état actuel et des potentialités des sciences sociales.

402 p., 29,7 x 21 cm

44,97 €

Éditions UNESCO/
Maison des sciences
de l'homme



Éducation et civilisations

Genèse du monde contemporain

L'histoire de l'éducation axée sur la problématique de sa contribution à la production et à la reproduction des sociétés. Les dimensions intellectuelle, morale, affective, esthétique et physique de l'éducation sont envisagées dans différentes civilisations, en rapport avec les facteurs qui l'influencent ou sont influencés par elle : peuples et langues, milieu naturel, modes de production, idées et valeurs, structures et mouvements socio-politiques, rôle des personnalités, relations internationales. L'auteur, professeur émérite d'éducation comparée et d'éducation et développement à la Sorbonne, analyse plus particulièrement le rôle de l'éducation dans la genèse des sociétés industrielles et des sociétés en transition d'aujourd'hui.

Par Lê Thành Khôi

736 p., 18 x 24 cm

39,03 €

Éditions UNESCO/

Bruno Leprince Éditeur/

Horizons du Monde



Arts et artistes au miroir de l'économie

Comment fonctionnent les marchés artistiques ? Cet ouvrage souhaite éclairer les empreintes, facteurs et conséquences économiques des arts, sans prétendre arbitrer les débats esthétiques au nom de la rationalité économique. L'auteur, Xavier Greffe, est professeur d'économie des arts et médias à l'Université de Paris I-Sorbonne.

Par Xavier Greffe

316 p., 16 x 25 cm

29 €

Éditions UNESCO/
Économica



Les publications des Éditions UNESCO
sont en vente sur :
www.unesco.org/publishing



Le royaume de Congo et les contrées environnantes (1591)

L'auteur, Antonio Pigafetta, a mis en forme les informations que lui confiait le marchand portugais Duarte Lopes. En 14 chapitres et autant d'illustrations et cartes, il propose une description complète et détaillée de ces régions (topographie, hommes, flore et faune), des mœurs locales, des pratiques commerciales, de l'esclavage et de la présence militaire, commerciale et religieuse des Portugais depuis leur arrivée un siècle plus tôt.

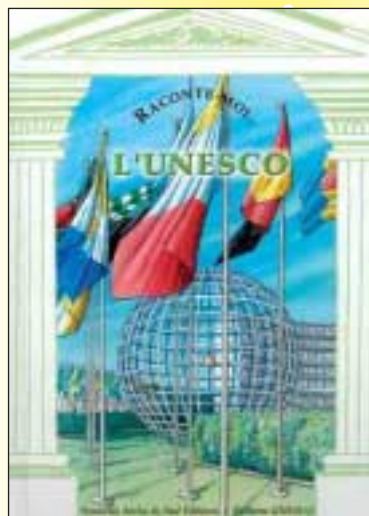
Description de Filippo Pigafetta et Duarte Lopes, présentée, traduite et annotée par Willi Bal
 384 p., 16 x 22 cm
 30 €
 Éditions UNESCO/
 Chandeigne



Il était une fois le livre

Alors que surgissent de nouveaux canaux à travers lesquels se répandent d'autres formes attractives de communication – multimédias, immédiates, interactives –, où va donc le livre ? C'est à cette question que les contributions – 17 auteurs de 13 pays différents (Espagne, France, Pologne, Italie, Allemagne, Brésil, Argentine, Mexique, Japon, Liban, Ouganda, Cameroun, Canada) – rassemblées dans cet ouvrage tentent de répondre.

Par Z. Bauman, G. Kutukdjian, F. Delich, G. Kyomuhendo, S. P. Rouanet, Em Carneiro Leão, G. Vattimo, G. Bornheim, A. Manguel, B. Freitag, G. López Morales, J.-G. Bidima, M. Aymard, M. del Corral, M. Hamashita, R. Argullol, M. Maffesoli
 Sous la direction de Eduardo Portella
 200 p., 24 x 17 cm
 21,34 €
 Éditions UNESCO



Raconte-moi l'UNESCO

Pour tous ceux qui s'intéressent à l'UNESCO (8-12 ans)

Aujourd'hui encore, l'entente entre les peuples est fragile, l'intolérance et l'incompréhension conduisent souvent à la guerre. L'UNESCO, au sein du système des Nations unies, veut « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité, en resserrant par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre les nations ». Dans cet ouvrage, l'UNESCO est expliquée aux 8-12 ans : histoire, fonctionnement, idées, programmes et bâtiments. Une vue d'ensemble claire et documentée pour une éducation civique élargie.

48 p., 15 x 21 cm
 6,10 €
 Éditions UNESCO/
 Nouvelle Arche
 de Noé



coin lecture

81



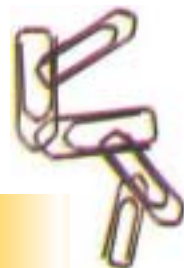
Organisation
des Nations unies
pour l'éducation,
la science et la culture

7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France

Tél. +33 1 45 68 10 00

Internet:

www.unesco.org



bloc-notes

82

Centres de documentation

Archives (BSS/AM)

☎ (33-1) 45 68 19 50/55
Fax: (33-1) 45 68 56 17
E-mail: archives@unesco.org

Bureau des relations extérieures

☎ (33-1) 45 68 18 27
Fax: (33-1) 45 68 55 41
E-mail: rxdoc@unesco.org

Zones côtières et petites îles

☎ (33-1) 45 68 39 34
Fax: (33-1) 45 68 58 08
E-mail: c.nollet@unesco.org

Communication

☎ (33-1) 45 68 42 67
Fax: (33-1) 45 68 55 84
E-mail: n.nguyen-van@unesco.org

Culture

☎ (33-1) 45 68 43 42/43
Fax: (33-1) 45 68 55 74
E-mail: ccdoc@unesco.org

Éducation

☎ (33-1) 45 68 10 29
Fax: (33-1) 45 68 56 24
E-mail: oai@unesco.org

Information et informatique

☎ (33-1) 45 68 43 99
Fax: (33-1) 45 68 55 82
E-mail: g.mensah@unesco.org

Information sur l'UNESCO

☎ (33-1) 01 45 68 16 81
Fax: (33-1) 45 68 56 54
E-mail: opi.opdoc@unesco.org

Bibliothèque

☎ (33-1) 45 68 03 56
Fax: (33-1) 45 68 56 98
E-mail: library@unesco.org

MAB – L'homme et la biosphère

☎ (33-1) 45 68 40 59
Fax: (33-1) 45 68 58 04
E-mail: mab@unesco.org

Sciences naturelles

☎ (33-1) 45 68 40 17
Fax: (33-1) 45 68 58 23
E-mail: p.murugaiyan@unesco.org

Océanographie

☎ (33-1) 45 68 39 82
Fax: (33-1) 45 68 58 12
E-mail: p.boned@unesco.org

Photothèque

☎ (33-1) 45 68 16 91
Fax: (33-1) 45 68 56 55
E-mail: photobank@unesco.org

Studio Radio-TV, Archives audiovisuelles

☎ (33-1) 45 68 00 68
Fax: (33-1) 45 68 56 56
E-mail: studio@unesco.org

Sciences sociales et humaines

☎ (33-1) 45 68 39 06, 45 68 38 07
Fax: (33-1) 45 68 56 77
E-mail: c.bauer@unesco.org

Statistiques

☎ (33-1) 45 68 23 10
Fax: (33-1) 45 68 55 20
E-mail: stelb@unesco.org

Sciences de l'eau

☎ (33-1) 45 68 40 04
Fax: (33-1) 45 68 58 11
E-mail: ihp@unesco.org

Patrimoine mondial

☎ (33-1) 45 68 18 76
Fax: (33-1) 45 68 55 70
E-mail: wh-info@unesco.org

Coordination jeunesse

☎ (33-1) 45 68 16 54
Fax: (33-1) 45 68 57 90
E-mail: ucj@unesco.org

Bureaux de l'UNESCO

Afrique du Sud

P.O. Box 11667
The Tramshed, Pretoria 0126
☎ (271-2) 338 53 02
Fax: (271-2) 320 77 38
E-mail: pretoria@unesco.org

Allemagne

► Centre international pour
l'enseignement et la formation
techniques et professionnels
(UNESCO-UNEVOC)
Hermann-Ehlers-Strasse 10
D- 53113 Bonn
☎ + (49 2) (228) 2 43 37 00
Fax: + (49 2) (228) 2 43 37 77
E-mail: info@unevoc.de
► Institut de l'UNESCO pour
l'éducation (UIE/IUE)
Feldbrunnenstrasse 58
D-20148 Hamburg
☎ (49-40) 4480410
Fax: (49-40) 4107723
E-mail:
doc.centre@uie.unesco.org

Bangladesh

G.P.O. Box 57, Dacca
☎ (880-2) 912 34 69
Fax: (880-2) 912 34 68
E-mail: dhaka@unesco.org

Bolivie

Casilla 5112, La Paz
☎ (591-2) 20 40 09
Fax: (591-2) 20 40 29
E-mail:
unesco.la-paz@unesco.org

Bosnie-Herzégovine

UN House
Aleja Bosna Srebrena BB, 71000
Sarajevo
☎ (387-33) 497 314
Fax: (387-71 33) 497 312
E-mail: colin.kaiser@unmibh.org

Brazil

SAS Quadra 5 Bloco H Lote 6
Edifício CNPQ/IBICT/UNESCO
9º andar, 70070-914 Brasília D.F.
☎ (55-61)321 35 25
Fax (55-61) 322 42 61
E-mail: brasil@unesco.org

Burkina Faso

C/o PNUD - B.P. 575
Ouagadougou 01
☎ (226) 30 67 63, 30 67 62
(PNUD)
Fax: (226) 30 60 59
E-mail:
ouagadougou@unesco.org

Burundi

B.P. 1490, Bujumbura
☎ (257) 21 92 13, 21 53 82
Fax: (257) 21 53 83
E-mail: bujumbura@unesco.org

Cambodge

B.P. 29, Phnom Penh
☎ (855-23) 42 62 99, 42 67 26
Fax: (855-23) 42 61 63, 42 69 45
E-mail:
phnompenh@unesco.org

Cameroun

B.P. 12909, Yaoundé
☎ (237) 22 57 63
Fax: (237) 22 63 89
E-mail: yaounde@unesco.org

Canada

► Institut de statistique de
l'UNESCO (UIS/ISU)
C.P. 6128, Succursale Centre-ville
Montréal, QC, H3C 3J7
☎ + (514) 343 6880
Fax : + (514) 343 6882

Chili

Calle Enrique Delpiano, 2058
Providencia, 3187 Santiago
☎ (56-2) 655 10 50
Fax: (56 2) 655 10 46, 655 10 47
E-mail: santiago@unesco.org

Chine

Jianguomenwai 5-15-3
Waijiao Gongyu, Beijing 100600
☎ (86-10) 65 32 64 69,
65 32 28 28
Fax: (86-10) 65 32 48 54
E-mail: beijing@unesco.org

Congo

B.P. 90, Brazzaville
☎ (242) 81 18 29
Fax: (242) 81 17 80
E-mail: uhbrv@congonet.cg

Costa Rica

Apartado 220-2120
San Francisco de Guadalupe,
San José
☎ (506) 220 44 00
Fax: (506) 231 22 02
E-mail: san-jose@unesco.org

Cuba

Calzada 551 – Esq. a D
Vedado, La Havane
☎ (53-7) 33 34 38, 32 77 41
Fax: (53-7) 33 31 44
E-mail: habana@unesco.org

Équateur

Foch # 265
Apartado 17-07-8998, Quito
☎ (593-2) 52 90 85, 56 13 27
Fax: (593-2) 50 44 35
E-mail: quito@unesco.org

Égypte

8 Abdul-Rahman
Fahmy Street, Garden City,
Le Caire 11511
☎ (202) 79 45 599, 79 43 0369
Fax: (202) 79 45 296
E-mail: cairo@unesco.org

États-Unis d'Amérique

2, United Nations Plaza,
Suite 900
New York, N.Y. 10017
☎ (1-212) 963 59 95,
963 59 78
Fax: (1-212) 963 80 14
E-mail: newyork@unesco.org

Éthiopie

P.O. Box 1177, Addis Abeba
☎ (251-1) 51 72 00
Fax: (251-1) 51 14 14
► Institut international de
l'UNESCO pour le renforcement
des capacités en Afrique
(IICBA/IIRCA)
P.O. Box 2305
Addis Abeba

Fédération de Russie

Bolshoi Levshinsky per. 15/28,
blg. 2, 119034 Moscou
☎ (7-095) 202 80 97
Satellite: (7-503) 220 23 01
Fax: (7-095) 202 05 68
Satellite: (7-503) 956 36 66
E-mail: moscow@unesco.org
► Institut de l'UNESCO pour
l'application des technologies
de l'information à l'éducation
(IITE/ITIE)
8 Kedrova St. (Blg. 3)
117292 Moscow
☎ + (7-095) 129 29 90
Fax: + (7-095) 129 12 25
E-mail: info@iite.ru

France

► Institut international de planification de l'éducation (IIEP/IIPE) 7-9, rue Eugène-Delacroix, 75116 Paris
 ☎ (33-1) 45037700
 Fax: (33-1) 40728366
 E-mail: information@iiep.unesco.org

Gabon

B.P. 2183, Libreville
 ☎ (241) 76 28 79
 Fax: (241) 76 28 14

Ghana

P.O. Box CT4949
 Cantonments Post Office, Accra
 ☎ (233-21) 765 497, 765 499
 Fax: (233-21) 21 765 498
 E-mail: accra@unesco.org

Inde

8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 110057
 ☎ (91-11) 614 00 38/9
 Fax: (91-11) 614 33 51
 E-mail: newdelhi@unesco.org

Indonésie

JL. M.M. Thamrin 14
 Trompolos 1273 /JKT, Jakarta 10002
 ☎ (62-21) 314 13 08
 Fax: (62-21) 315 03 82
 E-mail: jakarta@unesco.org

Iran (République islamique d')

No. 1076 Enghelab Avenue
 Téhéran - 11338
 ☎ (98-21) 67 28 242
 Fax: (98-21) 67 28 244
 E-mail: teheran@unesco.org

Kazakhstan

67, Tole Bi Street, 480091
 Almaty
 ☎ (7-3272) 58 26 37/38
 Fax: (7-3272) 69 58 63
 E-mail: almaty@unesco.org

Kenya

P.O. Box 30592, Nairobi
 ☎ (254-2) 62 12 34
 Fax: (254-2) 21 59 91
 E-mail: nairobi@unesco.org

Liban

B.P. 5244, Beyrouth
 ☎ (961-1) 85 00 13, 85 00 15
 Fax: (961-1) 82 48 54
 E-mail: beirut@unesco.org

Mali

Badalabougou Est
 B.P. E 1763, Bamako
 ☎ (223) 23 34 92, 23 34 93
 Fax: (223) 23 34 94
 E-mail: bamako@unesco.org

Népal

Rayamajhi House, Ring Road-Bansbari
 P.O. Box 14391, Katmandu
 ☎ (977-1) 37 40 09, 37 40 10
 Fax: (977-1) 37 30 04
 E-mail: kathmandu@unesco.org

Nigeria

PMB 424, Garki, Abuja
 ☎ (234-9) 52 37 088
 Fax: (234-9) 52 38 094
 E-mail: abuja@unesco.org

Ouzbékistan

95, Amir Temur Str., Tashkent
 ☎ (998-71) 12 07 116
 Fax: (998-71) 13 21 382
 E-mail: tashkent@unesco.org

Pakistan

P.O. Box 2034, Islamabad 44000
 ☎ (92-51) 28 73 308, 28 29 452
 Fax: (92-51) 28 25 341
 E-mail: islamabad@unesco.org

Palestine

P.O. Box 2154, Ramallah
 West Bank via Israel
 ☎ (972-2) 995 97 40
 Fax: (972-2) 995 97 41
 E-mail: unesco@palnet.com

Pérou

Apartado Postal 41-0192, Lima 41
 ☎ (51-1) 476 98 71
 Fax: (51-1) 476 98 72
 E-mail: lima@unesco.org

Qatar

P.O. Box 3945, Doha
 ☎ (974) 86 77 07, 86 77 08
 Fax: (974) 86 76 44
 E-mail: doha@unesco.org

République dominicaine

Apartado Postal 25350 (Hotel El Embajador), Santo Domingo
 ☎ (1-809) 221-4575, 221-4577
 Fax: (1-809) 221-4581
 E-mail: santo-domingo@unesco.org

République démocratique du Congo

P.O. Box 7248, Kinshasa
 ☎ (243) 33 424, 33 425
 Fax: (243) 884 36 75
 E-mail: kinshasa@unesco.org

Roumanie

► Centre européen de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur
 39, Stirbei Vodà Str., Bucarest
 ☎ (40-1) 315 99 56, 312 04 69
 Fax: (40-1) 312 35 67
 E-mail: bucarest@unesco.org

Rwanda

B.P. 2502, Kigali
 ☎ (250) 788 47, 788 48
 Fax: (250) 767 72
 E-mail: kigali@unesco.org

Samoa

P.O. Box 5766
 Matautu-uta Post Office, Apia
 ☎ (685) 242 76
 Fax: (685) 222 53
 E-mail: apia@unesco.org

Sénégal

B.P. 3311, Dakar
 ☎ (221) 823 61 75
 Fax: (221) 823 83 93
 E-mail: dakar@unesco.org

Suisse

Villa « Les Feuillantines »
 CH-1211 Genève 10
 ☎ (41-22) 917 33 81
 Fax: (41-22) 917 00 64
 ► Bureau international d'éducation – BIE, Case Postale 199
 CH-1211 Genève 20
 ☎ (41-22) 917 78 00
 Fax: (41-22) 917 78 01

Tanzanie (République unie de)

P.O. Box 31473, Dar-es-Salaam
 ☎ (255-22) 277 57 06
 Fax: (255-22) 277 57 05
 E-mail: dar-es-salaam@unesco.org

Thaïlande

P.O. Box 967, Prakanong
 Post Office, Bangkok 10110
 ☎ (662) 391 05 77
 Fax: (662) 391 08 66
 E-mail: bangkok@unesco.org

Uruguay

P.O. Box 859, Montevideo, 11300
 ☎ (598-2) 707 20 23
 Fax: (598-2) 707 21 29, 707 21 40
 E-mail: montevideo@unesco.org

Venezuela

► Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique Latine et dans les Caraïbes (IESALC)
 Av. Los Chorros con Calle Acueducto, Edif. Asovincar, Altos de Sebuacán, Caracas
 ☎ + (58-2) 283 14 11
 Fax: + (58-2) 283 14 54

Viet Nam

23 Cao Ba Quat, Hanoi
 ☎ (84-4) 747 0275/6
 Fax: (84-4) 747 0274
 E-mail: r.durand@netnam.vn

Zimbabwe

P.O. Box HG 435, Highlands, Harare
 ☎ (263-4) 74 62 31
 Fax: (263-4) 77 60 55
 E-mail: harare@unesco.org



© UNESCO/Niamh Burke

Guatemala

Edificio Etisa, Ofic. 7 "A"
 Plaza España, Zona 9,
 Guatemala City
 ☎ (502) 360 87 17,
 360 87 27
 Fax: (502) 360 87 19
 E-mail: guatemala@unesco.org

Guinée

BP 5692, Conakry
 ☎ (224) 45 19 09
 Fax: (224) 45 19 33
 E-mail: conakry@unesco.org

Haiti

19, Delmas 60, Musseau par
 Bourdon, Petion Ville
 ☎ (509) 511 04 60, 511 04 61, 511 04 62
 Fax: (509) 511 04 68
 E-mail: unescoghaiti@hainet.net

Italie

Piazza San Marco 63
 I-30124 Venise
 ☎ (39-041) 520 99 89
 Fax: (39-041) 520 99 88
 E-mail: vo.culture@ntt.it
 ► Bureau régional de l'UNESCO pour la science
 1262/A Dorsoduro
 I-30123 Venise
 ☎ (39-041) 522 55 35
 Fax: (39-041) 528 99 95
 E-mail: venezia@unesco.org

Jamaïque

The Towers, 25 Dominica
 Drive, 3rd Floor, Kingston 5
 ☎ (1-816) 929 70 87,
 929 70 89
 Fax: (1-816) 929 84 68
 E-mail: kingston@unesco.org

Jordanie

B.P. 2270, Amman 11181
 ☎ (962-6) 551 65 59/42 34
 Fax: (962-6) 553 21 83
 E-mail: amman@unesco.org

Maroc

B.P. 1777 RP, Rabat
 ☎ (212-37) 67 03 72,
 67 03 74
 Fax: (212-37) 67 03 75
 E-mail: rabat@unesco.org

Mexique

Pte Masaryk n.° 526, 3er piso
 Colonia Polanco, 11560 Mexico,
 D.F.
 ☎ (52-5) 230 76 00
 Fax: (52-5) 230 76 02
 E-mail: mexico@unesco.org

Mozambique

C.P. 1937, Maputo
 ☎ (258-1) 49 44 50, 49 34 34
 Fax: (258-1) 49 34 31
 E-mail: maputo@unesco.org

Namibie

P.O. Box 24519, Windhoek
 ☎ (264-61) 22 09 81,
 Fax: (264-61) 22 36 51
 E-mail: windhoek@unesco.org



bloc-notes

83

le nouveau Courrier
 de l'UNESCO est imprimé
 sur papier 100% recyclé
 CyclusOffset.



GARDONS LE CONTACT
www.unesco.org

